

11397

"PROGRAMME D'ADJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE"

Séminaire organisé conjointement par le ministère de l'Economie
et des finances du Sénégal, la Banque centrale des Etats de
l'Afrique de l'Ouest (BOZAO), et le Fonds monétaire international

Doc 48.25

**EVOLUTION RECENTE EN AFRIQUE DE L'OUEST :
PAYS DE L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE
ET SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE**



Dakar, Senegal, le 24-27 avril, 1984

Pierre-Claver DAMIBA
Administrateur Adjoint du Programme
des Nations Unies pour le
Développement
Directeur Régional pour l'Afrique

S O M M A I R E

Avant propos méthodologique

A - EVOLUTION ET SITUATION DES ECONOMIES DES PAYS DE L'UMOA	1
1 - DEMOGRAPHIE	1
2 - REVENU ET PRODUIT INTERIEUR BRUT	2
2.2 - Le produit intérieur brut	3
2.3 - L'examen des structures de production	4
3 - EMPLOIS DES REVENUS, EPARGNE ET SOLDE DES RESSOURCES	5
4 - ENDETTEMENT	6
B - LES RELATIONS DES PAYS DE L'UMOA AVEC L'EXTERIEUR	7
1 - LES ECHANGES COMMERCIAUX AVEC L'AFRIQUE ET LE MONDE	7
1.1 - Intégration de l'UMOA dans les échanges mondiaux et africains	7
1.2 - Importance et résultats des échanges extérieurs pour les pays de l'UMOA	9
1.3 - Place des principaux produits d'exportation de l'UMOA sur les marchés mondiaux	11
2 - LES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES DES PAYS DE L'UMOA	13
2.1 - Données structurelles et évolutions	13
2.2 - Les questions posées	17
3 - LES IMPORTATIONS DE L'UMOA	20
3.1 - Données structurelles et évolution	20
3.2 - Deux problèmes majeurs	24

4 - LES SERVICES	32
4.1 - Importance des services dans les pays de l'UMOA	32
4.2 - Evolution à la fin des années 1970	33
5 - LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES ET LES FLUX FINANCIERS QUI EN RESULTENT	37
5.1 - L'approche du problème par les transferts d'épargne	37
5.2 - Les flux de transferts : structure et évolution	38
6 - LES FLUX FINANCIERS	39
6.1 - Les mouvements de capitaux	39
6.2 - L'aide publique au développement	40
<u>CONCLUSIONS</u>	45
<u>ANNEXES STATISTIQUES</u>	50

AVANT PROPOS METHODOLOGIQUE

I - L'OBJET ET LA DEMARCHE :

L'objet des travaux présentés ici est l'étude de l'évolution récente des pays de l'UMOA dans le contexte de l'économie mondiale.

La démarche choisie part de l'analyse des relations extérieures des pays de l'UMOA. Comment cette dernière se situe-t-elle dans l'économie mondiale, et vis à vis des autres pays d'Afrique ? Qu'apporte-t-elle ? Quels sont ses partenaires, ses liens, ses dépendances ? quelles sont ses "performances" ?

Derrière ces questions, se trouvent posées celles relatives aux possibilités de croissance des échanges.

L'approche conduit inévitablement à rechercher les points forts et les faiblesses, et à aborder les problèmes de développement des économies des pays ..., en relation avec l'extérieur.

Elle est ainsi interactive ; les questions touchant aux échanges extérieurs, renvoient à des problèmes internes et, à l'inverse, le contexte extérieur détermine des contraintes et des limitations au développement interne.

II - LES DIFFICULTES :

Les difficultés, sont en large partie dues aux lacunes dans les statistiques disponibles. C'est pourquoi, un paragraphe de l'introduction est consacré à ce problème. Il y a aussi des difficultés d'ordre méthodologique.

Cette période a débuté peu après le premier choc pétrolier, qui avait brusquement déséquilibré les balances des paiements des pays importateurs de pétrole, et particulièrement des pays les plus pauvres. De 1974 à 1977, suite à la hausse du pétrole et à des pénuries conjoncturelles sur un certain nombre de marchés mondiaux, les cours des matières premières se sont envolés. Dans le même temps, le désordre gagnait les marchés financiers internationaux. Des capitaux "à recycler" se trouvaient aussi disponibles. L'inflation se répandait, aggravant les déséquilibres au sein des économies, et encourageant les comportements spéculatifs et l'accroissement de l'endettement.

Des changements d'attitudes et de stratégies sont intervenus au cours de cette période, dont on ne retrouve qu'une partie des manifestations dans les statistiques disponibles.

Parmi ces changements, l'un des plus lourds de conséquences a été l'endettement très rapidement croissant, et à des conditions de moins en moins favorables.

Il a permis aux pays d'investir plus, et plus vite. Dans les secteurs productifs, cela a pu se traduire par des hausses de production et par des investissements de diversification, mais souvent à des coûts élevés. Dans le domaine des infrastructures, cela a permis d'essayer de répondre mieux aux besoins liés à l'urbanisation...

Cela s'est accompagné aussi de l'accroissement des dépenses de consommation publique et privée, plus rapide qu'au cours des années précédentes.

Les conséquences, dans un contexte international lui aussi changé, sont connues et actuelles.

Peut-on dans ces conditions, espérer trouver à partir de l'étude du passé récent des voies d'avenir. Est-il préférable de se référer à une évolution sur une plus longue période ? La rareté et l'hétérogénéité des statistiques ne permettent pas de faire un choix très net, et incitent, et c'est probablement souhaitable, à avoir simultanément les deux optiques.

- Les échanges entre les pays de l'UMOA sont mal saisis, et donc mal décrits dans les statistiques disponibles.

On ne saurait en déduire que ces flux intéressent peu les pays de l'Union. Les frontières sont perméables, des produits transitent dans certains pays, et l'ampleur des problèmes statistiques n'est pas à sous-estimer. En tout état de cause, cette lacune est très gênante pour l'analyse de l'intégration régionale qui est pourtant l'une des voies les plus importantes à étudier.

- Dans les analyses et les commentaires se posent constamment des questions relatives à l'entité étudiée. L'UMOA compte six pays entre lesquels s'exerce une solidarité, qui prennent des décisions et réalisent des projets en commun. Aussi, sommes-nous tentés dans les analyses et dans l'exposé, notamment lorsqu'il s'agit de "l'ensemble des pays de l'UMOA", de considérer l'UMOA comme une unité. Si l'on regarde, par exemple, de ce point de vue, les productions d'exportation, nous pouvons dire qu'il y a une certaine diversité de ressources dans l'UMOA. Si au contraire, nous considérons que les six pays conduisent des politiques autonomes, et qu'au sein de l'UMOA, il y a six unités bien distinctes, il est plus approprié de parler de spécialisation que de diversité, car pour chaque pays, le nombre de produits d'exportations importantes est nettement plus limité.

- Une autre difficulté, pour un exposé qui doit être rapide et donc synthétique, provient de l'hétérogénéité des économies des pays et du poids de la Côte d'Ivoire dans l'ensemble des pays de l'UMOA (plus de la moitié du PIB total et des échanges extérieurs). Les structures et les évolutions des agrégats relatifs à "l'ensemble des pays de l'UMOA" sont fortement influencées par celles propres à la Côte d'Ivoire. Comment éviter les biais, la réduction et l'appauvrissement des conclusions dans les analyses et la synthèse ?

- Les statistiques sur le passé récent sont rares. Il a été possible d'en rassembler sur la période 1975-1981 pour les échanges extérieurs. En revanche, sur la production et les équilibres internes il n'a pas été possible de couvrir année par année la même période ; mais des données sont disponibles sur les années 1960 et 1981 et sur les évolutions moyennes entre ces deux années. Comment rapprocher convenablement des observations faites sur ce matériau. La gêne ne serait pas trop grande si les tendances étaient à peu près stables tout au long des deux décennies écoulées. Or, pour les pays de l'UMOA, comme pour de nombreux autres pays dans le monde, la période 1975-1980-1981 a connu des inflexions par rapport à la quinzaine d'années antérieures.

III - LES PRINCIPALES DEFICIENCES STATISTIQUES :

Plusieurs insuffisances ont déjà été évoquées, et nous ne voulons pas alourdir à l'excès cette introduction. Nous nous bornerons donc à résumer ici les principales critiques du système d'information auquel nous avons accès :

- irrégularité et retard des informations dus essentiellement à la faiblesse des appareils statistiques nationaux. Les absences d'informations sont plus fréquentes pour certains pays,

- hétérogénéité des contenus entre pays, dans le temps, et entre les sources. A quoi s'ajoutent des difficultés de conversion entre monnaies, compte tenu des fluctuations de celles-ci,

- fiabilité très incertaine,

- difficultés d'accès aux sources nationales et dispersion des informations qui sont rassemblées par les institutions.

Des progrès seraient éminemment souhaitables, au niveau des pays, et pour constituer un fond commun accessible au plus grand nombre.

A - EVOLUTION ET SITUATION DES ECONOMIES DES PAYS DE L'UMOA

L'Union Monétaire Ouest Africaine compte six pays présentant à la fois des caractéristiques communes et d'assez profondes différences. On ne fera ici qu'une brève présentation des principales données relatives à chacun de ces six pays et à l'UMOA dans son ensemble, afin de mieux situer, par la suite, leurs relations avec l'extérieur.

1 - Démographie :

Les pays de l'UMOA comptaient au milieu de l'année 1982 environ 34 millions d'habitants. La progression enregistrée depuis 1975 avoisine 3 % par an.

Tableau N° 1 : Populations des pays de l'UMOA

	<u>Population 80⁽¹⁾</u> (en millions)	<u>Taux de</u> <u>croissance⁽¹⁾</u>	<u>Population 82</u> (en millions)
. Bénin	3,51	2,97	3,72
. Côte d'Ivoire	8,51	4,30	9,26
. Haute-Volta	6,25	2,06	6,51
. Niger	5,59	2,90	5,92
. Sénégal	5,72	2,84	6,05
. Togo	2,63	2,85	2,78
Total	32,21	3,10	34,23

(1) Source ILTA - Annexe démographique.

Comme dans l'ensemble de l'Afrique, l'urbanisation a été forte dans chacun des pays de l'UMOA. Pour l'ensemble, le taux d'accroissement moyen a été de 6,2 % par an entre 1970 et 1982. En 1982, 30 % des populations étaient devenues urbaines. Corrélativement, avec l'exode rural, la population rurale n'a augmenté que de 2,4 % par an de 1970 à 1980. La tendance serait encore à un ralentissement de cette croissance.

Tableau n° 2 : Populations rurales et urbaines

(en millions d'habitants)

	Population rurale			Population urbaine		
	1980	Taux croissance annuel	1982	1980	Taux croissance annuel	1982
Bénin	2,07	1,9	2,15	1,44	4,5	1,57
Côte d'Ivoire	4,39	1,7	5,05	3,62	7,9	4,21
Haute-Volta	5,58	1,4	5,74	0,67	7,6	0,77
Niger	4,30	2,3	5,13	0,69	7,6	0,79
Sénégal	3,60	1,7	3,72	2,12	4,8	2,33
Togo	1,98	2,3	2,06	0,65	4,5	0,71
Total	23,02	1,8	23,85	9,19	6,3	10,39

Source : ILTA

2 - Revenu et produit intérieur brut :

2.1 - Sur six pays, quatre ont un PNB par habitant inférieur à 400 dollars en 1981 : le Bénin, la Haute-Volta, le Niger et le Togo. Celui du Sénégal n'est pas beaucoup plus élevé : 430 \$. Seule la Côte d'Ivoire a un PNB par habitant dépassant 1 000 \$.

De 1960 à 1981, des progrès sensibles n'ont été enregistrés que pour deux pays côtiers, la Côte d'Ivoire (+ 2,3 % par an) et le Togo (+ 2,5 % par an).

Tableau n° 3 : PNB par habitant des pays de l'UMOA

(en dollars 1981 - Taux annuels de croissance)

	Valeur 1981	Croissance 1960-1981
. Bénin	320	0,6
. Côte d'Ivoire	1.200	2,3
. Haute-Volta	240	1,1
. Niger	330	- 1,6
. Sénégal	430	- 0,3
. Togo	380	2,5

Source : BIRD - "Rapport sur le développement dans le monde 1983"

Un léger progrès a été enregistré pour le Bénin (+ 0,6 %) et la Haute-Volta (+ 1,1 %).

Pour le Sénégal (- 0,3 %), et surtout le Niger (- 1,6 %) les revenus par tête ont, en moyenne, reculé.

2.2 - Le produit intérieur brut des six pays de l'UMOA réunis était évalué à 14.560 millions US \$ en 1980. Celui de la Côte d'Ivoire en représentait près de la moitié (7.030). Pour trois pays il était voisin de 1.000 millions \$ (Bénin : 950, Haute-Volta : 980, Togo : 1.060). Ceux du Niger et du Sénégal s'élevaient respectivement à 1.890 et 2.650 millions US \$ (voir tableaux I et II en annexe).

Le PIB de l'UMOA représentait 7,6 % du PIB des pays de l'Afrique au Sud du Sahara en 1980. La part de l'UMOA, en terme de populations était alors de 8,6 %. Le revenu moyen était donc plus faible au sein de l'UMOA que dans l'ensemble de l'A.S.S.

Tableau n° 4 : PIB et populations UMOA et Afrique en 1980

	En Millions US \$	En Millions Hab.
	PIB	POPULATION
. UMOA	14.560	32,20
. Afrique au Sud du Sahara (*)	192.300	372,53
Ensemble PVD	2.231.000	3.284,00 (1)

Sources : BIRD.

(*) Hors Afrique du Sud.

(1) Source ONU

2.3 - L'examen des structures de production des pays de l'UMOA, avec toutes les réserves qui peuvent être faites sur les données commentées, fait apparaître :

Tableau n°3 : Structures de production des pays de l'UMOA

(en %)

	1960				1981			
	Agricul- ture	Indus- trie	dont manufac- turière	services	Agricul- ture	Indus- trie	dont manufac- turière	Services
Bénin	55	8	1	37	44	13	7	43
Côte d'Ivoire	43	14	7	43	27	23	12	50
Haute Volta	55	16	9	29	41	16	12	43
Niger	69	9	4	22	30	32	8	38
Sénégal	24	17	12	59	32	26	15	52
Togo	55	16	8	29	24	27	7	49

Sources : BIRD - "Rapport sur le développement dans le monde - 1983"

La transformation profonde qui s'est opérée en une vingtaine d'années, avec pour composantes :

- une très forte diminution de la place de l'agriculture dans les économies,
- une progression de l'industrialisation, qui ne permet toutefois au secteur manufacturier d'atteindre qu'environ 12 % du PIB en moyenne 1981, trois pays restant au dessous de 10 %, et le Sénégal se situant à 15 %, mais en régression par rapport à 1960,
- une forte augmentation de la part des services dans les PIB, qui traduit à la fois les changements socio-économiques intervenant dans les pays de l'UMOA, et avec l'urbanisation plus rapide que l'industrialisation, les difficultés de créations d'emplois en nombre suffisant dans le secteur secondaire.

3 - Emplois des revenus, épargne et solde des ressources :

D'importantes réflexions seraient à faire, pays par pays, et pour l'ensemble des pays de l'UMOA, au seul vu des données regroupées dans le tableau suivant. Il résume en effet, à la fois nombre des difficultés d'ordre structurel que connaissent les pays de l'UMOA et une partie des raisons (et conséquences aussi) des aggravations des situations.

Notons d'abord qu'en 1960, à l'exception d'un pays, la Côte d'Ivoire, aucun des pays de l'UMOA ne dégagait une épargne intérieure suffisante pour financer les investissements, parfois modestes, qui étaient réalisés. Des déficits étaient enregistrés qui devaient être financés par des apports extérieurs.

En 1981, ces déficits sont très élevés (entre 7 et 37 % des PIB des pays concernés) et sont partagés pour les six pays de l'UMOA.

Tableau n° 6 - Emplois du PIB, Epargne et solde des ressources

	(en % du PIB)					
	<u>Sénégal</u>	<u>Côte d'Ivoire</u>	<u>Haute Volta</u>	<u>Niger</u>	<u>Sénégal</u>	<u>Togo</u>
1960 :						
. Consommation du secteur public	16	10	10	9	17	8
. Consommation du secteur privé	75	73	94	79	88	88
. Investissement brut	15	15	10	13	16	11
. Epargne intérieure brute	9	17	- 4	12	15	4
. Solde des ressources	- 6	2	- 14	- 1	- 1	- 7
1981 :						
. Consommation du secteur public	13	18	15	9	23	17
. Consommation du secteur privé	89	62	96	76	83	64
. Investissement brut	35	27	16	27	17	31
. Epargne intérieure brute	- 2	20	- 11	15	- 5	15
. Solde des ressources	- 37	- 7	- 27	- 12	- 22	- 16

Source : BIAO - "Rapport sur le développement dans le Monde 1983".

Dans le même temps, la part des investissements dans les PIB a considérablement augmenté, simultanément à celle des dépenses de consommation, publique surtout.

En 1981, l'épargne brute est négative pour trois des six pays, qui ne sont donc plus en mesure de financer les seules dépenses de consommation. Pour les trois autres pays, les coefficients d'investissement sont d'au moins 27 %, tandis que les taux d'épargne sont compris entre 15 et 20 %.

4 - Endettement :

Une des conséquences des situations et des évolutions rapidement décrites précédemment a été la croissance très forte de l'endettement public des pays de l'UMOA.

Compté en millions de dollars US, l'encours de la dette publique des pays de l'UMOA, qui était il est vrai relativement faible au début des années 1970, a été multiplié par plus de huit entre 1973 (967 millions US \$) et 1982 (8.179 millions de \$)

Par rapport à l'ensemble de l'Afrique au Sud du Sahara, on peut constater une croissance de l'endettement public de l'UMOA nettement plus rapide en début de période, puis une aggravation à peu près au même rythme, puisque :

- l'endettement des pays de l'UMOA représentait 10,4 % de l'endettement des pays de l'ASS en 1973 et atteignait 16,9 % en 1978 ;
- il se maintenait au dessus de 17 % les années suivantes.

Les pays de l'UMOA sont donc, aussi, relativement plus endettés, en moyenne, que les autres pays de l'ASS.

Ce n'est pas le "modèle" de l'Amérique latine, mais, avec le renchérissement du capital, et l'évolution des taux des monnaies, avec la baisse du F.CFA par rapport au dollar notamment, le poids de la dette et les prélèvements à effectuer pour en assurer le service sont devenus très élevés.

Tableau n° 7 : Endettement public des pays de l'UMOA

	(en millions de US \$)				
	<u>1973</u>	<u>1978</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>
. Bénin	57.8	171.8	455.8	550.3	556.4
. Côte d'Ivoire	579.8	2 810.9	4 290.9	4 390.4	4 537.3
. Haute-Volta	30.7	189.5	305.1	283.5	334.8
. Niger	64.1	197.2	398.8	604.7	602.6
. Sénégal	176.1	609.2	863.4	945.4	1 328.5
. Togo	58.4	624.0	912.7	850.3	819.0
Total UMOA	966.9	4 602.6	7 226.7	7 624.6	8 178.6
Afrique :					
Sud du Sahara	9 293.0	27 303.8	40 007.3	43 644.5	47 124.1
UMOA/ASS	10.4 %	16.9 %	18.4 %	17.5 %	17.4 %

B - LES RELATIONS DES PAYS DE L'UMOA AVEC L'EXTERIEUR

1 - Les échanges commerciaux avec l'Afrique et le monde

A l'échelle mondiale, les importations et les exportations de l'UMOA sont faibles. Pour certains produits, cependant, les exportations des pays de l'UMOA sont aux premiers rangs mondiaux.

Entre pays de l'UMOA et avec les autres pays d'Afrique, les échanges évoluent peu. Par ailleurs, des évolutions intéressantes à noter se sont produites dans les relations des pays de l'UMOA avec leurs partenaires non-africains.

Nous commencerons donc ce chapitre par des données de "cadre d'ensemble" sur ces sujets.

1.1 - Intégration de l'UMOA dans les échanges mondiaux et africains

* La modestie, en termes globaux, de la contribution des pays de l'UMOA aux échanges mondiaux peut être illustrée par le rapport :

Valeur des exportations des pays de l'UMOA

Valeur des exportations mondiales

Celui-ci a pris les valeurs de :

- 0,24 % en 1975

- 0,25 % en 1980

- 0,20 % en 1981

On peut donc noter, qu'il n'y a pas eu de progression de 1975 à 1980, et que de fortes variations peuvent être enregistrées d'une année à l'autre.

C'est approximativement à l'augmentation de la part des autres pays du monde (1) (13,0 % en 1975, 20,8 % en 1980 et 19,8 % en 1981), parmi lesquels se trouvent les pays pétroliers, que correspond la baisse de la part de la France dans les importations de l'UMOA.

En ce qui concerne les exportations des pays de l'UMOA, la baisse de la part de la France est compensée par la hausse de celle des autres pays de l'OCDE (40,1 % en 1975, 50 % en 1980, 47,7 % en 1981).

1.2 - Importance et résultats des échanges extérieurs pour les pays de l'UMOA

* Les échanges extérieurs occupent une place importante dans le PIB des pays de l'UMOA, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous.

(1) Hors OCDE et Afrique.

Tableau N° 9 : Exportations et PIB des pays de l'UMOA

(En Milliards de FCFA)

	Année 1979				
	Exportations (1)	Importations (1)	PIB	Exportations PIB (%)	Importations PIB (%)
. Bénin	59,6	90,4	193,5	30,8	46,7
. Côte d'Ivoire	643,3	655,7	1.944,7	33,0	33,7
. Haute-Volta	34,04	103,6	252,8	13,4	40,9
. Niger (2)	52,4	47,1	288,8	18,0	16,0
. Sénégal	186,6	205,9	581,1	32,1	49,1
. Togo	53,81	118,08	216,23	24,8	54,6
Total	1.027,75	1.300,78	3.477,13	29,6	37,4

Source : FMI et BCEAO pour le Niger et la Haute Volta

(1) Biens et services

(2) Les statistiques pour le Niger concernant l'année 1977, 1979 n'étant pas disponible.

Il est possible d'y voir l'extraversion des économies des pays de l'UMOA et la dépendance de leur développement vis-à-vis de l'extérieur.

* Le commerce extérieur est déséquilibré, en défaveur des pays de l'UMOA. Le déficit s'accroît. De 83 milliards de FCFA en 1975, il passe à 346 milliards en 1980 et 507 milliards en 1981. Il représente alors 50 % de la valeur des exportations des pays de l'UMOA.

Cette situation "globale", reflète des situations très différenciées au niveau des pays. En 1981, seule la Côte d'Ivoire dégage un excédent. Le déficit du Niger est d'environ 20 %. Pour les autres pays les pourcentages sont nettement plus élevés (cf. tableaux IIIa, IIIb, IIIc en annexe).

1.3 - Place des principaux produits d'exportation de l'UMOA sur les marchés mondiaux

Pour un nombre limité de produits, les pays de l'UMOA viennent aux premiers rangs des pays exportateurs, ou fournissent une part relativement importante des marchés mondiaux.

En premier lieu, il faut citer le cacao en fèves qui a procuré plus de 200 milliards de F.CFA de devises en 1981. La production est sensible aux variations climatiques. En conséquence, les exportations connaissent d'amples fluctuations d'une année à l'autre : 303.000 tonnes, soit 28 % des exportations mondiales de cacao en fèves en 1980, 461.000 tonnes soit 37 % des exportations mondiales de cacao en fèves en 1981.

Ensuite vient le café vert : 5,8 % du marché mondial en 1980, 6,6 % en 1981, et 126 milliards de F.CFA de recettes en devises cette dernière année.

A côté de ces deux denrées, l'ananas frais (30 % du marché mondial en 1981) et les noix et amandes de palme et de palmiste (26 % du marché mondial en 1981) apportent des ressources en devises déjà nettement moins importantes. L'huile et les tourteaux d'arachides étaient parmi les premiers produits d'exportation de l'UMOA en 1975. Depuis, les excédents exportés ont beaucoup diminué.

Produits	UNOA Volume (tonnes)	1975	UNOA Volume (tonnes)	1980	UNOA Volume (tonnes)	1981	UNOA Volume (tonnes)
a - PRODUITS ALIMENTAIRES :	Cacao	187,534	1,353,410	303,267	1,070,095	461,447	1,449,195
		32,112	163,352	40,761	522,262	54,100	524,056
		263,180	3,569,166	215,525	3,720,006	243,712	3,714,806
		10,3	10,3	10,3	10,3	10,3	10,3
b - PRODUITS AGRICOLES :	Café vert	30,511	897,197	4,360	731,348	2,831	826,768
		35,210	133,641	12,102	207,985	39,882	152,714
		69,732	91,800	267,510	121,377	375,041	29,7
		319,061	1,170,864	1,00,115	1,026,028	54,102	658,451
c - PRODUITS MINIERES AGRICOLES :	Coton égrainé	201,546	398,817	73,793	473,935	22,000	126,620
		19,881	397,205	31,703	539,427	20,308	498,704
		125,200	2,265,642	131,132	3,979,655	87,757	3,603,141
		13,409	3,994,458	85,181	4,013,712	79,413	4,306,416
d - PRODUITS MINIERES AGRICOLES :	Coton égrainé	13,409	3,994,458	85,181	4,013,712	79,413	4,306,416
		13,409	3,994,458	85,181	4,013,712	79,413	4,306,416
		13,409	3,994,458	85,181	4,013,712	79,413	4,306,416
		13,409	3,994,458	85,181	4,013,712	79,413	4,306,416

PART DE L'UNOA DANS LES REPRESENTATIONS NOMINALES

C - METAUX ET MINERAUX :	Phosphates	7,797,434	1,192	100,430,000	19,080(1)	6,2	4,438,082	125,249,000	43,5517	9,7	3,400,583	49,894(2)	10,4
		1,192	1,192	1,192	1,192	1,192	1,192	1,192	1,192	1,192	1,192	1,192	1,192

Source : ACERO pour les volumes rapportés par l'UNOA.

FAO - Annuaire de Commerce - pour les totaux mondiaux.

Comité de la Zone Franc pour le Budget 1981

Nations Unies - Annuaire statistique pour les totaux mondiaux phosphates et uranium.

Pour le Budget 1981 : Rapport du Comité de la Zone Franc

(1) Ensemble production Argentine, Canada, France, Gabon, Allemagne, Japon, Niger, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, USA

(2) Ensemble production même pays que (1) plus l'Australie et Namibie

(3) Ensemble production même pays que (1) plus l'Australie, Namibie et Israël, moins Allemagne.

En dehors des produits d'origine végétale, ce sont surtout l'uranium et les phosphates qui sont à signaler ; l'UMOA produit environ 10 % de la production des principaux pays producteurs d'uranium (hors pays de l'est), et approximativement 3 % de la production mondiale de phosphates. Réunies les exportations d'uranium et de phosphates de l'UMOA ont représenté près de 148 milliards de F.CFA en 1980 et en 1981.

2 - Les exportations de marchandises des pays de l'UMOA :

2.1. - Données structurelles et évolutions

* La valeur des exportations des pays de l'UMOA a été multipliée par 2,5 approximativement entre 1975 et 1980-1981 (cf. tableau 12 ci-après et tableaux en annexe). La part la plus importante en est attribuable aux hausses de prix, des matières premières particulièrement au début de la quinquennie 1975-1980. L'augmentation en volume a été un peu inférieure à 5 % par an en moyenne, et voisine de celle de la Côte d'Ivoire.

* Les contributions des pays de l'UMOA sont présentées dans le tableau 1 ci-après.

Deux tiers des exportations proviennent de Côte d'Ivoire.

La part de ce pays a augmenté d'environ 10 % de 1975 à 1980-1981.

Le Sénégal, dont la part a diminué de moitié depuis 1975, et le Niger, qui avec l'uranium a fortement accru ses recettes en devises, ont chacun des contributions voisines de 12 % en 1981.

PRODUITS	1975			1980			1981		
	Volume UNO (tonnes)	Volume total (tonnes)	% UNO	Volume UNO (tonnes)	Volume total (tonnes)	% UNO	Volume UNO (tonnes)	Volume total (tonnes)	% UNO
A - PRODUITS AGRICOLES									
Boissons :									
• Cacao	187.534	1.152.410	16,3	303.267	1.078.095	28,1	461.467	1.249.195	36,9
• Produits de cacao	32.112	362.352	8,9	40.761	524.842	7,9	54.100	524.856	10,3
• Café vert	263.180	2.549.164	7,4	215.526	3.720.886	5,8	231.712	3.714.805	6,6
Graines, céréales, noix :									
• Arachides dégraissées	30.511	897.197	3,4	4.360	711.348	0,6	2.833	826.769	0,3
• Noix et amandes de palme et palatine	15.710	333.842	10,6	12.162	207.985	5,9	39.887	152.714	26,1
Autres produits alimentaires :									
• Amas frais	69.722			93.800	367.530	25,5	111.317	375.041	29,7
Produits oléagineux :									
• Tourteaux d'arachide	318.061	1.138.084	24,1	100.132	1.076.028	9,8	54.102	658.453	8,2
• Huile brute d'arachide et huile raffinée d'arachide	201.546	398.817	50,5	23.783	473.925	19,6	22.020	326.620	6,7
• Tourteaux de palatine	19.881	397.205	5,0	31.703	539.437	5,9	20.308	498.704	4,1
• Huile de palme et de palatine	135.200	2.266.645	5,5	121.132	3.979.855	1,3	87.757	3.603.141	2,4
B - MATIERES PREMIERES AGRICOLES :									
• Coton égrené	40.320	3.994.458	1,0	85.181	4.013.712	1,0	79.433	4.206.416	1,6
• Graines de coton	13.409	253.162	5,1	9.178	314.615	2,9	12.973	340.673	9,1

PART DE L'UNO DANS LES PRODUCTIONS MONDIALES

C - METAUX ET MINERAIRES :									
• Phosphates	2.282.114	108.438.000	2,1	4.225	138.743.000	3,1	3.488.182		
• Uranium	1.192	19.000 (1)	6,2	4.225	41.845 (2)	9,7	4.686	42.993 (3)	10,9

Source : UNCTAD pour les volumes exportés par l'UNO.

FAO - Annuaire du Commerce - pour les totaux mondiaux.

Comité de la Zone Franc pour la Méditerranée 1981

Nations Unies - Annuaire statistique pour les totaux mondiaux phosphate et uranium.

Pour la Méditerranée (1) : Rapport du Comité de la Zone Franc

(1) Ensemble production Argentine, Canada, France, Gabon, Allemagne, Japon, Niger, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, USA

(2) Ensemble production mines pays que (1) plus l'Australie et Namibie

(3) Ensemble production mines pays que (1) plus l'Australie, Namibie et Brésil, mines Allemagne.

Tableau N° 11 : Contribution des pays aux exportations de l'UMOA (1)

	En % du total		
	1975	1980	1981
. Bénin	1,6	1,5	1,0
. Côte d'Ivoire	61,1	67,1	67,6
. Haute-Volta	2,3	1,9	1,9
. Niger	4,7	13,1	12,1
. Sénégal	23,8	10,2	11,8
. Togo	6,5	7,2	5,6
Total	100	100	100

(1) Y compris les exportations vers les pays de l'UMOA.

Les exportations des trois autres pays (Bénin, Haute Volta et Togo), réunis représentent environ 10 % du total des exportations de l'UMOA en 1980-1981.

* La structure des exportations par produits reflète à la fois :

- la position déterminante de la Côte d'Ivoire, et de ses produits d'exportation : café, cacao, bois, huile de palme, ananas, ...
- la prépondérance des exportations de produits primaires, et issus de la première transformation (2) : 85 % en 1980 et 81 % en 1981 de l'ensemble des principales exportations des pays de l'UMOA
- une certaine diversité des matières premières et produits de la première transformation, si l'on considère l'ensemble de l'UMOA

(2) Il est difficile de séparer avec précision les produits primaires des produits de première transformation dans les statistiques utilisées.

TABLEAU N° 12

PRINCIPALES EXPORTATIONS DE L'ENCOMA 1975-1981

(en millions F.CFA)

	1975 y.c. Bénin		1976 n.s. Bénin		1980 n.s. Bénin		1981 n.s. Bénin	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
I - PRODUITS ALIMENTAIRES :								
A - <u>Boissons/Produits de base :</u>								
Cacao	52.878,8		57.338,6		175.779,1		207.584,3	
Café	52.810,8		67.465,1		141.187,7		125.945,8	
TOTAL	105.689,6	28,0	124.803,7	28,4	316.966,8	32,5	333.530,1	33,0
B - <u>Graines, céréales, noix :</u>								
Arachides	2.833,2		2.381,6		585,1		868,1	
Noix de palme et palmistes	1.294,4		1.294,4		787,9		2.679,2	
TOTAL	4.127,6	1,0	3.676,0	0,9	1.373,0	0,1	3.547,3	0,4
C - <u>Autres produits alimentaires :</u>								
Viande, fruits, légumes	15.067,9		15.007,9		40.309,2		35.572,4	
Produits oléagineux	31.235,1		50.431,6		31.367,8		19.712,5	
Poissons, produits de la pêche	10.063,2		9.667,8		12.483,8		40.403,0	
Autres	939,4		939,4		7.338,5		13.358,0	
TOTAL	77.269,7	18,6	76.246,7	16,6	111.499,3	11,4	109.042,9	10,7
II - MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES :								
Coton	8.572,3		7.030,4		27.072,8		31.648,0	
Bois	45.348,0		45.548,0		123.152,0		97.641,5	
Caoutchouc	1.872,4		1.872,4		4.328,3		7.036,5	
TOTAL	55.792,7	13,4	54.450,8	13,3	154.553,1	16,2	136.325,0	13,5
III - MINES ET MINÉRAUX :								
Phosphates	41.140,1		41.140,1		47.356,5		49.343,9	
Uranium	11.881,6		11.881,6		100.804,1		98.004,0	
TOTAL	53.021,7	12,7	53.021,7	13,0	148.160,6	15,2	147.347,9	14,6
IV - PRODUITS MANUFACTURÉS :								
A) Produits agroalimentaires	19.277,4		19.277,4		40.362,2		49.408,9	
B) Matières premières transformées	7.173,6		7.173,6		11.468,7		13.922,7	
C) Autres	2.135,5		2.135,5		87.099,2		110.317,9	
TOTAL	28.586,5	6,9	28.586,5	7,0	138.930,1	13,8	173.649,5	17,2
Autres marchandises y compris erreurs et omissions	80.754,4	19,4	76.930,3	16,8	105.292,1	10,8	107.140,8	10,4
Bénéfice non ventilé	-		6.791,0		14.388,0		10.217,0	
TOTAL EXPORTATIONS ENCOMA	416.345,0	100,0	416.345,0		969.348,2		1.020.821,6	
TOTAL EXPORTATIONS ENCOMA BÉNIN ENCOMA			409.354,0	100,0	874.860,2	100,0	1.010.604,6	100,0

Source : BORDO, Comité de la zone franc pour le Sénégal en 1981.

- une "spécialisation" plus forte si l'on considère les pays isolément, et la dépendance pour chacun d'eux des résultats enregistrés sur un très petit nombre de produits : cacao en fèves, café vert, coton, bois, caoutchouc, phosphates et uranium représentent à eux seuls environ 70 % des principales exportations de l'UMCA en 1980 et 1981
- l'absence de produits vivriers d'origine végétale.

par :

* L'évolution des exportations est caractérisée

- l'apparition de produits nouveaux et l'augmentation des exportations de produits dont la production était jusqu'alors faible. Cependant :
 - . la part de grands produits comme le café et le cacao n'a pas diminué,
 - . le nombre de produits nouveaux s'il n'est pas négligeable pour les six pays pris ensemble, est plus limité au niveau de presque tous les pays ;
- le recul de certaines cultures : oléagineux notamment
- la progression de l'intégration, mais la proportion des produits de la première transformation dans les exportations, reste faible et il y a encore peu de produits exportés après plusieurs transformations.

* Concernant l'évolution des prix à l'exportation, et des termes de l'échange, il est très difficile de tirer des conclusions sur une aussi courte période que celle sous revue. Les résultats sont en effet très dépendants des années initiale et finale choisies, compte tenu des fortes variations que connaissent les cours. Même sur plus longue période, ces choix exercent une influence (cf. tableaux et graphiques en annexe). De plus, au cours des dernières années particulièrement un phénomène complique les analyses et nous rend plus circonspects encore ; il s'agit des variations des taux de change, qui pour les pays accentuent ou atténuent les effets en francs des variations des cours libellés en d'autres monnaies.

2.2 - Les questions posées

Pour la plupart des pays de l'UMOA, les activités dirigées vers l'exportation, qui ont été et sont encore pour l'essentiel des activités primaires, ont procuré les ressources (publiques et en devises) qui ont permis de financer les dépenses courantes et pour certains pays l'investissement, et ont constitué des "moteurs" importants du développement.

Les observations précédemment faites suscitent plusieurs questions quant aux perspectives à court et moyen terme, et aux orientations possibles des stratégies des pays de l'UMOA.

A travers l'examen des exportations, et connaissant les efforts qui ont été déployés dans chacun des pays, souvent avec des aides bilatérales ou internationales, pour diversifier leurs exportations et accroître la part des produits transformés, il ressort qu'actuellement les avantages comparatifs les plus notables sont les ressources naturelles.

Par ailleurs, l'accumulation technologique et la productivité du travail sont en général insuffisantes pour se mesurer au niveau international, d'une part, et les grands marchés de consommation sont assez éloignés, d'autre part.

L'exploitation de ces ressources a conduit à une spécialisation des économies, qui constitue pour celles-ci un point de vulnérabilité. Les causes et les manifestations de cette vulnérabilité sont multiples, et parmi elles :

- La sensibilité aux aléas climatiques, particulièrement forte dans les zones sahéliennes, mais grande aussi dans la zone forestière du golfe de Guinée.

Les revenus des populations, les ressources des Etats, les recettes en devises, et la rentabilité des investissements en sont tributaires. L'approvisionnement des marchés mondiaux l'est aussi.

- L'incertitude quant à l'évolution des cours des matières premières et des autres produits exportés sur des marchés où la concurrence entre les producteurs est vive, les fluctuations imprévisibles, et les tendances des demandes également sensibles, pour nombre de produits, à la conjoncture dans les pays consommateurs.

- La difficulté d'adapter les stratégies et de "contrôler" les productions en fonction des événements. La rigidité est presque totale pour les cultures pérennes comme le café ou le cacao, pour lesquelles il faut "piloter" avec une anticipation de 5 à 20 ans. Elle existe aussi pour les cultures annuelles car les changements des habitudes et des comportements sont encore relativement lents dans les campagnes.

Dans les secteurs miniers, enfin, il n'est pas comode, notamment en raison de la dimension des projets, à l'échelle des pays, d'infléchir, en temps voulu, les cadences de production.

- A cet égard, et même si la rentabilité à court terme est prouvée, il peut être recommandé de programmer dans le temps et de moduler l'exploitation des ressources non-renouvelables (minières) ou lentement renouvelables (forêt), de manière à :

- . valoriser au maximum ces ressources disponibles en quantités limitées,
- . préserver les éco-systèmes, pour ne pas obérer les possibilités ultérieures de développement agricoles et ne pas détériorer le cadre de vie.

- Le développement des cultures d'exportation peut se voir limité compte tenu des niveaux atteints, par les rythmes de croissance de la demande. Il peut aussi être de plus en plus confronté à deux freins :

- . l'exode rural, qui réduit les disponibilités en force de travail, de personnes-jeunes surtout, en milieu rural,
- . la concurrence vivriers-produits d'exportation.

Sur le second point, qui sera abordé plus longuement dans la suite de l'exposé, les politiques des Etats devraient être plus déterminées, ..., et déterminantes.

En ce qui concerne l'exode rural et l'urbanisation rapide, il semble difficile de ne pas admettre qu'il s'agisse de tendances lourdes et que des inflexions ne pourront intervenir que sur une longue période. L'augmentation de la production agricole, quelle que soit la

destination, sera donc de plus en plus dépendante des gains de productivité qui pourraient être réalisés. L'expérience des vingt dernières années a montré que la diffusion des progrès technologiques, qui doit s'accompagner de l'adaptation des comportements et de l'environnement (services, cadre de vie, ... c'est-à-dire aménagement du territoire), demande des délais et des moyens qui ne peuvent être indéfiniment rétrécis.

- En définitive, les perspectives de développement basées sur l'exploitation d'un petit nombre de ressources naturelles, pour lesquelles les avantages comparatifs semblent les plus évidents, ne paraissent pas être des perspectives de forte croissance et comportent de fortes incertitudes.
- C'est d'ailleurs pourquoi la plupart des pays de l'UMOA ont essayé simultanément :
 - . de diversifier davantage leurs productions agricoles, minérales et vivrières,
 - . de "remonter les filières" et d'exporter des produits transformés au lieu de produits bruts,
 - . de trouver des "créneaux" dans les secteurs industriels.
- L'examen des statistiques d'exportation montre que dans chacune de ces voies les difficultés sont grandes et les progrès lents.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, les efforts faits pour diversifier les productions agricoles et pastorales ne se traduisent encore que par de petits pourcentages de ressources additionnelles dans les balances commerciales. A peu d'exception près, les grands produits traditionnels restent largement dominants.

Il existe à ces difficultés des causes internes, d'ordre organisationnel ou économique. Il y a aussi des facteurs externes, les marchés d'exportation. Il n'est pas plus aisé d'y pénétrer et d'y accroître sa part pour des produits "nouveaux", que sur les marchés des grands produits traditionnels d'exportation de l'UMOA.

- L'augmentation du degré de transformation des exportations est progressive et ne conduit pas encore à de forts gains de devises, ou de valeur ajoutée nationale.

La proportion de produits transformés exportés, par rapport aux produits bruts, croît lentement. Souvent la transformation est très limitée. Parfois, elle ne peut survivre que subventionnée, au détriment de l'activité agricole en amont, éventuellement.

Parmi les explications figurent l'insuffisance des performances des industries de transformation. Ces difficultés d'adaptation des produits aux besoins du marché, ainsi que des facteurs spécifiques aux différents secteurs considérés. Il y a manifestement aussi pour certains secteurs ou produits, le contrôle des marchés de consommation par des groupes puissants, et la réticence d'entreprises à voir des activités se "délocaliser". La conjoncture du début des années 1980 dans les pays industrialisés n'apparaît pas porteuse d'améliorations dans ces domaines.

3 - Les importations de l'UMOA :

3.1 - Données structurelles et évolution :

3.1.1 - La structure des importations :

L'analyse de la structure des importations des pays de l'UMOA traduit l'état de dépendance dans lequel se trouvent ces pays vis-à-vis de l'extérieur pour leur approvisionnement en produits transformés, et pour la couverture de leurs besoins essentiels dans le domaine alimentaire et énergétique.

En 1980, calculs faits Bénin exclu (1), la part des produits manufacturés représente 65 % du montant total de leurs achats dont 21 % pour les produits pétroliers raffinés ou non. La part des produits alimentaires s'élève à 13 % de ce même montant. Le solde (soit 22 %) représente des importations diverses (biens manufacturés ou entièrement transformés selon les cas).

Une analyse plus fine que les statistiques utilisées ne le permettent, serait nécessaire pour dégager la structure de ces importations par destination. On peut néanmoins faire ressortir par un examen rapide, la part des importations qui est utilisée directement ou indirectement dans les investissements de l'UMOA. Les postes matériaux de construction, produits sidérurgiques et machines représentent 25 % de celles-ci et 34 % si on y inclut le matériel de transport. Ces chiffres traduisent d'une autre manière, les efforts consentis à l'équipement de chacun des pays.

3.1.2 - Les répartitions géographiques des flux d'importation :

A l'image des exportations, la répartition entre pays des flux d'importation est très inégale.

Sur un total de 1 335 milliards de F.CFA, la Côte d'Ivoire représente près de la moitié (47 %), elle est suivie de loin par le Sénégal (17 %). Enfin le Bénin (12 %), le Niger (9 %) et le Togo (9 %) précèdent la Haute-Volta (6 %) dans ce classement.

(1) Les sources utilisées ne permettent pas de ventiler par produits les importations du Bénin.

Tableau n° 12

PRINCIPALES IMPORTATIONS DE L'UNION 1975-1981

(en millions F.CFA)

	1975 p.c. Sésam		1977 s.c. Sésam		1978 s.c. Sésam		1981 s.c. Sésam	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
A - PRODUITS ALIMENTAIRES								
Céréales	18.646,5		16.114,8		69.253,0		100.105,1	
Sucre et sucrerie	17.078,4		16.546,0		14.019,7		15.941,1	
Poissons	8.432,1		7.711,3		17.276,3		23.219,8 ⁽¹⁾	
Produits laitiers	8.137,5		7.840,1		23.016,3		34.638,4	
Autres produits alimentaires	11.981,9		10.526,8		11.094,8		37.402,8 ⁽²⁾	
TOTAL	64.276,7	12,8	58.748,8	12,5	155.164,7	13,2	211.347,2	16,2
B - PRODUITS MANUFACTURÉS								
Produits pétroliers	59.295,7		56.716,5		144.716,1		177.595,4	
Bois	6.004,7		5.443,5		5.829,1		6.912,8 ⁽¹⁾	
Papier, cartons	16.818,5		15.606,0		35.257,0		34.749,3	
Fils et tissus	27.571,5		22.127,6		43.465,1		61.785,1	
Matériaux de construction	9.856,7		9.548,2		24.036,0		25.435,1	
Produits chimiques et pharmaceutiques	20.652,0		19.092,8		43.578,1		66.411,9	
Produits sidérurgiques	24.458,5		24.456,5		59.231,4		55.826,8	
Mécanisme, appareils mécaniques et électriques et de précision	85.721,3		80.044,9		204.835,4		185.550,4	
Matériel routier	52.128,0		48.278,3		103.610,2		89.914,6	
TOTAL	302.704,9	60,8	281.418,7	61,5	783.355,5	63,1	608.161,2	42,1
C - AUTRES MARCHANDISES								
(y compris armures et oraisons)	132.851,4	26,8	117.351,6	25,6	253.871,2	21,7	282.851,1	21,7
D - DÉFINI NON VARIÉ								
	-		42.080,2		163.745,9		125.497,8	
TOTAL DES IMPORTATIONS DE L'UNION	499.623,0	100,0	499.833,0		1.333.297,8		1.527.557,3	
TOTAL DES IMPORTATIONS DE L'UNION MARCHANDISES			457.582,8	100,0	1.271.550,9	100,0	1.302.059,5	100,0

Source : BICAD, Comité de la zone Franc pour le Sénégal en 1981 et PVI.

(1) Sauf Sénégal (poste qui n'est pas dans la nomenclature du Comité de la zone Franc)

(2) Poissons, légumes et fruits comestibles (plus préparations en 1981 pour le Sénégal), farine de froment, préparations et conserves.

3.13 - Les évolutions :

Comme on l'a vu précédemment, la couverture des besoins en biens et marchandises s'est effectuée pour les pays de l'UMOA, par une sollicitation fortement croissante des marchés extérieurs. De 1975 à 1981 le rythme d'augmentation annuelle des importations a été voisin de 22 % en valeur, soit largement plus que le niveau de l'inflation mondiale. En volume ce rythme devrait être compris entre 7 et 9 % après déflation par l'indice des prix des importations de ces pays.

L'un des postes responsable de l'accroissement de ces dépenses est celui des produits pétroliers du fait des augmentations de prix qui en F.CFA ont été multipliés par 4 sur la période.

Mais ce poste n'est pas le seul à avoir connu de fortes augmentations. L'ensemble des produits alimentaires sucre exclu (mais cette production a fortement diminué en Côte d'Ivoire au cours de cette période), suit une tendance identique quoiqu'à un niveau légèrement inférieur en valeur. Parmi ces produits, le poste céréales ressort particulièrement : en 1981 il se situe à 6 fois son niveau de 1975 ; or les prix unitaires des principaux produits (riz-blé) exprimés en CFA ont baissé entre 1975 et 1980 pour revenir en 1981 approximativement à leur niveau de 1975 du fait du réajustement du dollar. Ainsi cette forte augmentation en valeur des importations de produits céréaliers résulterait essentiellement d'une augmentation en volume (on y reviendra plus loin).

Pour les autres produits manufacturés, la croissance des importations se situe en dessous de la moyenne. On obtient en effet les résultats suivants :

Talbeau n° 14 : Croissance des importations de l'UMOA

	(en %/an)	
	<u>Taux en valeur</u>	<u>Taux en volume</u> ⁽¹⁾
. Ensemble des produits manufacturés hors produits pétroliers	15.4	3.3
. dont biens d'investissements	15.5	3.4
. dont biens d'investissements et matériel de transport	14.2	2.3
. Autres marchandises	15.8	3.7

(1) Déflation opérée à partir de l'indice du prix des exportations de biens industriels exprimée en F.CFA. Estimations faites d'après les indices du FMI.

A partir des données exprimées en volume, et aux réserves liées aux différentes sources statistiques utilisées près, on doit remarquer une croissance modérée des importations de biens manufacturés hors produits pétroliers. Ce résultat s'applique semble-t-il autant aux biens concourant directement à la réalisation d'investissements qu'aux autres biens (consommations intermédiaires des entreprises et biens de consommation finale).

Cette faible croissance est pourtant le résultat de mouvements inverses dans les différents pays ; puisqu'en Côte d'Ivoire et au Niger l'importation de biens manufacturés s'est accrue assez fortement en volume (autour de 10 %) alors que dans les autres pays les achats extérieurs stagnaient ou décroissaient (les conjonctures particulières de la Côte d'Ivoire et du Niger sont intimement liées à celles de leurs exportations principales).

En résumé, de l'analyse des évolutions des importations, il ressort principalement :

- une forte accélération des dépenses de produits énergétiques ;
- une accélération légèrement plus faible de celles de biens alimentaires mais un accroissement considérable des besoins en produits céréaliers ;
- enfin une croissance modérée des dépenses en biens manufacturés, variable selon les pays.

Concernant ce dernier point, on pourrait penser que les économies nationales ont réduit leur dépendance vis-à-vis de l'étranger par l'implantation d'industries susceptibles de couvrir les besoins correspondants, et que les efforts d'implantation d'industries d'import-substitution commencent à porter leurs fruits sur cette période.

En fait (cf. le tableau 5), la part de l'industrie manufacturière dans la production nationale reste faible (de l'ordre de 12 %) et ne peut donc satisfaire qu'une faible partie de la demande nationale de ces biens. D'autre part, la nature même de ces industries très en aval dans les chaînes de transformation, les rend tributaires d'importations de semi-produits que les pays de l'UMOA ne produisent pas encore. Ainsi l'activité même de ces entreprises engendre des flux d'importations quasiment proportionnels en volume à leur production.

Tableau n°16 Bilan énergétique des pays de l'UNOA

(en tonnes équivalent houille)

	PRODUCTION D'ENERGIE PRIMAIRE COMMERCIALE		CONSUMATION TOTALE D'ENERGIE COMMERCIALE	BOIS	CONSUMATION TOTALE
	TOTAL	HYDROELECTRICITE ET NOUVEAUX BRUT			
1970	32	12	-	2 031	5 387
1975	48	48	-	3 291	6 302
1979	91	91	-	3 253	7 060
1980	342	1 684	174	3 365	7 253
1981	507	216	251	3 373	7 461
					10 834

Source : O.N.U.

	PRODUCTION TOTALE/CONSUMATION TOTALE	PRODUCTION D'ENERGIE/CONSUMATION D'ENERGIE COMMERCIALE	COMMERCIALE
1970	73	2	
1975	66	1	
1979	69	1	
1980	72	10	
1981	74	15	

Les données globales pour l'UMCA font apparaître une croissance de la consommation de bois voisine de celle de la population (3 % par an). Il y a sans doute un lien logique derrière cette liaison, mais c'est vraisemblablement en se servant d'elle comme hypothèse que les statistiques ont été élaborées. On ne peut donc pas en tirer des conclusions significatives en dehors du fait que dans le bilan global le bois reste prépondérant.

Ceci est particulièrement vrai pour le Bénin, la Haute-Volta et le Niger où il représente plus de 80 %.

Ce niveau relativement élevé de dépendance n'est pas sans provoquer quelque inquiétude pour l'avenir, quand on connaît les difficultés croissantes d'approvisionnement de certaines zones urbaines du fait de la surexploitation des forêts voisines et plus généralement quand on s'interroge sur les causes de l'avancée de la désertification et de la sécheresse prolongée.

Il y a ici non seulement matière à réflexion, mais plus sûrement à la réalisation d'actions urgentes et d'envergure dont le cadre dépasserait le seul secteur énergétique.

Du point de vue des énergies commerciales, on note depuis 1975 une croissance quasiment nulle de la consommation (+ 0,4 % par an en moyenne sur la période 1975-1981). Les causes en sont bien connues : hausse de prix des produits pétroliers et récession ensuite.

On doit souligner néanmoins les efforts réalisés en Côte d'Ivoire pour accroître la production intérieure et réduire ainsi la dépendance énergétique : en 1980 se conjuguent les effets des recherches pétrolières, et de la mise en service de nouveaux équipements hydroélectriques. Ainsi la Côte d'Ivoire assure-t-elle en 1981 39 % de ses propres besoins en énergie commerciale, taux qui a dû augmenter sensiblement depuis du fait de nouvelles mises en exploitation de gisements pétroliers notamment.

Les avantages naturels dont dispose la Côte d'Ivoire, ne sont évidemment pas ceux des autres pays. Certains d'entre eux disposent néanmoins de ressources énergétiques possibles aujourd'hui connues (schistes ou sables bitumineux en particulier) qui devraient faire l'objet d'efforts de développement importants, notamment sur le plan de l'imagination pour mettre en œuvre les technologies économiquement viables.

Il est en outre possible que d'autres ressources soient encore cachées dans le sous-sol et qu'un effort d'exploration plus systématique, conduit dans l'intérêt des pays, aboutisse à des nouvelles découvertes qui réduiraient la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

On peut également se poser la question de savoir si des technologies nouvelles de production et/ou d'utilisation ne pourraient pas faire l'objet d'efforts plus importants au niveau de la conception, de l'adaptation à l'environnement puis de leur promotion. Les quelques réalisations qui ont été faites relèvent actuellement davantage de la démonstration et de l'expérimentation. L'examen précis des conditions dans lesquelles ces techniques pourraient se généraliser paraît donc non seulement souhaitable, mais aussi indispensable.

4 - Les services

Une analyse des services est rendue complexe du fait de l'hétérogénéité des opérations qui composent ce secteur. Pour prétendre à une certaine exhaustivité, elle a été conduite à partir de la Balance des Paiements.

Mais on ne pourra de ce fait qu'en rester à un niveau de généralité, insuffisant pour décrire la complexité des besoins que les pays de l'UMOA ont à couvrir dans ce secteur souvent repris dans les nomenclatures, sous la rubrique "Invisibles"...

Une difficulté supplémentaire s'ajoute pour connaître les évolutions récentes, qui tient à l'important retard pris dans les publications officielles.

Seront donc analysés, ici les services compris au sens strict c'est-à-dire le poste Service de la Balance des Paiements non compris les revenus et transfert des Gouvernements.

4.1. Importance des services dans les pays de l'UMOA

Celle-ci peut être mesurée de deux manières :

- par rapport aux achats ou ventes totales de Biens et Services des pays - les services rendus à l'extérieur par chaque pays représentent en moyenne 12 % des ventes totales de chacun d'entre eux. Par contre, les achats de services représentent en moyenne 25 % des achats totaux réalisés.

Tableau n° 17 Part des Achats ou Ventes de Services dans le total de la balance des biens et services

Benin 1978		Côte d'Ivoire 1978		Haute Volta 1979	
<u>Crédit</u>	<u>Débit</u>	<u>Crédit</u>	<u>Débit</u>	<u>Crédit</u>	<u>Débit</u>
12 %	7 %	12 %	28 %	9 %	32 %
Niger 1976		Sénégal 1977		Togo 1978	
<u>Crédit</u>	<u>Débit</u>	<u>Crédit</u>	<u>Débit</u>	<u>Crédit</u>	<u>Débit</u>
9 %	31 %	15 %	17 %	10 %	22 %

Source : BCEAO

Autour de ces moyennes on constate de fortes disparités, notamment dans les achats de services : le Bénin est peu consommateur de services extérieurs, le Sénégal et le Togo le sont davantage, par contre la Haute Volta, le Niger et la Côte d'Ivoire se situent à des niveaux beaucoup plus élevés.

- par rapport au solde de la balance des Biens et Services. En dehors du Bénin qui équilibre sa balance des Services, les autres pays sont tous déficitaires, ce qui a pour effet d'accroître le déficit de la balance commerciale. (Sauf pour la Côte d'Ivoire dont la balance commerciale est excédentaire, mais l'ensemble Biens et Services devient déficitaire du fait de ces dernières).

Tableau n° 18

Rapport des soldes des Services et des soldes de la balance des Biens et Services.

Bénin 1978	Côte d'Ivoire 1978	Haute Volta 1979
- 1,6 %	+ 145 %	44 %
Niger 1976	Sénégal	Togo
71 %	27 %	36 %

Source : BCEAO

4.2. Evolution à la fin des années 1970

En dehors du Bénin qui maintient un équilibre de ses recettes et de ses ventes de services, la détérioration d'un solde, déjà presque partout négatif au début de la décennie, est la constante qui se dégage de l'analyse. Un examen des débits et crédits pour quelques années suggère largement que, comme pour la balance commerciale, les importations de services ont augmenté plus rapidement que les exportations. Les raisons sont difficiles à cerner, tant ces postes recouvrent des diversités. On peut remarquer néanmoins que les postes les plus importants sont constitués par les frais de transports des marchandises et les autres services.

Une des raisons qui pourrait être avancée tient dans l'insuffisante croissance de la capacité d'offre de services dans ces pays par rapport à l'évolution des besoins.

LES SERVICES D'APRES LA BALANCE DES PAIEMENTS

PAYS : BENIN

(en Milliards de FCFA)

	1971	1975	1978
Frêt et Assurances/Marchandises	+ 9.0	+ 1.3	+ 1.6
Autres Transports	- 0.3	- 0.6	+ 0.6
Voyages	- 0.7	- 0.7	- 0.5
Autres Services	+ 0.1	- 1.0	- 1.2
	- 5.1	0.0	0.5

PAYS : COTE D'IVOIRE

	1972	1975	1978	1979
Frêt et Assurances/marchandises	- 5.3	- 14.2	+ 42.8	- 44.7
Autres Transports	- 7.7	- 12.0	+ 5.8	- 7.4
Voyages	- 12.5	- 16.4	- 24.4	- 29.8
Autres Services	- 11.4	- 16.2	- 65.8	- 98.4
	- 36.9	- 58.8	- 138.8	- 173.3

Tableau n° 19 (suite)

SOLDES SERVICESPAYS : SENEGAL

(en Milliards de FCFA)

SERVICES	1971	1974	1978
Frêt et Assurances/Marchandises	+ 0.9	+ 1.4	- 17.0
Autres Transports	- 4.9	- 9.3	+ 5.7
Voyages	+ 0.6	+ 3.5	+ 6.3
Autres Services (Assurances...)	+ 1.4	+ 3.5	+ 2.1
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	+ 2.8	+ 17.7	- 2.9

PAYS : HAUTE-VOLTA

SERVICES	1972	1975	1978	1979
Frêt et Assurances/Marchandises		- 6.1	- 9.2	- 12.3
Autres Transports	+ 1.0	- 3.7	- 6.6	- 8.4
Voyages	+ 0.8	- 2.4	- 4.4	- 4.6
Autres Services	+ 1.3	- 2.4	- 5.0	- 5.4
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	+ 3.1	- 14.6	- 25.2	- 30.7

PAYS : T G G O

SERVICES	1972	1975	1978	1979
Frêt et Assurances/Marchandises		- 7.9	- 17.5	- 18.5
Autres Transports	0.1	+ 4.0	+ 3.0	+ 4.0
Voyages	+ 0.6	- 1.0	- 1.8	- 0.5
Autres Services	+ 1.4	- 0.4	- 2.8	- 1.8
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	+ 1.9	- 5.3	- 18.3	- 16.8

PAYS : M I G Y E

SERVICES	1971	1975	1978
Frêt et Assurances/Marchandises	0.2	- 9.2	- 12.1
Autres Transports	0.0	- 0.4	- 2.1
Voyages	- 0.3	- 0.8	- 2.1
Autres Services	- 0.5	- 6.1	- 12.2
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	- 0.6	- 16.5	- 28.6

L'exemple de la flotte marchande ivoirienne illustre ce propos :
Malgré une croissance significative de sa capacité de transport, celle-ci reste bien en deçà de la satisfaction de ses propres besoins.

Tableau n° 20 Capacité de la flotte marchande

(000 tonnes de jauge bruts)

	1970	1975	1980	1981
. RCI	26	119	136	152
. Monde	227 490	342 162	419 911	420 835
. Rapport en %	0.11	0.35	0.44	0.34

Besoins de transport

(en millions de T.)

	1975	1980	1981
. RCI (x+m)	6.9	9.9	10.2
. Monde (x)	3 072	3 829	3 732
. Rapport en %	2.25	2.59	2.75

Mais est-ce la seule raison ? Ne faut-il pas invoquer également les positions dominantes de certaines entreprises étrangères dans ce domaine qui nuisent au développement interne de certaines activités (assurances, courtages, gestion, communication...) ? Ne faut-il pas invoquer également une insuffisante mobilisation de moyens (formation, et moyens financiers) autour de ces activités ? Si des progrès ont été réalisés dans certains secteurs, il reste encore beaucoup à faire pour internaliser

d'avantage ces activités au sein de l'UMOA. Pour la plupart de ces pays, l'enjeu n'est pas négligeable.

Les chiffres précédents ne font évidemment pas apparaître les échanges de services entre pays de l'UMOA. Aucune statistique publiée ne permet de le faire. Mais on doit néanmoins rappeler que ces échanges ne sont pas négligeables, en particulier des pays côtiers vers l'intérieur. Ceci est particulièrement évident pour des services rendus à l'occasion du débarquement et du transfert des marchandises qui sont destinées aux pays enclavés, mais c'est également le cas pour d'autres types de services qui ont installés des sièges sociaux dans les régions portuaires en raisons des facilités qu'elles y trouvaient.

5 - Les mouvements migratoires et les flux financiers qui en résultent

5.1. L'approche du problème par les transferts d'épargne

L'analyse des phénomènes migratoires à l'intérieur des pays de l'UMOA d'une part et entre pays de l'UMOA et les autres pays est très complexe par suite de l'absence de sources quelque part centralisées. Certains pays disposent de données éparses, le plus souvent non homogènes entre elles tant du point de vue du contenu que des périodes analysées.

Les flux physiques de travailleurs migrants, sont donc très difficiles à saisir.

L'analyse peut par contre être conduite à partir des données financières publiées par les balances de Paiement au travers du poste des transferts nets de l'épargne des travailleurs. Mais il convient de bien voir ce qu'il recouvre ou plutôt ce qu'il ne peut que difficilement prendre en compte comme les transferts de travailleurs illégaux, la sous-estimation des transferts légaux par le jeu des transferts en liquide ou par compensation, les rapatriements liés aux contrats des travailleurs immigrés payés par une société étrangère, mais aussi les exportations de capitaux réalisées par des nationaux.

En outre, l'analyse au travers de solde fausse les données du problème. Un pays comme la Côte d'Ivoire est en effet à la fois exportateur et importateur de main-d'œuvre, mais il ne s'agit pas des mêmes catégories de travailleurs.

Enfin, l'épargne transférée n'est à l'évidence pas le meilleur indicateur des flux de main-d'œuvre ni de leur coût ; comme solde du revenu sur la consommation, elle dépend de nombreux facteurs dont la décision de son transfert.

5.2. Les flux de transferts : structure et évolution

Le solde des transferts nets d'épargne des travailleurs au niveau de l'ensemble des pays de l'OMOA est fortement négatif, ce déficit est imputable principalement à la Côte d'Ivoire. A l'exception du Niger, les autres pays équilibrent ou se trouvent en excédent.

On sait que la Côte d'Ivoire a exercé un fort pouvoir attractif sur les travailleurs de la région, et on sait également qu'outre une importante colonie libanaise, elle mobilise une assistance technique européenne nombreuse aux revenus élevés et donc aux possibilités de transferts non négligeables. L'évolution du soldé négatif de 1972 à 1979 est importante puisque le déficit s'accroît en moyenne de 27 % par an. La haute conjoncture dont a bénéficié la Côte d'Ivoire sur la dernière partie de la décennie est sans doute l'explication principale : les besoins en main-d'œuvre n'ont pu être satisfaits directement par des ivoiriens obligeant ainsi à recourir à des travailleurs étrangers. En ce qui concerne les cadres, ceci pose naturellement le problème de la formation des nationaux.

Le Bénin et la Haute Volta présentent des soldes systématiquement excédentaires sur la période, alors que le Togo équilibre à peu près (faiblement négatif).

On constate par contre pour le Sénégal une nette inversion de tendance : de négatif en 1972, il devient positif à partir de 1975 et se maintient en 1978.

Tableau n° 21 Transferts nets de l'épargne des travailleurs
(en milliards de CFA)

	Bénin	Côte d'Ivoire	Haute Volta	Niger	Sénégal	Togo	Total
1972	+1.0	-22.5	+6.4	-1.8	-2.1	-0.5	-19.5
1975	+3.2	-39.4	+5.5	-3.7	+2.7	-0.3	-32.0
1978(1) ou 1979(2)	+8.2(1)	-121.8(2)	+15.2(2)	-6.6(1)	+2.6(1)	-0.5(2)	(-102.7)

Il est bien évident, comme signalé ci-dessus, que l'examen plus détaillé des flux migratoires par catégories de travailleurs permettrait de poursuivre l'analyse de manière plus fouillée. Néanmoins, la constance du déficit des transferts nets des flux d'épargne au niveau de l'OMOA, imputable essentiellement à la Côte d'Ivoire et au Niger, laisse supposer un recours croissant à une main-d'œuvre étrangère à la zone, pour poursuivre le mode

de développement retenu. Elle laisse supposer également que ces recours résultent d'une pénurie de cadres nationaux et que les efforts de formation entrepris dans ce domaine sont restés insuffisants pour satisfaire les besoins de la période considérée.

Mais il convient également de rappeler que ce solde comporte aussi les transferts de l'épargne des nationaux sur l'étranger. Aussi convient-il de rester prudent quant à son interprétation.

6 - Les flux financiers

Deux types de flux correspondant à trois sources principales d'informations sont examinés ici :

- Les mouvements de capitaux :

* figurant dans les balances des paiements et publiés par la BCEAO ; on observera que, comme pour d'autres agrégats, les dernières publications disponibles fournissent pour les six pays de l'UMOA des données relatives à 1979, ce qui interdit les analyses sur les années les plus récentes.

* retracés dans le rapport BIRD, pour les années 1970 et 1981, qui ne portent que sur les flux publiés, et ne concernent que les capitaux.

- Les flux d'aide publique au développement :

publiés par le CAD et qui contiennent des séries sur les années plus récentes 1979-1982.

6.1 Les mouvements de capitaux

Les déficits croissants des opérations courantes avec l'extérieur des pays de l'UMOA ont été compensés par des entrées nettes de capitaux elles aussi en forte augmentation, de 79 milliards de FCFA en 1972 à 300 milliards de FCFA en 1979.

Les deux plus fortes composantes ont été les apports de capitaux publics sous forme de prêts, dont la valeur a été multipliée par 17 entre 1971 et 1979, et les transferts sans contrepartie, qui ont plus que doublé pendant la même période.

Mais les apports de capitaux privés sous forme de prêts ont été d'autant plus en plus sollicités aussi, et leur valeur a plus que décuplé entre 1971 et 1979.

L'endettement croissant, le service de la dette est devenu de plus en plus lourd. Pour la dette publique extérieure, il a été multiplié par 3 entre 1972 et 1979.

Aussi les pays de l'UMOA (pris ensemble) ont débuté les années 1980 dans des conditions de dépendance financière déjà prononcées et avec une amputation importante de leurs ressources futures pour rembourser la dette contractée et mobilisée.

6.2 L'aide publique au développement

* Une part globalement forte, et très variable suivant les pays, des ressources financières a été apportée en titre de l'aide publiques au développement, bilatérale et multilatérale. Des tableaux détaillés par pays et sources de financement figurent en annexe pour les années récentes 1979, 1980, 1981 et 1982. Il n'est pas possible d'en faire une présentation aussi analytique ici, où l'on se bornera à souligner quelques points concernant surtout les pays de l'UMOA pris dans leur ensemble.

* Il convient auparavant de rappeler que les statistiques utilisées représentent des flux et des formations de flux hétérogènes. Y sont additionnés des transferts sans contrepartie et des prêts, qui n'ont évidemment pas la même valeur pour les bénéficiaires. Il y a des prêts aux conditions "douces" (faible taux d'intérêt et durées longues) et d'autres aux conditions plus proches de celles des marchés financiers.

Par ailleurs, dans les statistiques utilisées, les montants sont exprimés en US dollars. Les dons ou les prêts ont donné lieu à des utilisations et à des contrats de fournitures libellés en francs CFA, en FF, en US dollars ou autres devises. Les taux de change ont beaucoup évolué au cours des dernières années.

Pour ces raisons, les données disponibles doivent être examinées avec attention et interprétées avec prudence.

* Exprimée en dollars, l'APD brute aux pays de l'UMOA a connu des fluctuations, mais a peu évolué entre 1979 et 1982, avoisinant en moyenne 750 millions de dollars.

Si nous prenons les taux de change figurant sous les statistiques du FMI, l'on obtient les chiffres suivants pour l'APD aux pays de l'UMOA en FCFA.

	APD (en milliards de FCFA)	FCFA/Dollars
1979	244.2	213
1980	230.9	211
1981	312.4	272
1982	349.5	328

Une progression non négligeable apparaît donc, en valeur nominale + 43 % entre 1979 et 1982.

Si nous tenons compte de l'inflation, l'augmentation en termes réels cette fois, devient très faible.

Une des observations qu'il est possible de faire, est donc que l'aide publique au développement en faveur de l'UMOA n'a pas suivi, loin s'en faut, le rythme d'augmentation des besoins dont ont fait état les pays aux cours de ces dernières années.

Le recours au financement par le secteur privé est, en conséquence aussi, devenu plus important. Son coût a été plus élevé ; les durées de remboursement se sont raccourcies.

* Les statistiques disponibles ne permettent pas d'appréhender exactement la part de l'APD, sous ses différentes formes, dans le total des apports extérieurs. Un rapprochement entre données est toutefois possible pour l'année 1979 ; il permet de situer approximativement l'importance de l'APD par rapport aux autres mouvements de capitaux en 1979.

- les apports nets de capitaux publics inscrits dans les balances de paiements s'élèvent à 300 milliards de FCFA, tandis que les prêts nets de capitaux privés sont de 77,5 milliards de FCFA.

- l'aide publique au développement brute est chiffrée à 244 milliards de FCFA approximativement. La part de l'APD apparaît donc prépondérante.

* Ces observations valent, rappelons le, pour les six pays pris ensembles. Pris séparément, les différences sont importantes, et si pour la Côte d'Ivoire, par exemple, la part de l'APD a été plus modeste, pour les autres pays aux revenus nettement plus faibles, la dépendance vis à vis de l'aide publique au développement est très forte. L'évolution de celle-ci conditionne presque totalement les possibilités d'investissement, et même pour certains pays, à court terme le maintien des niveaux de consommation

Tableau n° 22 - Transferts de revenus de capitaux et flux de capitaux (1)

	(en millions de F.CFA)		
	1972	1975	1979
Investissements directs privés	9.686	28.781	36.524
- revenus des investissements directs	- 21.055	- 34.410	- 51.401
* Solde 1	- 11.369	- 5.529	- 14.877
* Autres formes de transferts de capitaux :			
- Privés (capitaux à court et long terme)	+ 6.346	+ 31.749	+ 77.527
- Publics : . capitaux à court et long terme	+ 11.465	+ 32.176	+ 195.421
. transferts sans contrepartie	+ 50.479	+ 81.451	+ 104.915
sous-total	+ 62.944	+ 113.627	+ 300.336
* Revenus des investissements n.i.e.	- 11.050	- 13.819	- 62.688
dont : intérêts sur la dette publique extérieure (- 6.878)	(- 6.878)	(- 16.857)	(- 63.574)
Total (flux de capitaux nets des revenus)	+ 79.201	+ 126.028	+ 300.302
Avoirs extérieurs nets	41.650	48.910	67.620

Source : BCEAO

(1) nets

Tableau n° 22 - Transferts de revenus de capitaux et flux de capitaux (1)

	(en millions de F.CFA)		
	<u>1972</u>	<u>1975</u>	<u>1979</u>
Investissements directs privés	9.686	28.781	36.524
- revenus des investissements directs	- 21.055	- 34.410	- 51.401
* Solde I	- 11.369	- 5.529	- 14.877
* Autres formes de transferts de capitaux :			
- Privés (capitaux à court et long terme)	+ 6.346	+ 31.749	+ 77.527
- Publics : . capitaux à court et long terme	+ 11.465	+ 32.176	+ 195.421
. transferts sans contrepartie	+ 50.479	+ 81.451	+ 104.915
sous-total	+ 62.944	+ 113.627	+ 300.336
* Revenus des investissements n.i.a.	- 11.050	- 13.819	- 62.688
dont : intérêts sur la dette publique extérieure (- 6.878)		(- 16.857)	(- 63.578)
Total (flux de capitaux nets des revenus)	+ 79.201	+ 126.028	+ 300.302
Avoirs extérieurs nets	41.650	48.910	67.620

Source : BCEAO

(1) nets

Tableau n° 23 : Entrées nettes de capitaux à moyen et long terme
empruntés et garantis par le secteur public

(en millions de dollars US)

	<u>1970</u>	<u>1981</u>
. Bénin	1	160
. Côte d'Ivoire	50	679
. Haute-Volta	-	36
. Niger	10	255
. Sénégal	10	174
. Togo	3	17
Total	74	1.321

Source : BIRD

Tableau n° 23 : Entrées nettes de capitaux à moyen et long terme
empruntés et garantis par le secteur public

(en millions de dollars US)

	<u>1970</u>	<u>1981</u>
. Bénin	1	160
. Côte d'Ivoire	50	679
. Haute-Volta	-	36
. Niger	10	255
. Sénégal	10	174
. Togo	3	17
Total	<u>74</u>	<u>1.321</u>

Source : BIRD

Tableau n° 24

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (1)
AUX PAYS DE L'UMOA

(en millions de US \$)

	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>
<u>Aide bilatérale</u>	<u>763,9</u>	<u>728,9</u>	<u>812,9</u>	<u>775,7</u>
dont 1) CAD	760,2	725,3	726,4	671,3
(dont France)	(301,7)	(390,4)	(383,1)	(297,2)
2) OPEP	3,7	5,6	86,5	104,4
<u>Aide multilatérale</u>	<u>382,8</u>	<u>363,2</u>	<u>335,8</u>	<u>298,7</u>
dont : . CEE	206,3	78,3	135,4	113,1
. IDA/BIRD	68,1	82,7	87,9	69,5
. PNUD	20,9	25,5	34,2	35,6
. OPEP	16,7	36,2	32,3	26,6
Total APD	1.146,7	1.094,2	1.148,6	1.065,5

(1) Brute.

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (2)
A L'AFRIQUE ET A L'ASS

(en millions de US \$)

	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>
. A l'Afrique au Sud du Sahara (ASS)	6.741,3	8.056,7	8.045,2	7.771,4
. A l'Afrique	9.344,3	10.754,6	10.512,0	10.407,0

(2) Nette.

CONCLUSIONS :

En relation avec le thème du séminaire, nous souhaitons revenir de manière rapide et très schématique principalement sur deux sujets pour rouvrir les débats : les possibilités d'intégration, d'une part, et les orientations possibles des stratégies de développement d'autre part.

1 - LES POSSIBILITES D'INTEGRATION :

- . Actuellement l'intégration des économies des pays de l'UMOA est faible de même d'ailleurs entre pays de l'UMOA et les autres pays africains

Constat au niveau des échanges :

- . En dehors des transits et des réexportations de produits énergétiques dont le poids est lourd dans la valeur des échanges, il n'y a que très peu de commerce organisé.
- . Quelques projets régionaux sont à signaler (Industrie Chimique du Sénégal, CIMAQ ...)
- . A signaler aussi : les difficultés de communication entre pays :
 - distances entre pays côtier et pays de l'intérieur
 - pas ou peu de communications commodées entre pays côtiers.

Les complémentarités :

Elles ne sont pas évidentes actuellement :

- pas d'excédents alimentaires susceptibles de couvrir les déficits des autres pays ;
- énergie commerciale : ressources peu abondantes actuellement ;
- autres matières premières et demi-produits : la faible dimension des marchés intérieurs et leur solvabilité insuffisante limite les capacités d'absorption ;
- pour certains produits plus élaborés, il existe des possibilités d'accroître les complémentarités en jouant sur les effets de taille des marchés (par exemple engrais, textile, agroalimentaire, industries du bois, certaines industries mécaniques, ...) ;
- au niveau des facteurs de production presque chaque pays a des excédents de main d'œuvre non ou peu qualifiée, et peu de cadres moyens et de techniciens. Aucun n'a d'excédents de capitaux ...

Les marchés :

Un progrès de l'intégration régionale se heurte à la possibilité de mobiliser les débouchés sur les marchés :

- les distances sont grandes et les transports complexes donc onéreux (les taux de fret entre Abidjan et Dakar sont à peine moins élevés qu'entre Abidjan et le Havre...)
- l'ensemble du marché de l'UMOA conserve un pouvoir d'achat très bas en moyenne (malgré des disparités importantes). On ne peut donc raisonner uniquement en sommant les populations.

2 - PERSPECTIVES ET ORIENTATIONS DES STRATEGIES :

Deux brefs rappels sur la situation et le contexte d'abord :

- Le contexte économique mondial actuel, et probablement pour les années à venir, n'est pas expansif. Les difficultés sont partagées par presque tous les états. Les concurrences sont vives. Les ressources financières sont rares et le coût du capital est élevé.
- Pour les pays de l'UMOA, le niveau de l'endettement réduit à très peu les possibilités d'investissement pour les prochaines années. Pour certains pays, la situation est plus difficile encore.

Dans ces conditions, comment orienter les efforts dans une perspective à moyen terme, comment préciser les priorités à court terme, et quels moyens pourront être consacrés au développement ?

L'orientation des efforts dans une perspective à moyen terme devrait avoir comme objectif principal, et général, d'augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises et d'abaisser les coûts des facteurs (essentiellement les inputs ...) de façon à élargir la gamme des activités pouvant faire état d'avantages comparatifs.

A cet égard le choix judicieux et le transfert des technologies, avec la recherche appliquée et la formation devraient à terme avoir des effets déterminants.

Pour stimuler la concurrence faut-il aussi modifier, à la baisse, les systèmes de protection ? Quels résultats peut-on attendre de mesures qui seraient, dans ce sens, assez radicales ?

Une sélection rapide

Est-il préférable de procéder d'une manière plus sélective, modulée et progressive ? Suivant quels critères ? Il est à noter qu'en dehors des matières premières, la plupart des pays industrialisés ne considèrent pas les prix internationaux comme des références à respecter strictement, car ils sont souvent éloignés des prix intérieurs.

Un certain nombre de priorités qu'il serait souhaitable de retenir assez nettement, à côté des efforts d'assainissement et de consolidation déjà entrepris :

- Réduire les dépendances les plus fortes. Deux domaines ont été évoqués :

- . l'alimentaire, et la production céréalière particulièrement,

- . l'énergie,

- Réduire la vulnérabilité, c'est-à-dire, consacrer un minimum de ressources pour poursuivre les investissements de diversification, même en produits primaires.

Bien qu'il n'ait pas été abordé directement à travers l'étude des relations extérieures, se pose ici aussi le problème de l'eau, nécessaire à la survie et au maintien des activités.

- Renforcer les positions (sans obligatoirement les accroître) pour les productions dont les avantages comparatifs sont les plus nets, essentiellement par l'augmentation de la productivité et l'abaissement des coûts.

- Poursuivre la recherche d'une valorisation plus poussée des produits dans les pays avant l'exportation. Cela semble, actuellement, avec la proposition précédente un des seuls moyens d'augmenter les ressources nationales des pays de l'UMOA à court terme.

Des progrès sont-ils possibles en suivant ces voies, dans un contexte international sans changements ? et sans modification des comportements des acteurs présents en Afrique ou ayant des relations avec ce continent ?

La poursuite de l'effort d'investissement paraît en tout état de cause nécessaire pour qu'il y ait progrès dans les pays de l'UMOA. Quelles peuvent être les sources de financement, et dans quelles limites, sachant que les ressources des pays sont obérées pour des années ? Au delà de la recherche rapide des redressements financiers indispensables, quelles ressources financières la Communauté internationale peut-elle réserver à l'UMOA et à l'Afrique, sachant que les besoins à court terme apparaissent aussi élevés qu'au cours des années passées ?

3 - REDUCTION DES DEPENDANCES ALIMENTAIRE ET ENERGETIQUE :

Au niveau Alimentaire :

Parmi les voies possibles :

- les actions de grandes envergures (périmètres irrigués...)
- l'initiation et la responsabilisation du monde paysannal.

Sans exclure l'une ou l'autre a priori, vu l'urgence de la situation dans certains pays, il convient de noter :

- en ce qui concerne la première :
 - . ses coûts élevés
 - . ses effets perturbateurs sur le tissu social
 - . des résultats pas toujours concluants
- en ce qui concerne la seconde :
 - . des réactions plus lentes aux incitations
 - . parfois des réticences à l'égard de nouveaux systèmes de production et de commercialisation.

Cette seconde voie (qui paraît préférable à la première) doit prendre en compte simultanément :

- les exigences de la vie professionnelle et sociale des paysans,
- une incitation suffisante à produire et à gérer pour le paysan (notamment en jouant sur son revenu par le couple prix-productivité),
- l'évolution souvent nécessaire des techniques culturales qui ne peut qu'être très lente,
- la recherche approfondie de solutions aux problèmes de l'eau et de l'irrigation,
- la mise en place ou la réforme des systèmes de collectes et de commercialisation afin qu'ils soient efficaces et qu'ils ne puissent détourner à leur profit les augmentations de revenus des paysans.

Au niveau énergétique :

La réduction de la dépendance énergétique peut être obtenue simultanément par :

- l'augmentation des ressources internes,
- la réduction des consommations importées,

* La réduction des consommations importées (essentiellement des produits pétroliers) passe pour une part dans la mise en œuvre de politiques d'économie d'énergie. Il faudrait bien entendu chiffrer ce qui est faisable dans ce domaine, à court et moyen terme. Les gains sont possibles dans la climatisation et l'industrie. Certains d'entre eux (transport et industrie) dépendent néanmoins des progrès qui seront réalisés à l'étranger.

* Sur le plan intérieur, l'inventaire des ressources de type minier est encore très incomplet, et un effort important devait être accompli dans ce domaine.

De même les actions entreprises dans le secteur de l'hydraulique sont susceptibles de porter leurs fruits à moyen terme. Mais, au moins pour les gros ouvrages, les financements restent difficiles à mobiliser.

Enfin, des efforts systématiques doivent être réalisés en faveur des énergies dites nouvelles. Si certaines restent d'un coût très élevé et ne peuvent être réservées qu'à des usages qui en permettent l'amortissement (cas du photovoltaïque), d'autres sont susceptibles d'être rapidement rentabilisées.

Il convient pour terminer de revenir sur la question du bois. Elle dépasse de loin le problème énergétique, bien que le bois contribue dans tous les pays pour une part non négligeable à l'équilibre du bilan énergétique. Cette ressource se raréfie très vite au point de déstabiliser l'éco-système si bien que tous les pays de la région sont simultanément concernés.

On peut bien entendu lancer des programmes de plantations et certains pays le font déjà. Ils sont nécessaires, mais requièrent des moyens importants surtout si on souhaite aboutir à des résultats significatifs.

En attendant les premiers résultats de ces efforts, d'autres doivent être consacrés à améliorer le rendement de la cuisson des aliments et à convaincre les populations d'y recourir.

VIII. Evolution récente de l'APD aux pays de l'UMOA

- a) 1979
- b) 1980
- c) 1981
- d) 1982

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

TABLEAUX : I. PIB des pays de l'UMOA (1980)

II. PIB des pays de l'UMOA (1970-1979)

III. Répartition des flux du commerce International
Pays de l'UMOA. Reste du monde

a) 1975

b) 1980

c) 1981

IV. Principales exportations de l'UMOA entre 1975 et
1981

V. Evolution des termes de l'échange et des cours mondiaux

a) Termes de l'échange 1960-1982

b) Evolution des cours du cacao

c) Evolution des cours du café

d) Evolution des cours de l'arachide

e) Evolution des cours du sucre

f) Evolution des cours du blé

g) Evolution des cours du riz

VI. Bilan énergétique par pays

a) Bénin

b) Côte d'Ivoire

c) Haute Volta

d) Niger

e) Sénégal

f) Togo

VII. Flux de capitaux et transferts des travailleurs
émigrés.

PIB DES PAYS DE L'UMOA (1980)

(en milliards de US \$)

PAYS	1980
Bénin	950
Côte d'Ivoire	7 030
Niger	1 890
Haute Volta	980
Togo	1 060
Sénégal	2 650
	<hr/>
TOTAL UMOA	14 560

Tableau II.

PRODUITS INTERIEURS BRUTS DES PAYS DE L'UMOA

(Milliards de CFA)

PAYS	1970	1972	1975	1978	1979	TAUX ANNUEL DE CROISSANCE SUR LA PERIODE
Sénégal	240.1	273.6	406.4	494.7	581.3	10.3 %
Côte d'Ivoire		472.5	834.5	1 783	1 944.7	22.4 %
Togo	73.7	87.6	128.3	193.6	216.2	12.7 %
Bénin	70.8	83.1	113.1	168.6	193.5	11.8 %
Niger			180.4	288.8 ⁽¹⁾		12.5 %
Haute Volta	98.7	109.4	145.5	213.2	252.8	11.02 %

Sources : BCEAO

(1) 1977

Tableau III.b

REPARTITION DES FLUX DU COMMERCE INTERNATIONAL

PAYS DE L'U.M.O.A. ET RESTE DU MONDE

Année : 1980

Unité : Millions de FCFA

PAYS D'ORIGINE PAYS DE DESTINATION	BENIN	COTE D'IVOIRE	HAUTE VOLTA	NIGER	SENEGAL	TOGO	TOTAL U.M.O.A.	AFRIQUE U.M.O.A. EXCLUE	FRANCE	AUTRES OCDE (2)	yo. A.St. RESTE DU MONDE	TOTAL MONDE
BENIN		1 717,7	46,2	119,9	308,1	279,0	2 470,9	3 907,8	31 323,1	75 656,0	50 390,0	63 744,9
COTE D'IVOIRE	17,3		6 271,4	55,9	7 577,9	2 185,7	16 108,2	26 248,8	251 539,4	193 344,1	144 658,2	631 898,7
HAUTE VOLTA	5,6	19 128,0		588,6	396,1	1 302,4	21 420,7	1 663,7	29 698,9	22 999,9	- 165,5	75 613,7
NIGER	581,0	4 802,3	291,9		938,8	469,5	7 083,5	17 051,7	49 014,3	37 220,2	15 056,2	125 425,9
SENEGAL	20,7	6 778,8	24,0	3,3		119,6	6 966,4	25 972,0	74 930,3	60 124,1	34 282,8	222 255,8
TOGO	241,9	2 373,2	114,4	27,9	369,4		3 126,8	19 837,8	29 240,7	50 737,2	13 434,3	116 356,8
TOTAL U.M.O.A.	866,5	34 900,0	6 747,9	795,6	9 590,3	4 376,2	57 176,5	94 621,0	465 766,9	440 077,5	277 596,0	1 335 297,8
AFRIQUE U.M.O.A. EXCLUE	997,3	67 121,7	1 465,0	21 620,8	21 648,2	16 368,2	127 222,2					
FRANCE	2 689,9	163 856,5	3 629,3	68 368,8	22 276,0	10 919,8	261 510,3					
AUTRES OCDE(1)	10 128,2	374 317,4	4 657,1	46 648,8	22 872,9	35 586,5	494 220,9					
RESTE DU MONDE <i>yo ajustement statistique</i>	- 105,9	43 826,3	2 766,2	2 117,4	14 378,2	6 036,1	69 016,3					
TOTAL MONDE	14 584,0	643 919,9	19 065,5	119 523,4	108 766,6	73 284,9	989 146,2					194 560 490

(1) Toute Océanie comprise ; Autriche, Islande, Turquie exclues

(2) Toute Océanie comprise ; Grèce, Yougoslavie, Islande, Turquie exclues (sauf Bénin)

Tableau III.C

REPARTITION DES FLUX DU COMMERCE INTERNATIONAL

PAYS DE L'UNDA ET RESTE DU MONDE

Année : 1981

Unité : Millions de FFA

PAYS D'ORIGINE PAYS DE DESTINATION	BENIN	COTE D'IVOIRE	HAUTE VOLTA	NIGER	SENEGAL	TOGO	TOTAL UNDA	AFRIQUE UNDA EXCLUE	FRANCE	AUTRES OCDE (2)	PO. A. SE- RESTE DU MONDE	TOTAL MONDE
BENIN		3 981,4	66,2	74,1	310,0	611,8	5 043,5	25 849,5	38 784,0	125 700,0	30 140,8	225 497,8
COTE D'IVOIRE	42,0		6 228,4	107,7	13 442,0	2 532,5	22 352,6	45 027,9	203 066,9	214 690,1	168 182,9	653 320,4
HAUTE VOLTA	42,8	26 023,6		312,3	796,2	739,3	27 613,2	1 947,3	30 408,8	30 785,7	770,5	910 725,2
NIGER	410,9	8 632,2	484,1		1 272,3	433,8	11 333,3	30 267,0	49 698,9	26 869,0	30 560,0	148 628,2
SENEGAL	24,5	8 383,6	21,9	12,4		8,8	8 451,7	33 419,7	102 858,0	89 518,7	56 367,6	290 615,2
TOGO	462,1	3 048,7	191,2	27,5	1 256,2		5 003,7	4 088,1	37 265,7	56 926,8	14 504,1	112 720,5
TOTAL U.N.D.A.	982,3	50 089,5	6 901,8	634,0	17 076,7	4 325,2	79 899,5	140 579,5	462 082,3	544 490,4	300 525,8	1 527 557,3
AFRIQUE U.N.D.A. EXCLUE	596,5	68 340,1	496,0	40 090,1	21 900,0	6 238,6	137 681,3					
FRANCE	3 081,4	128 326,3	2 465,8	44 070,2	30 053,3	9 908,6	217 885,6					
AUTRES OCDE (1) y compris les territoires d'outre-mer	4 810,3	383 256,0	5 500,0	35 492,1	23 810,6	34 217,2	486 306,5					
RESTE DU MONDE	926,5	69 240,1	4 484,9	3 307,9	27 489,6	2 778,9	96 648,8					
TOTAL MONDE	10 217,0	689 298,0	19 918,5	123 589,3	1120 330,0	57 468,8	1 020 821,4					508 067 170

(1) tous D'adania comprise l'Autriche, l'Islande, Turquie exclues

(2) tous D'adania comprises l'Yougoslavie, l'Islande, Turquie exclues
(y compris Benin et Sénégal)

Source : Statistiques douanieres et monetaires - BEAID N° 120 Octobre 1983 et FMI

TABLEAU IV.

PRINCIPALES EXPORTATIONS DE L'UNION BETEX 1975 ET 1981 (5)

		1975		1980 (6)		1981 (6)	
	Pays Exportateurs	Tonnes	Millions de F.CFA	Tonnes	Millions de F.CFA	Tonnes	Millions de F.CFA
A - PRODUITS ALIMENTAIRES :							
1) Boissons :							
• Cacao	CI, T, B	187.334	32.978,6	298.185	175.779,1	456.647	207.384,3
• Café	SI, T, CI	263.180	63.610,8	215.451	141.107,7	241.212	125.945,8
2) Graines, noix, céréales :							
• Arachides décortiquées	SV, N, S, A	10.311	2.538,2	3.560	553,1	2.831 ⁽¹⁾	888,2 ⁽¹⁾
• Noix et amandes de palme et palmeiste	CI, T, S	35.310	1.294,4	12.182	747,9	39.887	2.679,2
3) Autres produits alimentaires :							
• Animaux vivants	N, T, SV	45.898	7.041,8	40.544	11.043,0	65.354	18.592,9
• Bananes fraîches	CI	135.881	3.006,4	121.976	10.522,5	111.379	7.873,9
• Ananas frais	CI	69.732	3.112,7	93.800	12.442,6	111.317	11.131,7
• Légumes comestibles	SV, S, N	27.684	2.845,0	90.144	7.300,1	25.090	1.973,9
• Sucre et sucreries	S, CI	227 ⁽²⁾	79,2	5.984	4.186,2	114.071 ⁽³⁾	9.560 ⁽³⁾
• Tourteaux d'arachide	S, N	319.081	8.056,1	100.135	4.217,3	54.102	2.694,2
• Huile brute et raffinée d'arachide	S, N	201.546	11.821,8	73.783	12.908,8	22.000	6.370,5
• Huile de palme et palmeiste	S, T, CI	125.200	11.181,3	110.621	13.965,7	70.757	10.647,8
• Produits de la pêche	S, N, T, B	29.121	3.944,7	59.847	12.904,6	54.003	17.264,8
• Conserves de poissons	CI, S	15.810	6.118,5	29.114	18.549,3	32.257	23.138,2
• Sel brut	S	106.326	860,2	125.441	3.172,3	153.600	3.795,0
B - MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES (NON ALIMENTAIRES) :							
• Coton égrené en masse	CI, N, SV, T, S, B	40.320	8.245,1	77.605	26.838,1	74.413	31.626,6
• Graines de coton	T, N, B	13.409	327,2	7.841	234,7	11.273	21,4
• Bois	CI	2.075.763	45.546,0	2.708.481	123.752,9	2.031.141	97.641,5
• Caoutchouc	CI, SV	15.036	1.872,4	22.221	6.758,3	21.085	7.036,5
C - METAUX/MINÉRAUX :							
• Phosphates	S, T	2.707.614	41.140,1	4.438.093	47.556,5	3.486.582	49.343,9
• Minerais d'uranium	N	1.192	11.881,6	4.253	100.804,1	4.686	98.004,0
D - PRODUITS MANUFACTURÉS :							
1) Agro-alimentaires :							
• Produits du cacao	CI	32.112	14.333,5	40.761	27.617,3	54.100	32.940,4
• Produits du café	CI	2.220	2.365,1	3.737	8.709,3	4.348	10.822,4
• Ananas en jus	CI	10.338	515,3	8.196	720,1	6.419	581,7
• Préparation de légumes et fruits	S	341	70,6	48	19,8	8.100 ⁽⁴⁾	945,0 ⁽⁴⁾
• Cuir et peaux	S, SV, N	4.102	1.992,9	3.370	3.195,7	5.240	4.119,4
2) Matières premières agricoles :							
• Fils et tissés de coton	N, S, CI, SV	6.572	7.173,6	7.343	12.468,7	7.577	13.922,7
3) Autres :							
• Produits pétroliers	S, CI, T (1)	710.884	2.135,5	1.453.742	82.209,2	1.193.900	110.317,9

Source : BCEAO, Comité zone franc pour le Sénégal en 1981.

(1) Pas de chiffres pour le Togo en 1975

(2) Chiffres du Sénégal seulement

(3) Chiffres de la Côte d'Ivoire seulement

(4) Chiffres pris dans le Comité de la zone franc où sont regroupés légumes et préparations, ce qui peut expliquer la différence entre les chiffres

(5) Sauf Bénin dont les statistiques ne sont pas disponibles

(6) Les chiffres fournis par la FAO pour le Bénin en 1980 et 1981 sont les suivants :

	1980	1981
Cacao	5.082	6.800 (estimations FAO)
Café vert	78	2.500
Arachides	800	-
Tourteaux palme	15.327	13.000 (chiffres non officiels)
Huile de palme	11.023	5.000 (chiffres non officiels)
Huile de palme	9.488	12.000 (chiffres non officiels)

(nous n'avons pas tenu compte de ces chiffres dans le tableau précédent)

Légende :

CI = Côte d'Ivoire
N = Niger
SV = Haute-Volta
T = Togo
S = Sénégal
B = Bénin

Tableau V.a

TABLE 4

TABLEAU 4

CUADRO 4

TERMS OF TRADE,¹ TERMINES DE L'ECHANGE,² RELACION DE INTERCAMBIO,³ 1960-1965

1960-1965

Year	Developing Countries Pays en voie de développement	Industrial Countries Pays industriels
1960	74	103
1961	72	100
1962	70	100
1963	71	100
1964	72	100
1965	71	100
1966	72	100
1967	71	100
1968	71	100
1969	72	100
1970	71	100
1971	72	111
1972	73	110
1973	73	111
1974	60	100
1975	111	87
1976	105	100
1977	105	96
1978	109	90
1979	100	100
1980	100	100
1981	100	96
1982	100	90
1983	134	100
1984	130	100
1985	127	91

Tableau V.d

[illegible]

From 1929 to 1931, questions on Comrade's belief, etc. leading 1931 example, Negroes belief, etc. leading 1931
 For 1932 to 1934, the case is represented by Comrade's belief, etc. leading, a party of 1932, Negroes, etc. leading 1932
 For a party of 1932 to 1934, the case is represented by Comrade's belief, etc. leading, a party of 1932, Negroes, etc. leading 1932

[illegible]

GROUNDNUTS AND GROUNDNUT OIL
(YEARLY AVERAGE)

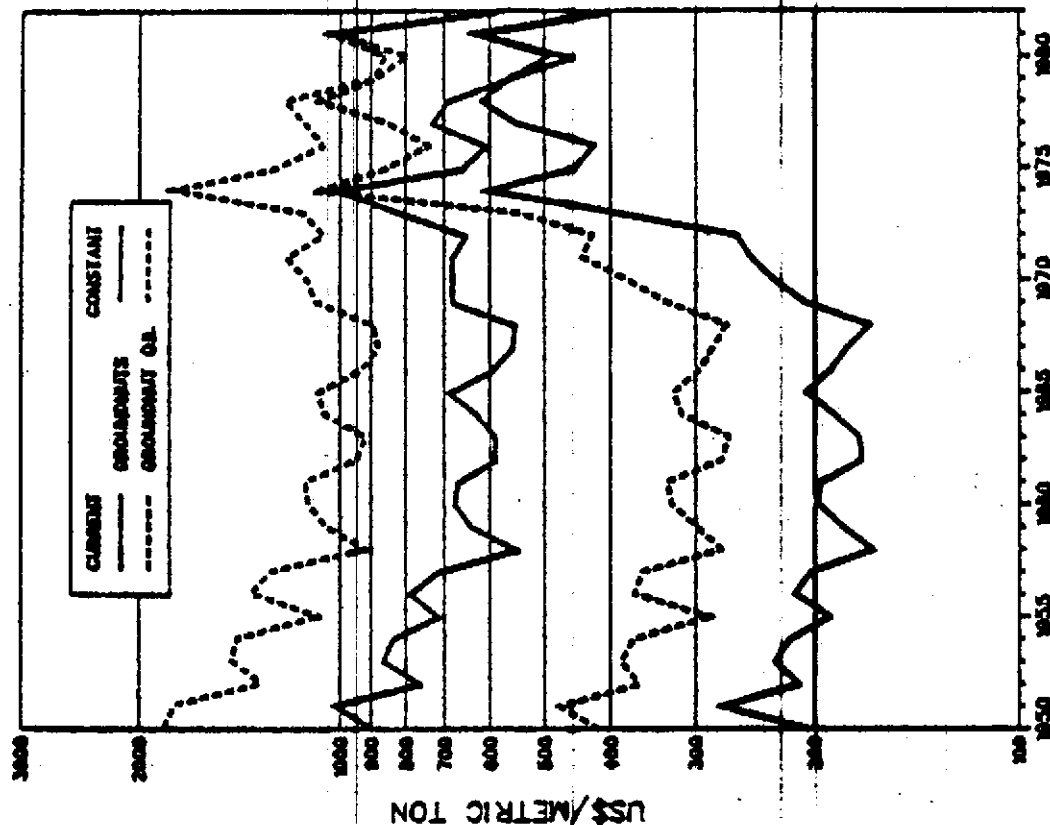
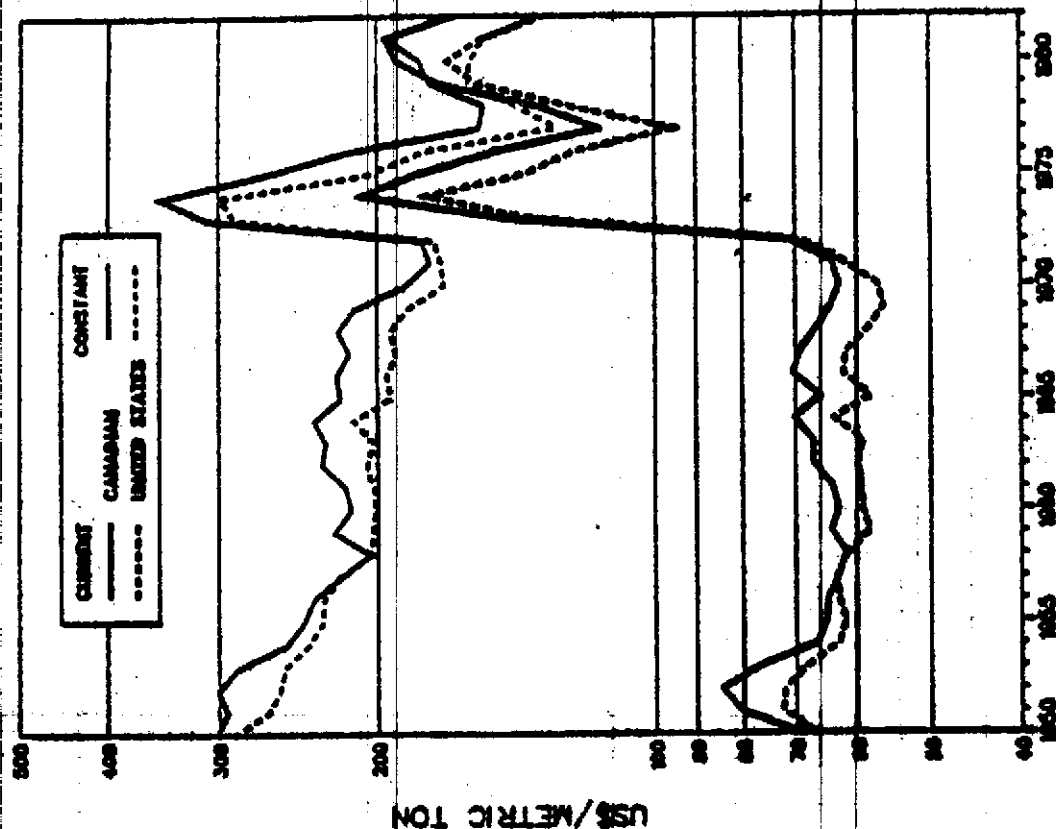


Tableau V.8

[illegible][illegible]

Tableau V.f

WHEAT (YEARLY AVERAGES)



WHEAT
(US\$/Metric Ton)

WHEAT
(US\$/Metric Ton)

WHEAT
(US\$/Metric Ton)

Year	Current US\$/Metric Ton	1950 Constant US\$/Metric Ton	1955 Constant US\$/Metric Ton	1960 Constant US\$/Metric Ton	1965 Constant US\$/Metric Ton	1970 Constant US\$/Metric Ton	1975 Constant US\$/Metric Ton	1980 Constant US\$/Metric Ton
1950	64.9	200.9	200.9	200.9	200.9	200.9	200.9	200.9
1951	72.4	243.2	243.2	243.2	243.2	243.2	243.2	243.2
1952	72.0	232.1	232.1	232.1	232.1	232.1	232.1	232.1
1953	64.0	235.2	235.2	235.2	235.2	235.2	235.2	235.2
1954	61.0	238.0	238.0	238.0	238.0	238.0	238.0	238.0
1955	61.7	238.2	238.2	238.2	238.2	238.2	238.2	238.2
1956	62.0	238.2	238.2	238.2	238.2	238.2	238.2	238.2
1957	61.2	231.0	231.0	231.0	231.0	231.0	231.0	231.0
1958	61.6	230.3	230.3	230.3	230.3	230.3	230.3	230.3
1959	56.0	230.4	230.4	230.4	230.4	230.4	230.4	230.4
1960	58.2	230.4	230.4	230.4	230.4	230.4	230.4	230.4
1961	58.5	230.2	230.2	230.2	230.2	230.2	230.2	230.2
1962	58.0	230.1	230.1	230.1	230.1	230.1	230.1	230.1
1963	58.2	230.1	230.1	230.1	230.1	230.1	230.1	230.1
1964	61.0	231.0	231.0	231.0	231.0	231.0	231.0	231.0
1965	58.1	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1966	61.1	234.2	234.2	234.2	234.2	234.2	234.2	234.2
1967	61.7	230.4	230.4	230.4	230.4	230.4	230.4	230.4
1968	58.0	230.2	230.2	230.2	230.2	230.2	230.2	230.2
1969	61.2	230.1	230.1	230.1	230.1	230.1	230.1	230.1
1970	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1971	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1972	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1973	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1974	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1975	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1976	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1977	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1978	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1979	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1980	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1981	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1982	57.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0
1983 Jan-June	120.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0	230.0

1 US\$/Metric Ton = 100 US\$/Metric Ton. (Note: The graph shows prices in US\$/Metric Ton, while the table shows prices in US\$/Metric Ton.)
 The graph shows the yearly average price of wheat in the United States and Canada from 1950 to 1980. The Y-axis represents the price in US\$/Metric Ton, ranging from 40 to 500. The X-axis represents the year, from 1950 to 1980. The legend indicates three data series: Current (solid line), Canadian (dashed line), and United States (dotted line). The graph shows a general upward trend in wheat prices over the period, with a significant peak around 1974 reaching nearly 500 US\$/Metric Ton. The Canadian and United States prices are generally lower than the current price, especially in the early 1970s.

Tableau V.9

NAME		AGE		SEX		RELIGION		EDUCATION		OCCUPATION		INCOME		ASSETS		LIABILITIES		NET WORTH		STATUS		REMARKS	
No	Name	Age	Sex	Religion	Education	Occupation	Income	Assets	Liabilities	Net Worth	Status	Remarks											
1001											
1002											
1003											
1004											
1005											
1006											
1007											
1008											
1009											
1010											
1011											
1012											
1013											
1014											
1015											
1016											
1017											
1018											
1019											
1020											
1021											
1022											
1023											
1024											
1025											
1026											
1027											
1028											
1029											
1030											
1031											
1032											
1033											
1034											
1035											
1036											
1037											
1038											
1039											
1040											
1041											
1042											
1043											
1044											
1045											
1046											
1047											
1048											
1049											
1050											
1051											
1052											
1053											
1054											
1055											
1056											
1057											
1058											
1059											
1060											
1061											
1062											
1063											
1064											
1065											
1066											
1067											
1068											
1069											
1070											
1071											
1072											
1073											
1074											
1075											
1076											
1077											
1078											
1079											
1080											
1081											
1082											
1083											
1084											
1085											
1086											
1087											
1088											
1089											
1090											
1091											
1092											
1093											
1094											
1095											
1096											
1097											
1098											
1099											
1100											
1101											
1102											
1103											
1104											
1105											
1106											
1107											
1108											
1109											
1110											
1111											
1112											
1113											
1114											
1115											
1116											
1117											
1118											
1119											
1120											
1121											
1122											
1123											
1124											
1125											
1126											
1127											
1128											
1129											
1130											
1131											
1132											
1133											
1134											
1135											
1136											
1137											
1138											
1139											
1140											
1141											
1142											
1143											
1144											
1145											
1146											
1147											
1148											
1149											
1150											
1151											
1152											
1153											
1154											
1155											
1156											
1157											
1158											
1159											
1160											
1161											
1162											
1163											
1164											
1165											
1166											
1167</														

100 Books, 100 Days, Let's Read!

1931

THE

THE GREAT PAPER - "MARTIN LUTHER"

100-443887-1

100

Please contact your local Job Center

the way to the top of the mountain.

From: State of Oregon, Dept. of Justice

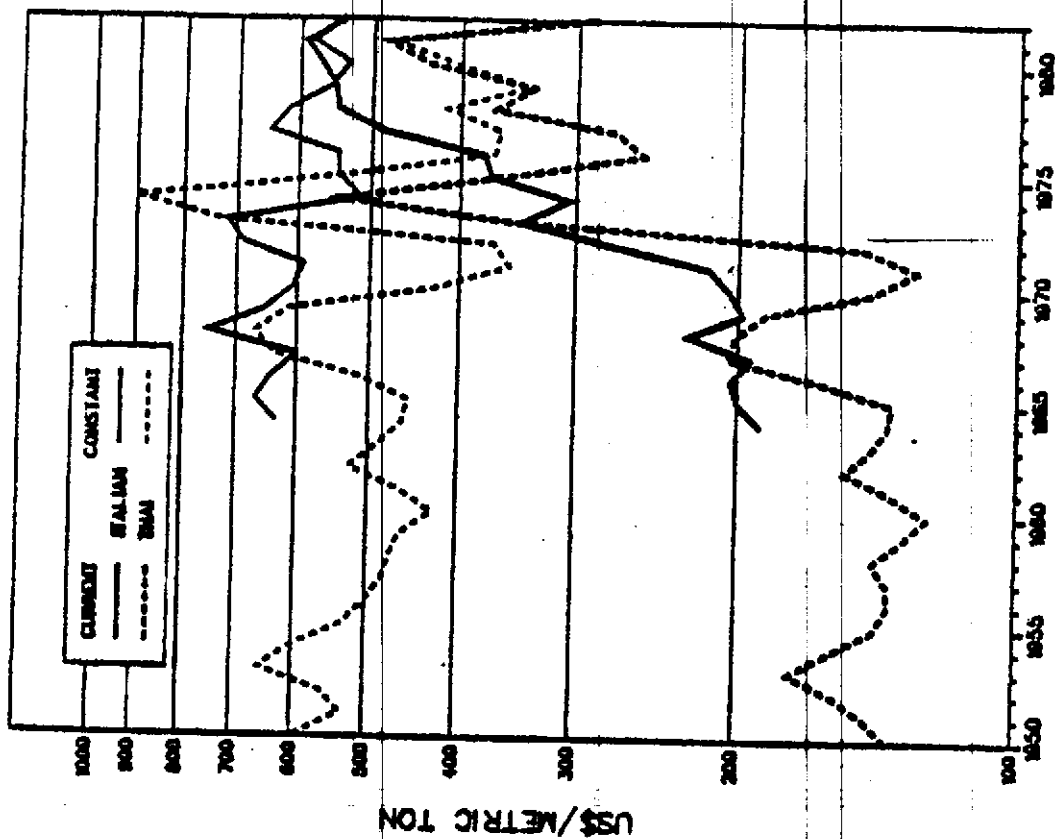


Tableau VI.a

FAIR 22218

ENERGIE PRIMAIRE COMMERCIALE

(en milliers de tonnes équivalent houille)

	TOTAL PRODUCTION	IMPORTATION	EXPORTATION	CONSUMATION ⁽¹⁾ TOTALE par tête (en kg)	PRODUCTION/CONSUMATION %
1970	0	181	36	50	0
1973	0	262	37	70	0
1979	0	222	25	53	0
1980	0	171	9	42	0
1981	0	176	7	43	0

	PRODUCTION D'ENERGIE NON COMMERCIALE + PDES-		TOTAL PRODUCTION/CONSUMATION TOUTES ENERGIES %
	EN 000 T EQUIVALENT HOUILLE	PAR TETE EN kg	
1970	893	328	87
1973	1 028	328	82
1979	1 155	332	86
1980	1 189	333	89
1981	1 224	339	89

CAPACITE DE PRODUCTION/TRANSFORMATION

	CAPACITE (000 T/AN)	PRODUCTION ELECTRIQUE (en MW)		
		TOTAL	THERMIQUE	HYDRAULIQUE
1970	0	10	10	0
1973	0	14	14	0
1979	0	13	13	0
1980	0	13	13	0
1981	0	13	13	0

Source : C.E.N.

(1) y.c. variations de stocks, n.e. sources internationales

Tableau VI.B

PARCOURS D'ÉVALUATION

ÉVALUATION DES ÉVALUÉS

1970	1975	1979	1980	1981
12	47	90	341	505
1 232	2 135	3 122	2 766	2 269
116	644	656	622	951
209	220	195	176	193
2	3	4	7	24
39				
TOTAL	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS

(en millions de francs équivalents 1970)

1970	1975	1979	1980	1981
1 434	1 811	2 086	2 153	2 222
270	266	264	209	267
2	39	66	70	78
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS

ÉVALUATION DES ÉVALUÉS

1970	1975	1979	1980	1981
930	1 850	1 950	2 000	2 000
175	257	360	958	1 023
125	126	278	278	278
50	224	910	675	750
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS
ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS	ÉVALUÉS

Source : O.N.U.
(1) Y-a-t-il des modifications de stocks, n.o. sources (n.o. sources)

Tableau VI.c

HAUTE-VOLTA

ENERGIE PRIMAIRE COMBUSTIBLE

(en milliers de tonnes équivalentes houille)

	TOTAL PRODUCTION	IMPORTATION	EXPORTATION	CONSOMMATION(1) TOTALE par tête (en kg)	PRODUCTION/ CONSOMMATION %
1970	0	69	0	13	0
1973	0	104	0	17	0
1979	0	195	0	29	0
1980	0	188	0	27	0
1981	0	199	0	28	0

PRODUCTION D'ENERGIE NON COMBUSTIBLE - BOIS -			TOTAL PRODUCTION/CONSOMMATION D'ENERGIE CHIMIQUE	
EN 000 T EQUIVALENT HOUILLE	PAR TÊTE EN			%
1970	1 647	310		96
1973	1 829	299		93
1979	2 002	298		91
1980	2 044	294		92
1981	2 097	293		91

CAPACITE DE PRODUCTION/TRANSFORMATION

	CAPACITE (000 T/AN)	PRODUCTION ELECTRIQUE (en MW)		
		TOTAL	TERRESTRIQUE	HYDRAULIQUE
1970	0	14	14	0
1973	0	19	19	0
1979	0	38	38	0
1980	0	38	38	0
1981	0	39	39	0

Source : G.E.U.

(1) y.c. importations de coke, n.e. sources internationales

Tableau VI.d

PAYS : NIGER

ENERGIE PRIMAIRE COMMERCIALE

(en milliers de tonnes équivalent houille)

	TOTAL PRODUCTION	IMPORTATION	EXPORTATION	CONSOMMATION (1) TOTALE par tête (en kg)	PRODUCTION/ CONSOMMATION %
1970	-	97	-	24	-
1975	-	161	-	35	-
1979	-	249	-	48	-
1980	-	258	-	49	-
1981	-	263	-	44	-

	PRODUCTION D'ENERGIE NON COMMERCIALE - BOIS -		TOTAL PRODUCTION/CONSOMMATION TOUTES ENERGIES %
	EN 1000 T EQUIVALENT HOUILLE	PAR TETE EN KG	
1970	687	170	88
1975	789	171	83
1979	885	170	78
1980	912	173	78
1981	939	170	79

CAPACITE DE PRODUCTION/TRANSFORMATION

	RAPPORTAGE (1000 T/AN)	PRODUCTION ELECTRIQUE (EN MW)		
		TOTAL	THEORIQUE	HYDRAULIQUE
1970	-	13	13	-
1975	-	20	20	-
1979	-	22	22	-
1980	-	23	23	-
1981	-	23	23	-

Source : O.N.U.

(1) y.c. variations de stocks, n.e. sources internationales

Tableau VI.e

PAÏS : SERBIE

ENERGIE PRIMAIRE COMMERCIALE

(en milliers de tonnes équivalentes houille)

	TOTAL PRODUCTION	IMPORTATION	EXPORTATION	CONSUMATION (1) TOTALE par tête (en kg)	PRODUCTION/ CONSUMATION
1970	-	2 360	43	113	
1973	-	2 499	201	236	
1979	-	2 002	210	205	
1980	-	1 967	137	197	
1981	-	1 860	142	193	

	PRODUCTION D'ENERGIE NON COMMERCIALE - SUIZ-		TOTAL PRODUCTION/CONSUMATION TONNES ENERGIE
	EN 000 T EQUIVALENT HOUILLE	PAR TETE EN KG	
1970	394	133	34
1973	493	139	37
1979	760	137	40
1980	778	134	41
1981	797	137	42

CAPACITE DE PRODUCTION/TRANSFORMATION

	SAITIRAGE (000 T/AN)	PRODUCTION ELECTRIQUE (EN MW)		
		TOTAL	TERRESTRIQUE	HYDRAULIQUE
1970	600	108	108	-
1973	700	130	130	-
1979	1 000	164	164	-
1980	1 000	163	163	-
1981	1 000	163	163	-

Source : O.N.U.

(1) y.c. variations de stocks, n.c. sources internationales

Tableau VI.f

PAIS : TOGO

PRODUITS PRIMAIRES COMMERCIAUX

(en milliers de tonnes équivalentes huile)

	TOTAL PRODUCTION	IMPORTATION	EXPORTATION	CONSOMMATION (1) TOTALE par tête (en kg)	PRODUCTION/ CONSOMMATION %
1970	0	129	1	63	0
1975	1	150	---	65	1
1979	1	930	127	105	0,4
1980	1	733	495	82	0,5
1981	2	460	649	130	1

	PRODUCTION D'ÉNERGIE NON COMMERCIALE - PELS-		TOTAL	PRODUCTION/CONSOMMATION POUR LES ÉNERGIES %
	EN OMS T ÉQUIVALENT BOUILLE	PAR TÊTE EN KG		
1970	132	67		52
1975	152	68		51
1979	172	69		40
1980	177	67		68
1981	182	67		34

CAPACITÉ DE PRODUCTION/TRANSMISSION

	LIVREME (000 T/AN)	PRODUCTION ÉLECTRIQUE (en M W)		
		TOTAL	THÉRIQUE	SYNCHRONISME
1970	-	20	18	2
1975	-	24	22	2
1979	1 000	34	32	2
1980	1 000	35	33	2
1981	1 000	35	33	2

Source : C.E.N.

(1) y.c. variations de stocks, n.c. sources internationales

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED

4451 - 2000000

100-443887-100

[illegible]

Tableau VII

PLANS DE CAPITALISME ET TRANSFERTS DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Section 1-1 en millions (1) Nations des Capitales par pays de l'Union

Année : 1972

(en millions de F.CFA)

	REVENUS	COTE CIVILIS	REVENUS	REVENUS	REVENUS	TOTAL
1 - A/ Investissements directs Privés	+ 700	+ 4.700	-	65	+ 500	+ 9.600,0
B/ Revenus des Investissements directs	- 1.115	- 10.500	-	820	- 800	- 21.050,0
2 - Autres formes de Transfert de Capitales :						
A/ Privés						
1) Capitales à long terme	- 440	+ 7.200	+ 300	- 52	+ 417	+ 7.542,0
2) Capitales à court terme	+ 227	- 3.650	+ 700	+ 500	+ 533	- 1.796,0
B/ Publiques						
1) Capitales à long et court terme	+ 1.500	+ 1.100	+ 600	+ 3.400	+ 1.500	+ 11.650,0
2) Transferts sans contrepartie	+ 5.150	+ 8.300	+ 8.150	+ 9.770	+ 11.970	+ 50.470,0
C/ 1) Revenus des Investissements a.l.e.	+ 180	+ 10.400	+ 700	+ 237	+ 541	+ 11.650,0
2) Dont intérêts sur la dette publique extérieure	- 157	- 4.510	- 120	- 592	- 230	- 6.870,0
3 - Transferts nets de l'épargne des Travailleurs	+ 910	- 22.650	+ 6.430	- 1.770	- 2.145	- 19.535,0
4 - Autres transferts nets (autres FMI)	+ 6.060	+ 8.100	+ 11.630	-	+ 2.000	+ 41.650,0

Année : 1975

1 - A/ Investissements directs Privés	+ 404	+ 17.400	-	+ 3.511	+ 6.299	+ 1.248	+ 28.761,0
B/ Revenus des Investissements directs	- 972	- 20.920	- 1.530	+ 3.200	- 11.603	- 1.653	- 34.410,0
2 - Autres formes de Transfert de Capitales :							
A/ Privés							
1) Capitales à long terme	+ 1.403	+ 20.200	- 89	+ 550	+ 1.657	- 1.313	+ 28.761,0
2) Capitales à court terme	+ 5.400	- 9.000	+ 2.763	- 539	+ 4.275	+ 2.617	+ 9.317,0
B/ Publiques							
1) Capitales à long et court terme	+ 2.000	+ 11.100	+ 4.346	+ 3.751	+ 5.634	+ 5.145	+ 32.176,0
2) Transferts sans contrepartie	+ 10.492	+ 7.700	+ 20.809	+ 17.174	+ 17.211	+ 8.065	+ 61.451,0
C/ 1) Revenus des Investissements a.l.e.	+ 602	- 6.400	+ 945	+ 193	- 4.623	+ 646	- 13.819,0
2) Dont intérêts sur la dette publique extérieure	- 114	- 10.940	- 335	- 667	- 3.984	- 897	- 16.852,0
3 - Transferts nets de l'épargne des Travailleurs	+ 3.199	- 39.400	+ 5.500	- 3.714	+ 2.717	- 278	- 31.976,0
4 - Autres transferts nets (autres FMI)	+ 8.460	+ 6.100	+ 15.900	+ 11.010	+ 5.110	+ 3.110	+ 43.910,0

1979

(en millions de US \$)

	SENEGAL	COTE D'IVOIRE	MALI	NIGER	SENEGAL	TOTAL	TOTAL
A) AIDE BILATERALE							
I . TOTAL : CDB	35.3	151.2	173.7	158.0	132.0	75.2	700.2
dont FRANCE	19.0	98.3	38.0	43.5	84.3	16.6	301.7
USA	3.0		23.0	11.0	27.0	3.0	
RFA	10.4	21.6	60.9	67.3	11.7	29.8	
CANADA	4.9	15.9	13.3	2.5	9.2	0.0	
BELGIQUE		11.8	2.7	8.4	7.7		
PAYS-BAS		1.9	27.2	4.0			
II . CDBP	2.1			0.2	1.4		3.7
B) AIDE MULTILATERALE							
TOTAL	15.1	24.4	67.1	50.8	158.6	40.8	382.8
dont CEE	14.3	14.7	20.9	29.1	109.7	17.6	206.3
IDA/IBRD	6.8	3.0	19.6	11.7	19.6	7.6	68.1
PRD	4.1	4.2	6.2	4.0	2.3	2.0	20.9
OPF	1.1		4.9	3.9	4.3		
FAO			3.3	2.4	3.5		
FMI					13.3	6.0	
TOTAL APD	92.3	175.6	240.8	213.8	312.0	116.0	1 144.7
TOTAL APD(a) (Afrique Sud du Sahara)							8 741.3
2 UNDA							17.0 %
TOTAL APD(a) (Afrique)							9 346.3
2 UNDA							12.3%

(a) APD autres

PROGRAMMES D'AJUSTEMENT DE LA BANQUE MONDIALE
ET COORDINATION AVEC LE FONDS MONÉTAIRE

Schéma de Présentation

DIAGNOSTIC

La crise comme conjonction de facteurs structurels historiques,
d'influences conjoncturelles et, parfois d'accidents.

(a) Croissance démographique et coûts sociaux liés à l'éducation,
l'urbanisation, la santé.

L'expansion du secteur public et, para-public : emploi,
investissements, entreprises publiques, crédit, prix.

(b) Choc pétrolier (1974)

Boom des matières premières (1974-1978)

Taux d'intérêts bas et emprunts faciles

Deuxième choc pétrolier, et renversement des tendances

Chute des termes de l'échange

Haussse des taux d'intérêt

.../...

(c) Sécheresses

Autres accidents (par exemple transports extérieurs du Malawi)

OBJECTIFS ET INSTRUMENTS

Au delà des opérations normales de prêts aux projets, aider au rétablissement

- . des balances de paiements
(déficits courants ayant doublés ou triplés, à un niveau soutenable)
- . des conditions de la croissance

Par un financement rapide sous forme de :

- . prêts d'ajustement structurels "SAL"
- . programme d'action spécial
- . autres prêts sectoriels ou prêts-projets à déboursement rapide ;

Visant à aider la mise en place d'un programme à moyen terme d'ajustement structurel par le pays. Ce programme peut être entièrement formalisé et être l'objet d'un accord entre la Banque et le Gouvernement (prêts d'ajustement structurel), ou bien être lié, pour certains éléments (sectoriels), par exemple, à des prêts autres.

.../...

Les prêts d'ajustement structurels-en Afrique et ailleurs- ont toujours été faits en conjonction, mais sans lien juridique formel, avec des opérations du F.M.I.

Au total : 27 SAL'S, dans 16 pays, dont 12 en cours d'exécution.

Six pays en Afrique, dont 5 programmes en exécution ; 3 ou 4 autres en préparation.

Les SAL représentent environ 10 % de toutes les opérations Banque - IDA. L'ensemble des prêts liés à des politiques d'ajustement, environ 30 %.

CONTINU

Les programmes d'ajustement structurel seront composés d'une série de programmes annuels ou bi-annuels, successifs, sur une période de 5 années ou davantage et soutenus par une succession de SAL soit 4 ou 5 au maximum.

Des programmes équivalents peuvent être conçus et financés par d'autres formes d'intervention.

Les programmes contiennent très généralement, mais avec dosages variables des mesures dans les 4 domaines suivants :

.../...

(a) Investissements publics

- Dimension compatible avec équilibre macro-économique (FMI)
- Composition sectorielle et projets, plus directement productive,
- Elimination des "éléphants blancs"
- Priorité aux actions de maintenance et "réhabilitation"
- Introduction de critères économiques uniformes de choix des projets.

(b) Régime des échanges extérieurs

- Objectif est de rationaliser et progressivement libéraliser les échanges et, en particulier, promouvoir les exportations et la substitution efficace aux importations.
- Les instruments sont :
 - . un taux de change réaliste (FMI)
 - . élimination des restrictions quantitatives,
 - . uniformisation des taux de protection effective,
 - . abaissement du taux moyen de protection (si le taux de change est "correct")
 - . aide à l'exportation si nécessaire
subvention (pour corriger taux de change ou égaliser incitations à exporter par rapport à ventes sur marché intérieur) ; autres (crédit etc....)

.../...

(c) Régime des prix

- Objectif est la "vérité des prix et des coûts", fondé sur l'hypothèse que les agents économiques répondent aux prix.
- Rôle des "prix mondiaux" comme prix de référence ou "coût d'opportunité" n'impliquant aucune jugement sur leur bien-fondé.
- Domaines prioritaires :
 - . tarifs publics et, en général, prix et charges pratiqués par les entreprises publiques
 - . prix agricoles
 - . prix de l'énergie
 - . taux d'intérêt (pas de problème dans l'UNDA)
 - . élimination graduelle des subventions générales (c'est-à-dire par produit)

(d) Réformes et gestion du secteur public

Mesures envisagées ici sont plus spécifiques au pays, selon la dimension et la structure des secteurs publics;

Généralement :

Au niveau des administrations centrales, trois domaines :

.../...

- . programmation et planification : l'accent doit être mis sur le lien entre budget et investissements (contributions nationales, fonctionnement) ; et sur le contrôle centralisé des ressources.
- . privilégier l'analyse des options de politique économique par rapport à la planification formelle ;
- . améliorer gestion de la dette publique

Au niveau du secteur para-public :

- . Dimension : Quelles activités pourraient être exercées par le secteur privé, notamment dans le domaine de la commercialisation (denrées vivrières en particulier).
- . relations entreprises-Etat : classer les objectifs des entreprises et les coûts qui y sont associés (par exemple objectifs "sociaux" et objectifs "économiques") ; responsabilités, notamment financières, respectives ; formalisation ; contrats-plans ou cadre équivalent ;
- . gestion interne : plans de réforme et plans de travail ; politique des prix ; politique d'emploi ;

.../...

- . restructuration financière : situations générales de sous-capitalisation et utilisation éventuelle des fonds de contrepartie (d'un prêt d'ajustement structurel)

LECONS ET QUESTIONS

(a) Vis-à-vis du pays

- portée et possibilité d'une conditionnalité de politique économique macro-économique et sectorielle dans les opérations de la Banque par rapport au FMI, et par rapport à son rôle traditionnel ;
- modalités : prêts d'ajustement structurel et autres instruments ;
- durée des programmes et délais de réaction " ajustement structurel " de l'économie ; en général, on a été trop optimiste ;
- moyens de financement de la BIRD et de l'IDA : degré d'additionalité possible

.../...

(b) vis-à-vis du F.M.I.

- domaines de complémentarité :

- . investissements : dimension (FMI) et composition (Banque)
- . échanges extérieurs : taux de change et balance extérieure (FMI), taux de change et prix relatifs intérieurs (Banque) ;
- . budget : équilibre global (FMI) et épargne publique (Banque)
- . prix et subventions et pressions sur la demande globale (via le budget) (FMI), et prix pour allocation des ressources (Banque) ;
- . entreprises publiques, charge pour le budget et le crédit (FMI), fonction économique et gestion (Banque)
- . etc.....
- . problème de coordination et de cohérence dans le temps des politiques d'action sur la demande à court terme dans un cadre cyclique (situation FMI -"type"), et sur une durée plus longue (adéquation du financement "rev living" du FMI ?), et durée de réaction de l'offre, poids relatif de l'offre et de la demande dans le processus d'ajustement. En outre, les problèmes liés à l'expansion démographique exigent un cadre plus large et des réformes spécifiques (éducation, etc...)

PRETS D'AJUSTEMENT STRUCTUREL EN AFRIQUE

: 6 pays

AU SUD DU SAHARA

10 opérations

Engagements en millions de \$

Kenya	55
	131
Sénégal	60
Ile Maurice	15
	40
Côte d'Ivoire	150
	250
Malawi	45
	55
Togo	40
	840
TOTAL	4.000

"PROGRAMME D'ADJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE"

Séminaire organisé conjointement par le ministère de l'Economie
et des finances du Sénégal, la Banque centrale des Etats de
l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et le Fonds monétaire international

LES PROBLEMES DE L'ENDETTEMENT INTERNATIONAL

Exposé de M. P. Mentré de Loye

Dakar, Sénégal, le 24-27 avril, 1984

LES PROBLEMES DE L'ENDETTEMENT INTERNATIONAL

La scène économique internationale a été dominée au cours des deux dernières années par l'apparition de difficultés dans le service de la dette de plusieurs grands pays emprunteurs et par des tensions dans le système bancaire international. Ces défis ont été relevés par une action coordonnée de toutes les parties concernées: gouvernements des pays débiteurs, gouvernements des pays créditeurs, banques centrales, banques commerciales, organisations internationales et, notamment, le Fonds Monétaire International.

Un exemple comme celui du Mexique montre les résultats qui peuvent être obtenus par une telle approche coordonnée. Mais, malgré l'octroi par les banques commerciales de crédits nouveaux substantiels, dans le cadre d'une telle action d'ensemble, la situation demeure dominée par le ralentissement très sensible de l'octroi de crédits bancaires internationaux. Alors qu'ils progressaient à un rythme annuel voisin de 20 pour cent par an avant 1982, ils ont progressé de 10 pour cent en 1982, et de 5 à 7 pour cent en 1983. En particulier, les pays en développement qui bénéficiaient, à ce titre, d'un apport extérieur de l'ordre de 60 milliards de dollars par an, ont vu ces concours ramenés à environ 30 milliards de dollars en 1982 et 15 à 20 milliards de dollars en 1983. Les nouvelles contraintes de financement ainsi apparues ont contribué au ralentissement marqué de la croissance dans les pays en développement non pétroliers, revenue à un rythme annuel de l'ordre

de 1 pour cent en 1982 et 1983. La reprise de l'activité économique en 1983 et 1984 dans les grands pays industrialisés ne manquera pas d'avoir un effet positif sur la situation des pays en développement, mais dans une perspective à moyen terme, les contraintes d'endettement extérieur risquent bien de demeurer un frein durable à la croissance d'ensemble. Il est à ce titre nécessaire d'analyser les origines des difficultés d'endettement qui sont apparues en 1982 -1983, et les conditions dans lesquelles ces difficultés ont été traitées, pour voir les enseignements qui peuvent en être tirés pour l'avenir et les perspectives qui peuvent être tracées.

I. L'Origine des difficultés

1. Une expansion rapide des crédits internationaux.

Pendant les vingt années 1960-80, les crédits internationaux des banques de la zone de la BRI ont cru à un rythme annuel de 25 pour cent, les portant à près de 2.000 milliards de dollars fin 1982. Le système bancaire international joue, à ce titre, un rôle fondamental dans le fonctionnement du système monétaire international, octroyant des crédits aux pays en déficit et recevant les dépôts des pays en surplus. Les flux de crédits ou de dépôts des différents groupes de pays varient d'une année sur l'autre. Mais en termes de stocks, c'est-à-dire de positions cumulées, le système canalise les excédents des pays de l'OCDE et des pays de l'OPEP vers les pays industrialisés hors zone OCDE, les pays de l'Est et les pays en développement non pétroliers.

Tableau 1. Position Extérieure des Banques dans
la Zone BRI, 31 Décembre 1982
(milliards de dollars)

	Zone BRI	Centres Offshore	Autres Pays Développés	Pays de l'Est	OPEP	Autres Pays en Développement	Total (y compris non-alloués)
Dépôts	1.026	250	49	16	135	101	1.620
Crédits	895	268	112	53	79	247	1.687
Position nette	+131	-18	-63	-37	+56	-146	-67

Une des grandes caractéristiques de l'expansion de ce marché bancaire international a été le développement des opérations entre banques (marché inter-bancaire) qui représentent près de 60 pour cent des crédits totaux. Le marché des crédits bancaires internationaux peut en réalité être caractérisé par l'existence de trois cercles:

a) le cercle intérieur, qui est constitué par environ 25 grandes banques internationales, assurant environ la moitié des crédits internationaux, qui utilisent leurs dépôts domestiques (prêts en dollars des banques américaines, prêts en deutsche marks des banques allemandes) ou les dépôts, essentiellement en dollars, qu'elles attirent sur les places internationales, notamment Londres et les centres offshore, pour financer leurs opérations de crédit aux emprunteurs finaux et leurs concours aux autres banques présentes sur le marché.

b) le cercle intermédiaire, qui comprend environ 3.000 banques de tous les pays du monde. Il s'agit soit de banques régionales de pays industrialisés, soit de consortiums bancaires, soit de banques de pays en développement ou de pays à économie planifiée, qui recourent assez largement aux opérations de crédits inter-bancaires pour financer les crédits qu'ils consentent à leurs clients.

c) le cercle extérieur, qui comprend les emprunteurs finaux: entreprises privées, entreprises publiques, Etats souverains.

La stabilité d'ensemble du marché dépend donc à la fois de la qualité de la gestion des grandes banques et de la qualité des risques finaux, mais aussi, et de manière croissante, de la qualité des risques intermédiaires qui se sont développés sur le marché inter-bancaire.

2. La concentration des risques.

Ce qui caractérise les crédits bancaires internationaux par rapport aux crédits nationaux, c'est l'existence, au delà du risque présenté par telle ou telle entreprise, d'un "risque-pays", c'est-à-dire d'un risque que l'ensemble des débiteurs d'un pays déterminé ne soit plus en état d'assurer le service en devises de leur dette extérieure, alors même que leur situation financière demeurerait saine. Toutes les banques ont, en conséquence, développé des modèles d'analyse des risques-pays fondés sur la surveillance des variables économiques essentielles (performance économique, situation de

Balance des paiements et de réserves, endettement). Elles ont simultanément procédé à des révisions trimestrielles de leurs plafonds de risques par pays et cherché une diversification suffisante de leur portefeuille. Cependant, la situation demeure caractérisée par une très forte concentration des risques-pays. Les risques sur des pays extérieurs à la zone BRI représentent 30 pour cent des crédits bancaires internationaux (50 pour cent étant entre pays de la zone BRI et 20 pour cent sur les centres offshore et divers). Mais, sur ces risques hors BRI, 20 pays débiteurs représentent à eux seuls 70 pour cent des risques.

Tableau 2. Vingt Principaux Pays Emprunteurs Hors
Zone BRI, fin Septembre 1983

(en milliards de dollars)

Pays industrialisés	<u>66</u>
Espagne	22
Afrique du Sud	14
Australie	12
Norvège	10
Finlande	8
Pays de l'Est	<u>33</u>
URSS	14
Pologne	11
République Démocratique d'Allemagne	8
Pays en développement (Europe)	<u>29</u>
Yougoslavie	9
Grèce	10
Portugal	10
Pays en développement (Amérique Latine)	<u>174</u>
Mexique	62
Brésil	57
Argentine	23
Vénézuéla	21
Chili	11
Pays en développement (autres)	<u>42</u>
Corée	19
Philippines	8
Nigeria	8
Indonésie	7
TOTAL	<u>344</u>

En outre, les crédits à court terme se sont accrus à un rythme particulièrement rapide. Ils représentaient, fin 1979, 40 pour cent de l'endettement bancaire total des vingt principaux pays débiteurs, mais ce chiffre atteignait 44 pour cent fin 1981, soit plus de deux fois le niveau des réserves de change des pays en cause.

3. Les structures d'endettement

Le développement des crédits bancaires internationaux s'est traduit par une croissance rapide de l'endettement international des pays en développement non pétroliers qui atteignait 600 milliards de dollars à la fin 1982 contre 130 milliards de dollars à la fin de 1973. Comme simultanément s'accroissait la part des dettes à l'égard des banques dans l'endettement total (50 pour cent de la dette fin 1981 contre 35 pour cent fin 1973) et donc la part de la dette à taux d'intérêt variable qui enregistrait la hausse internationale des taux d'intérêt, les ratios d'endettement se sont détériorés.

Tableau 3. Dette Extérieure des Pays en Développement Non-Pétroliers

	1973	1978	1981	1982
Encours de la dette (milliards de dollars)	130	337	555	612
Ratio dette extérieure exportations	115	130	125	143
Ratio intérêts + amortissements exportations	16			23

Les difficultés ponctuelles d'endettement qui avaient commencé à apparaître à la fin des années 1960 sont apparues plus fréquemment. De 1956 à 1974 avaient pris place trente re-négociations de dette concernant onze pays pour un montant total de 7 milliards de dollars. De 1975 à 1980, seize re-négociations de ce type ont concerné neuf pays pour un montant total de 9 milliards. Simultanément, se précisaient les mécanismes et les procédures de traitement de ces crises ponctuelles d'endettement: Club de Paris pour les crédits gouvernementaux, avec, généralement, un ré-échelonnement de 80 à 90 pour cent des échéances sur une période de 7 à 9 ans avec un délai de grâce de 3 à 4 ans; accords de refinancement de la dette à l'égard des banques, négociés avec un comité représentatif des principales banques et conduisant généralement à un refinancement de 80 à 100 pour cent des échéances en principal, les intérêts demeurant versés, sur une période de 7 à 10 ans avec un délai de grâce de l'ordre de 3 ans et un taux d'intérêt plus élevé que le taux pré-existant.

En outre, graduellement, tant les gouvernements que les banques commerciales ont subordonné leur accord sur le ré-échelonnement de la dette à la mise en place par les pays concernés d'un programme d'ajustement négocié avec le Fonds Monétaire International. Ces précédents se révéleront particulièrement utiles lorsqu'en 1982-1983 les problèmes d'endettement prendront une dimension nouvelle. En 1981-1982,

vingt-sept re-négociations ont intéressé 16 pays pour un total de 15 milliards de dollars, et en 1983, vingt-neuf renégociations pour un montant total de 60 milliards de dollars.

II. Les Difficultés de 1982-1983

1. Les causes

Le système bancaire international a été profondément affecté en 1981-82 par la conjonction d'une série d'évènements:

a) des taux d'intérêt réels élevés ont entraîné des difficultés croissantes pour les emprunteurs habitués jusque là à l'allègement par l'inflation du service en capital de leur dette: faillite ou quasi-faillite dans les pays industrialisés de grandes entreprises à endettement international diversifié; faillite ou quasi-faillite de banques ou intermédiaires financiers; arriérés ou interruption de paiement de la part de pays en développement simultanément affectés par la récession mondiale et la détérioration des termes de l'échange, alors même que beaucoup d'entre eux avaient différé leur ajustement en recourant à un endettement accru qui les mettait en situation de vulnérabilité;

b) une série de développements politiques adverses: crise polonaise conduisant les banquiers à interrompre leurs opérations de crédits nouveaux sur les pays de l'Est; crise des Falklands qui a contribué à une réappréciation d'ensemble des risques sur les pays d'Amérique Latine; prise de conscience des risques croissants sur le marché inter-bancaire, condui-

sant à la réduction brutale de certaines lignes de crédit.

c) une modification des structures de financement avec la disparition des excédents courants des pays de l'OPEP, conduisant pendant un certain temps à un recours privilégié au marché domestique américain, et contribuant à une attitude plus prudente de la part des banques européennes. Ces développements ont culminé au mois d'août 1982 lorsque le Mexique, principal pays emprunteur, avec une dette à l'égard des banques de la zone BRI supérieure à 60 milliards de dollars, demanda un moratoire de 120 jours sur le service de sa dette.

2. Le déroulement

Face à la grave crise potentielle ainsi créée, les banques centrales et les organisations internationales prirent une série de mesures contribuant au rétablissement d'une certaine confiance sur le marché. La modification de la politique monétaire américaine permit une baisse des taux d'intérêt de près de 5 points dans la seconde partie de 1982. La Banque d'Angleterre sut convaincre les banquiers de maintenir sur le marché inter-bancaire leur concours aux banques des principaux pays débiteurs; enfin, et surtout, à l'initiative du Directeur Général du FMI, furent lancées des actions internationales coordonnées en faveur successivement de cinq pays:

- le Mexique, avec des concours du FMI préfinancés par la BRI et des concours bancaires s'élevant à 6.5 milliards de dollars pour 1982-83.

- le Brésil, avec un dispositif analogue complété par une opération de refinancement de la dette.
- l'Argentine, avec aussi une intervention conjointe FMI-BRI.
- la Yougoslavie, avec une intervention conjointe du FMI, de la BRI, des banques commerciales et des gouvernements créditeurs.
- la Hongrie, avec des concours du FMI et de la BRI et un prêt syndiqué des banques commerciales. A la fin de 1982 et au début de 1983 des accords furent négociés avec le FMI, mais sans intervention de la BRI, par d'autres grands pays débiteurs (Chili, Equateur, Pérou, Uruguay), cependant que s'ouvraient des discussions avec le Nigéria, les Philippines et le Venezuela. Les "crédits involontaires", c'est-à-dire un accord des banques pour augmenter leur encours sur un pays donné de manière proportionnelle à leur encours, existant, ont été des composantes majeures de ces programmes de traitement des crises d'endettement.

3. Les conséquences

Ces actions coordonnées ont permis d'éviter une généralisation des difficultés d'endettement et une crise sur le marché inter-bancaire. En outre, les accords de refinancement d'échéances de la dette qui ont accompagné ces programmes ont permis un allègement du service de la dette pour les plus prochaines années. Le montant des échéances reportées s'est élevé à 8 milliards de dollars en 1982 et 19 milliards en 1983,

permettant de ramener à 24.5 pour cent en 1982 et 21.5 pour cent en 1983 le ratio du service de la dette. Mais, si ce ratio doit se stabiliser en 1984, avec, notamment, la croissance des exportations permises par la diffusion de la reprise mondiale, il doit augmenter à partir de 1986 lorsque les crédits refinancés viendront à échéance.

En outre, les crédits bancaires spontanés, c'est-à-dire extérieurs à ces concours globaux, se sont très fortement ralentis. Les prêts syndiqués aux pays en développement non pétroliers sont revenus de 37 milliards de dollars en 1982 à 27 milliards de dollars en 1983. Les concours bancaires nets des remboursements se sont également fortement ralentis.

Tableau 4. Evolution des Crédits Internationaux
des Banques de la Zone BRI
(en milliards de dollars)

	Pays Développés hors Zone BRI	Pays de l'Eu- rope de l'Est	OPEP	Pays en Développement hors Zone OPEP	Total hors Zone BRI
1982 Premier semestre	9	-3	5	15	26
1982 Deuxième semestre	7	-2	3	5	13
1983 Premier semestre	1	-1	1	7	8

La question qui se pose maintenant, après le traitement des crises les plus immédiates, est celle du retour progressif à un niveau du crédit bancaire international plus compatible avec les besoins de financement des pays en développement.

III. Enseignements et Perspectives

1. La crise a permis de renforcer certains mécanismes.

Comme toujours, la crise a fait naître des éléments positifs pour l'avenir, qui ne doivent pas faire perdre de vue les effets négatifs qu'elle a eus en termes de croissance et d'emploi.

Tout d'abord, elle a fait prendre conscience aux pays emprunteurs de la vulnérabilité d'une croissance fondée sur une accumulation trop rapide d'endettement. Des résultats spectaculaires ont été obtenus en 1983: le Mexique est passé d'un déficit courant de 3 milliards de dollars en 1982 à un excédent courant de 4 milliards de dollars; le groupe des pays d'Amérique Latine est passé d'un déficit courant de 42 milliards de dollars à 11 milliards de dollars; et les pays en développement dans leur ensemble ont ramené leur déficit courant à 55 milliards de dollars en 1983 contre 80 milliards de dollars en 1982 et 110 milliards de dollars en 1981. Une priorité accrue donnée au développement des exportations, notamment par un taux de change adéquat, à l'expansion du secteur productif par des prix et des incitations appropriées, à la réduction

des dépenses improductives, par une discipline budgétaire renforcée, a maintenant été retenue par la majorité des pays emprunteurs. Simultanément, la prise de conscience de d'une plus grande transparence de l'information, d'une plus grande attention à la structure de la dette et d'un meilleur équilibre entre réserves de change et endettement devrait, dans l'avenir, réduire les vulnérabilités.

Il est clair, cependant, que le grand défi du développement implique que les flux de capitaux en provenance des pays industrialisés reviennent à des niveaux plus proches de ceux des années antérieures aux difficultés de 1982-1983. Cela passe d'abord par le développement de financements alternatifs aux financements bancaires. Le FMI a pu apporter à ses pays membres un niveau de concours sans précédent (14 milliards de dollars en 1983 contre 9 milliards en 1982) grâce, en particulier, à l'accord intervenu fin 1982 sur l'augmentation des quotes-parts et l'élargissement de ses ressources. Le FMI ne peut être un instrument permanent de financement, mais l'adaptation permanente de ses ressources aux besoins prévisibles demeure une priorité des années à venir. De même, la Banque Mondiale, par l'accélération de ses décaissements et la mise en place d'opérations de type nouveau, les prêts d'ajustements structurels, a apporté une contribution très positive. Enfin, il n'est pas exclu que la prise de conscience des risques d'endettement conduise les pays emprunteurs à se prêter dans l'avenir à un flux plus grand d'investissements directs.

Mais, malheureusement, dans ce panorama, une composante ne s'est pas dégagée, celle de l'aide publique au développement. Tant les efforts bilatéraux que les accords multilatéraux et, notamment, la récente reconstitution de l'AID, n'ont pas reflété les dimensions nouvelles des problèmes.

Dans le futur, comme dans le passé, un apport de crédits bancaires internationaux demeurera une composante essentielle du financement des pays en développement. A cet égard aussi, certains éléments positifs sont apparus:

- meilleur traitement de l'information, avec notamment la création de l'Institut pour les Finances Internationales;
- renforcement de la supervision des banques et de la coopération entre banques centrales;
- développement de techniques nouvelles, telles le co-financement.

Il est clair que l'on ne retrouvera pas des rythmes d'expansion des crédits bancaires internationaux de l'ordre de 20 pour cent par an, mais le retour graduel de la confiance peut permettre de revenir à un rythme de progression proche de celui des fonds propres des banques, c'est-à-dire de l'ordre de 8 à 10 pour cent.

2. Les structures d'endettement demeurent fragiles.

Malgré les résultats obtenus en 1982-1983, les structures d'endettement demeurent fragiles. Les projections

du service de la dette qui ont été faites par divers organismes montrent, qu'au prix d'hypothèses raisonnablement optimistes sur la croissance des pays de l'OCDE, les termes de l'échange, les taux d'intérêt, les ratios d'endettement des pays en développement doivent s'améliorer progressivement. Mais cette situation globale masque des situations individuelle très contrastées et, pour certains grands débiteurs, comme pour certains des pays les moins avancés, le retour à des ratios d'endettement supportables n'est possible que dans plusieurs années. Dans l'intervalle, des efforts coordonnés, impliquant de nouveau des concours bancaires "involontaires" et une aide publique accrue, seront nécessaires.

En outre, un certain nombre de pays, y compris parmi ceux qui ont un endettement global acceptable, sont très dépendants du marché inter-bancaire à court terme sur lequel leurs banques ont beaucoup emprunté. Il est douteux qu'en l'absence de contraintes ou d'accords globaux, les banques créditrices acceptent spontanément le maintien indéfini de ces lignes de crédit.

Enfin, si l'on regarde l'évolution dans le temps du service de la dette, on voit qu'à partir de 1986, avec l'arrivée des premières échéances des accords de refinancement conclus en 1982-1983, s'ouvre une période plus difficile. Or, c'est le moment où, vraisemblablement, la reprise américaine et mondiale s'essouffera, ce qui freinera les exportations des pays débiteurs.

Il est donc nécessaire d'utiliser les deux prochaines années pour préparer cette phase qui risque de poser un nouveau défi à la communauté internationale.

3. Les réponses possibles.

Face à ces perspectives ont été proposés un certain nombre de plans ambitieux: transfert des créances bancaires à un organisme nouveau se refinançant à long terme, conversion des dettes existantes en nouveaux instruments remboursables en fonction des capacités effectives, octroi de garanties partielles ou totales par les gouvernements des pays créditeurs. Outre l'absence de volonté politique de s'engager dans de telles voies, ces schémas souffrent d'un défaut commun, celui de décharger les banques de leurs risques actuels. Or, la plus grande incitation qu'ont les banques commerciales à maintenir un certain courant de prêts est la contribution qu'apporte leur effort à l'amélioration de la qualité de leurs risques.

Aussi, la grande majorité des praticiens voit-elle dans la poursuite de l'approche cas par cas, qui est l'approche actuelle, la seule réponse possible. Avec l'ajustement en profondeur des pays emprunteurs et le retour progressif à la confiance sur le marché, le nombre de cas difficiles devrait se réduire peu à peu. On ne peut exclure effectivement, selon ces thèses, un passage difficile dans deux ou trois années, mais de nouveaux accords de refinancement pourront être mis en place, le moment venu, en fonction des circonstances.

Une voie moyenne est concevable, celle qui, dans l'ensemble, serait fondée sur l'approche cas par cas et son irremplaçable combinaison de l'ajustement et du financement en fonction des circonstances propres à chaque pays. Mais, simultanément, elle tenterait de stabiliser davantage la partie la plus vulnérable de l'endettement à court terme existant, l'endettement inter-bancaire, et chercherait une restructuration plus diversifiée de la dette de certaines entités, telles certaines entreprises publiques, qui, à l'intérieur de la dette globale d'un pays, présentent des caractères spécifiques justifiant un traitement particulier. Mais, une impulsion gouvernementale forte serait nécessaire pour que puisse être mise en oeuvre une telle approche.

Les problèmes d'endettement de 1982-1983 et leur traitement ont apporté plusieurs enseignements: insuffisante maîtrise du problème dans le passé; capacité d'ajustement des pays emprunteurs plus grande que prévue; aptitude de la communauté internationale à répondre à un défi majeur. Les perspectives à moyen terme montrent que l'ensemble des problèmes n'est pas réglé. Le retour à des flux de capitaux internationaux plus élevés que les flux actuels est nécessaire face aux problèmes du développement dans le monde, mais il prendra du temps. Dans l'intervalle, le traitement cas par cas des situations les plus difficiles, et la volonté commune de continuer à combiner ajustement et financement, au moindre coût social possible, devront continuer à inspirer l'action.

"PROGRAMME D'ADJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE"

Séminaire organisé conjointement par le ministère de l'Economie et des finances du Sénégal, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et le Fonds monétaire international

LES MARCHES DES PRODUITS DE BASE: PRESPECTIVES ET
IMPLICATION POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

Exposé de Nana-Sinkam

Dakar, Sénégal, le 24-27 avril, 1984

INTRODUCTION

D'un point de vue économique, l'histoire jugera les années 70 comme la période la plus difficile que les pays en développement aient eu à traverser depuis la récession, plus longue et plus grave encore, des années 30. La reprise économique qui s'est amorcée aux Etats-Unis en 1983 a entraîné un renversement de l'évolution des prix des produits de base. Bien que les cours mondiaux de ces produits dépendent dans une large mesure de différents facteurs qui échappent en général au contrôle des pays en développement, les analystes de l'évolution des marchés prévoient que la forte demande des pays industrialisés se maintiendra avec la reprise. Il est toutefois très peu probable que les prix de tous les produits augmenteront simultanément ou très longtemps, et de ce fait, seuls les pays dont la base d'exportation est relativement diversifiée bénéficieront pleinement de l'évolution actuelle. [En outre, la demande des pays industrialisés n'est pas seulement fonction de la reprise de leur économie, mais aussi (et notamment) des variations des conditions climatiques qui influent fortement sur la production dans ce secteur.] Il se pourrait que même dans les pays industrialisés, la reprise soit freinée à moyen et à long terme par des déficits budgétaires élevés et toujours incontrôlés qui, en ébranlant la confiance, risquent de faire monter à nouveau les taux d'intérêt.

Pour son exposé, l'auteur s'est inspiré, dans une large mesure, d'une étude que publiera bientôt le FMI; cette étude intitulée "Recent Developments and Outlook for Primary Commodity Markets"; a été effectuée par la Division des produits du Département des Etudes du Fonds.

Etant donné que la base d'exportation des pays membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) est peu diversifiée et que les échanges au sein du groupe sont presque inexistant, leur situation économique a subi et continue de subir des fluctuations très importantes et préjudiciables. S'il est vrai qu'un pays peut mettre en place un programme d'ajustement avec l'aide du Fonds, simplement à titre préventif, cela n'est malheureusement pas le cas des pays de l'UMOA et le fait que ces pays ont presque tous mis en oeuvre au moins un programme d'ajustement de ce genre entre 1978 et 1983 montre bien la gravité (parfois alarmante) de la détérioration de leur situation économique et financière depuis 1970. Tant qu'ils n'auront pas relativement diversifié leur base économique et développé le commerce au sein de l'Union, ces pays resteront très sensibles aux fluctuations des cours mondiaux des produits de base et des conditions climatiques.

[Sur le marché à terme de certains produits tels que le cacao et le café, la confusion et les incertitudes ont été à l'origine d'une activité frénétique pendant de nombreuses années.] Cette confusion existe toujours et les incertitudes des négociants quant à la récolte et aux modes de livraison dans les environs sont devenues l'un des principaux soutiens du marché.

Le commerce du cacao est dominé par les hypothèses formulées quant aux facteurs qui auront une incidence sur les prix. La plupart des analystes pensent toutefois que la baisse de la production (en raison

de la sécheresse ou du gel), les difficultés de livraison et le déficit croissant seront à long terme favorables au marché et que les prix dépasseront peut-être 100 cents la livre cette année.

Avec quelle rapidité les cours atteindront-ils ce niveau? Pendant combien de temps s'y maintiendront-ils? Les réponses à ces questions dépendent de plusieurs facteurs : spéculation sur des conditions climatiques imprévisibles, rapports contradictoires sur la production, état des récoltes et retards dans les livraisons, enfin perspectives concernant l'importance de la récolte précoce (temporão) du Brésil. Certains pays de l'Afrique de l'Ouest (comme le Ghana et le Nigéria) ont encore une partie de leur récolte à vendre, et les inventaires ne feront que confirmer les inquiétudes quant à la mauvaise qualité ou à l'insuffisance de la production de cacao cette année.

[Le Brésil est le pays qui a encore le plus de cacao à vendre, mais on prévoit qu'il gardera la plus grande partie de sa production en attendant que les prix montent encore.] Chaque fois qu'un pays adopte une telle stratégie, les résultats, il est vrai, dépendent de la durée de l'attente et des conditions climatiques. Les deux déficits qui ont déjà touché le marché du cacao, les rapports qui font régulièrement état de problèmes de livraison en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigéria, enfin l'amenuisement des stocks aux Etats-Unis sont autant de facteurs qui favorisent la hausse des prix. Les stocks sur la côte Est sont passés de 700.000 sacs l'été dernier à environ 200.000 sacs en janvier de cette

année. Il ne fait donc aucun doute que si les prix s'approchent véritablement des 100 cents la livre, on envisagera la possibilité de mettre sur le marché les stocks régulateurs constitués en application de l'accord international sur le cacao.

Les inquiétudes quant à la qualité inférieure de la production par rapport à celle des réserves détenues et l'avantage qu'il y a pour les pays européens de fixer de nouveaux prix qui reflètent plus exactement la valeur de leurs monnaies par rapport à un dollar fort, semblent favoriser la libération des stocks régulateurs. L'accord sur le cacao ne fait cependant aucune référence à la qualité de la production ou aux fluctuations des taux de change. On prévoit que les cours du cacao et du café resteront instables tant que subsisteront des incertitudes concernant le court terme ce qui explique l'inquiétude et l'effacement des spéculateurs.

Dans de nombreux pays producteurs, les informations sur la production des cultures d'exportation se limitent aux données sur les achats des organismes de commercialisation et à celles qui font état des exportations enregistrées, ce qui ne reflète pas toujours véritablement les tendances de la production notamment en raison de la progression des ventes hors du système de commercialisation et d'un certain développement de la consommation intérieure.

L'absence de politiques adéquates en matière de fixation des prix, qui est à l'origine de distorsions dans le rapport coût-prix entre biens marchands et non marchands, d'une part, et production intérieure et importations

concurrentielles, d'autre part, s'est traduite par une forte baisse ou par des fluctuations préoccupantes de la production de certaines grandes cultures d'exportation. Prenons, par exemple, le cas du Nigéria; sous l'effet conjugué de divers facteurs - politiques préjudiciables en matière de fixation des prix, forte hausse des prix du pétrole et les mesures qui en ont découlé - ce pays qui, en 1972, occupait le deuxième rang parmi les principaux exportateurs de cacao est tombé au cinquième, derrière la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Brésil et le Cameroun.

Les fluctuations des cours des produits de base autres que le pétrole ont été préjudiciables aux recettes d'exportation des pays en développement non pétroliers qui sont largement tributaires des exportations de ces produits. A vrai dire, les termes de l'échange de ces pays, qui avaient déjà baissé d'environ 11 % au cours de la période 1978-80 en raison de la forte hausse du prix de pétrole, se sont encore détérioriés (de 7%) en 1981-1982 bien que les prix du pétrole soient demeurés assez stables.

En termes réels, les prix des produits de base ajustés au moyen de l'indice qui est établi par l'ONU pour les prix des produits manufacturés exportés par les pays en développement ont baissé d'environ 20 % en 1981-82 et sont tombés à leur niveau le plus bas depuis la seconde guerre mondiale. Cette dégradation des termes de l'échange des pays en développement non pétroliers, conjuguée à une baisse du volume de leurs exportations, a entraîné une grave détérioration du solde de leurs transactions courantes, qui a fait apparaître un déficit de 108 milliards de dollars en 1981 et de 87 milliards en 1982.

[En raison de la relative stabilité, voire de la baisse, des prix du pétrole en 1983 ainsi que de la stabilité des prix des produits manufacturés, les prix réels des produits de base ont augmenté de 5 % et les termes de l'échange des pays en développement non pétroliers se sont légèrement améliorés après cinq années de déclin.] Cette situation a permis de réduire davantage le déficit courant et de le ramener de 87 milliards en 1982 à 68 milliards en 1983.

Les pays de l'UMOA (comme l'ensemble des pays en développement), devront toutefois faire face à une situation économique et financière extérieure qui restera très difficile et qui nécessitera un accroissement de l'aide financière et la mise en place de programmes d'ajustement judicieux.

La présente étude comporte trois parties. La première est consacrée à l'évolution des cours mondiaux des produits de base exportés par les pays membres de l'UMOA ainsi qu'aux perspectives à court terme dans ce domaine. Dans l'analyse, nous avons pris en compte les produits qu'exportent la Guinée et la Mauritanie, mais nous avons toutefois exclu des produits tels que le pétrole et l'uranium¹. La deuxième partie traite des conséquences que le comportement et les perspectives d'évolution des

1 Les fluctuations des prix du pétrole sont fonction de facteurs non économiques et ne peuvent donc être analysés avec les mêmes instruments que celles des prix du café, du cacao, etc. L'uranium est un produit stratégique auquel s'applique la théorie du monopsonne; il est par conséquent difficile d'analyser l'évolution de son marché au moyen des instruments utilisés dans la présente étude.

cours mondiaux des produits de base entraînent pour les économies des pays de l'UMOA, de la Guinée et de la Mauritanie. Dans la troisième partie, nous tenterons de formuler certaines conclusions.

PARTIE I

EVOLUTION DES COURS ET PERSPECTIVES A COURT TERME

1. Evolution générale des cours

Notre analyse ne tient pas (directement) compte des produits que les pays de l'Afrique de l'Ouest destinent principalement au marché intérieur ou qui peuvent être substitués à des importations (sucre, maïs, etc.). Il convient cependant de noter que si le coût de ces produits est inférieur à celui des produits importés - compte tenu des avantages que présente l'emploi de la main-d'oeuvre locale et de l'effet de multiplicateur des revenus ainsi distribués - leur production a une incidence sur le développement économique des pays considérés. La présente analyse ne tient pas compte non plus de produits tels que le pétrole, le phosphate, l'uranium, etc.

Les prix nominaux (en dollars) des produits autres que le pétrole, qui avaient connu en 1981-82 leur repli le plus important et le plus long (-25 %), se sont sensiblement redressés en 1983 (la deuxième baisse la plus marquée (-19 %) était intervenue pendant la récession de 1975). L'ampleur de ces variations cycliques reflète l'instabilité accrue qui,

après 20 ans de relative stabilité, caractérise les marchés des produits de base autre que le pétrole depuis le début des années 70.

Les cours des produits de base ont plus que doublé entre 1971 et 1974, puis se sont brusquement effondrés (-19 %) en 1975; la hausse avait touché presque tous les produits et la baisse a été, elle aussi, presque générale. L'année suivante, ils ont repris leur ascension et en 1980, ils étaient à un niveau qui dépassait de 70 % celui de 1975 et représentait le triple de celui de 1971. Ils se sont ensuite repliés de 25 % en 1981-82 par suite de la nouvelle récession, puis ont progressé de 6 % en 1983; cette dernière hausse a touché tous les produits sans exception. Sur une base trimestrielle, ils étaient au quatrième trimestre de 1983 supérieurs de 16 % au minimum enregistré un an auparavant (voir tableau 1)¹.

Comme le montrent le tableau 2 et l'équation I, les fluctuations des cours des produits de base sont liées à plusieurs variables concernant l'offre et la demande. Une étude économétrique récente a montré qu'il existe une relation positive entre les prix nominaux (en dollars) des produits de base, d'une part, et l'activité économique ainsi que l'inflation dans les pays industrialisés, d'autre part; cependant, entre ces prix et le taux du dollar par rapport aux principales monnaies ou les variations importantes de l'offre, la relation est de sens inverse².

1 "Recent Developments and Outlook for Primary Markets" étude que publiera bientôt le FMI et qui a été effectuée par la Division des produits du Département des études du Fonds.

2 Ke-Young Chu et Thomas K. Morrison, "The 1981-82 Recession and Non-Oil Primary Commodity Prices: An Econometric Analysis", Staff Paper, FMI, mars 1984.

L'existence d'une relation de sens inverse entre les cours des produits et les taux d'intérêt n'est pas corroborée de façon aussi probante. Comme on peut le voir au tableau 9, l'inflation et l'activité économique ont été les deux principales causes du redressement initial des cours pendant les deux cycles considérés; les taux de change ont joué un rôle relativement plus important dans la baisse enregistrée en 1981-82 que dans celle de 1975, alors que l'inverse est vrai pour l'activité économique.

Selon l'étude du Fonds¹, l'allure de la remontée a été plus lente en 1983, le taux a annualisé de la hausse depuis le début de la reprise économique étant de 19 %, contre 34 % en 1976-77. Cette allure peu rapide s'explique par la lenteur de la relance de l'activité économique et la faiblesse de l'inflation dans les pays industrialisés (3 % en 1983 contre environ 7 % en 1976-77), dont l'incidence a été aggravée par la réduction des importations dans maints pays en développement ainsi que par les efforts d'ajustement extérieurs qui sont déployés à l'heure actuelle.

Les conditions climatiques défavorables dans de nombreuses régions (notamment en Afrique de l'Ouest et au Brésil) et les politiques officielles en ce qui concerne l'utilisation des sols en 1983 ont entraîné une forte hausse des cours de certains produits agricoles. Dans de nombreux pays exportateurs, certaines productions (arachides, cacao, café, bananes, etc.) ont été insuffisantes ou de faible qualité.

1 Ke-Young Chu et Thomas K. Morrison, "The 1981-82 Recession and Non-Oil Primary Commodity Prices; An Econometric Analysis", Staff Paper, FMI, mars 1984.

Etant donné que le pétrole est un facteur de production important pour de nombreux produits, les fluctuations des prix pétroliers ont et continueront d'avoir une forte incidence sur les coûts de production et par conséquent, sur le prix final des produits agricoles. De plus, en raison de son incidence sur l'activité économique mondiale, l'évolution des prix du pétrole influera sur la demande.

[Si l'on en juge par les résultats de l'étude économétrique déjà citée, les effets positifs d'une hausse des prix sur l'offre se font sentir très rapidement mais ne durent pas très longtemps; quant aux effets négatifs sur la demande, ils sont devenus prédominants après le premier choc pétrolier.] En résumé, la hausse des prix du pétrole s'est traduite dans l'ensemble par une baisse des cours des produits agricoles et des métaux¹.

Reposant sur un scénario qui prévoit une croissance relativement faible et un taux d'inflation modéré dans les pays industrialisés en 1984-85, les projections contenues dans l'étude du Fonds² laissent entrevoir que les prix des produits de base autres que le pétrole augmenteront de 7 % en 1984 et de 3 % en 1985, taux qui restent faibles par rapport à ceux qui ont été observés pendant la reprise des années 1976-1977. Ce scénario ne prévoit aucune variation du cours du dollar ou des taux d'intérêt.

1 Selon Darby, l'incidence de l'évolution des prix du pétrole sur l'activité économique mondiale est un sujet complexe, comme l'indiquent les conclusions divergentes, voire contradictoires, des études qui lui ont été consacrées ("The Price of Oil and World Inflation and Recession", American Economic Review, Volume 72 (septembre 1982) page 738 à 751).

2 "Recent Developments and Outlook for Primary Commodity Markets" (Division des produits du Département des études du FMI, étude à paraître).

Toujours selon l'étude précitée¹, plusieurs facteurs liés à l'offre devraient influencer sur les cours des produits de base en 1984-85. En fait, la récente faiblesse des prix de certains métaux (cuivre et étain) et produits agricoles (sucre) semblent avoir sensiblement réduit la rentabilité de la production qui pourrait donc être ralentie en 1984-85. L'accumulation de stocks de café, de cacao et de sucre devrait freiner la hausse des cours de ces produits alors que la production de soja, de maïs et de coton devrait augmenter en 1984 et en 1985 sous l'effet de l'incitation offerte par les prix en 1983.

2. Analyse des prix par produit²

a) Cacao

La très forte hausse des prix du pétrole pendant les années 70 a coïncidé avec une progression très sensible des exportations de cacao dont les prix ont augmenté jusqu'en 1977. A partir de cette date toutefois, les cours de ce produit ont baissé sans interruption pour s'établir en moyenne à 75 cents la livre en 1981, c'est-à-dire un cours inférieur de 45 % au cours moyen de 1977. L'utilisation de stocks régulateurs prévue par l'Accord international sur le cacao entré en vigueur en 1980 a favorisé la remontée des prix en 1981, mais ceux-ci sont ensuite retombés à environ 70 cents la livre parce que l'Organisation internationale du cacao (ICCO) n'a pu convenir des mesures à adopter pour continuer d'acheter certaines quantités de ce produit.

1 Voir note 1, page 8.

2 Voir tableaux 3 et 10 de l'annexe.

Comme pour le café, c'est la faible élasticité de la demande par rapport au prix qui est le principal facteur du comportement des cours du cacao. Il semble que les variations d'une année sur l'autre soient liées plus étroitement à l'évolution de l'offre qu'à celle de la demande. La faiblesse des prix pendant les années 60 a contraint certains pays à réduire leur programme de production. Ce fut notamment le cas du Ghana et du Nigéria où la situation a été aggravée par la hausse des prix de pétrole. Le volume de la production a également fluctué en raison de la forte instabilité des conditions climatiques ainsi que des dommages provoqués par la maladie et les ravageurs (pourriture noire des cabosses et dommages aux capsides). Pour que les prix s'approchent des 100 cents la livre et se stabilisent à ce niveau, il faudrait que la récolte de 1983-84 soit moins abondante que celle des années précédentes.

b) Café

Parmi les principaux produits, le pétrole est le seul dont la valeur ait une importance plus grande que celle du café sur les marchés internationaux des produits de base. De même que pour le cacao, la plus grande partie de la production de café n'est pas consommée dans les pays producteurs; elle est acheminée vers le marché international.

Les fluctuations des prix du café (P) sont liées à quatre principaux éléments :

- 1) Les habitudes de consommation dans les pays consommateurs (C),
- 2) Les variations des stocks (St),
- 3) La décision de l'Organisation internationale du café (D),
- 4) Les conditions climatiques dans les pays producteurs (W).

L'évolution des prix peut donc être exprimée par la relation :

$$P = f (C, St, D, W) \quad (1)$$

Les habitudes de consommation (C) et les conditions climatiques, (W) sont deux variables difficiles à évaluer et à prévoir. En ce qui concerne le niveau des stocks (St), il dépend de divers facteurs : humeur de la bourse, conjectures des négociants sur le volume de la production, sur sa provenance, sur les approvisionnements, enfin inélasticité de la demande par rapport aux prix. Il semble donc être la principale cause des fluctuations des prix et donne lieu à une spéculation importante.

En ce qui concerne la variable (D), elle est en général déterminée ex-post, c'est-à-dire une fois que les trois autres éléments l'ont été, le principal objectif étant de stabiliser les prix sur les marchés internationaux. Cette analyse théorique est également valable pour le marché, relativement moins important, du cacao.

Depuis 1978, les gels fréquents au Brésil, les fluctuations du "prix indicateur" de l'Organisation internationale du café et les modifications qui en ont résulté pour les contingents, les

variations des stocks mondiaux, enfin, l'instabilité des conditions climatiques en Afrique de l'Ouest sont autant de facteurs qui ont provoqué de fortes variations des prix (d'environ 100 cents à 135 cents la livre). Comme on l'a déjà indiqué, l'inélasticité de la demande par rapport aux prix du café est l'un des principaux problèmes qui se posent aux pays exportateurs. Selon une récente étude du Fonds, les variations de l'activité économique dans les pays industrialisés n'ont pas eu d'incidence notable sur la demande de café. Les quantités produites ont varié très sensiblement d'une année sur l'autre et devraient être de 94 millions de sacs en 1984, c'est-à-dire en deçà du record de 98 millions de sacs produits en 1982. L'accumulation des stocks, qui représentent maintenant environ six mois de consommation, a contraint les producteurs à rechercher de nouveaux débouchés sans passer par l'OIC et, parfois, ils ont dû vendre leur production à moitié prix. Il y a un autre problème grave : la consommation dans les pays producteurs est peu importante, et ce pour diverses raisons, dont la principale est la nécessité pour ces pays de se procurer des devises. Il convient de rappeler que pendant les années 70 les prix du café ont atteint un niveau élevé à la faveur du boom pétrolier et les producteurs ont alors été incités à accroître les surfaces plantées, qui devraient maintenant atteindre leur rendement maximum. [Ce facteur empêchera probablement toute variation importante des prix, et même une nouvelle baisse de la production du Brésil pour cause

de gel n'aurait que peu d'influence en raison du volume actuel des stocks mondiaux; ce dernier élément pourrait néanmoins soutenir les prix et entraînerait probablement une révision à la hausse des contingents.] Les stocks semblent actuellement trop importants pour qu'on puisse les réduire rapidement au cours des prochaines années, sauf peut-être si de mauvaises conditions climatiques provoquaient une baisse de la production.

c) Huile d'arachide

Le prix de ce produit a presque doublé en 1974 (1.060 dollars la tonne) mais a ensuite baissé de 25 % en 1975, puis de 11 % en 1976 en raison de l'accroissement de l'offre. La baisse de la production au cours des trois années suivantes (le Sénégal a perdu la moitié de ses récoltes à la suite de mauvaises conditions climatiques et la production de la Chine est tombée à un niveau exceptionnellement bas) a provoqué une forte progression des prix qui ont atteint 1.080 dollars la tonne en 1978.

La production du Sénégal s'est redressée en 1978-79, mais elle a baissé à nouveau de 50 % en 1979-80. En 1980-81, les approvisionnements mondiaux ont diminué car la récolte du Sénégal a baissé de 50 % à nouveau, celle des Etats-Unis de 42 % et celle de l'Inde de 13 %. Il s'est donc produit une nouvelle envolée

dès prix qui dépassaient les 1.000 dollars en 1983, contre 875 dollars en moyenne pendant la période 1979-80. De telles fluctuations ne pouvaient que placer l'économie sénégalaise, dans une situation très difficile. En fait, la forte production reprise de la production dans les trois pays susmentionnés, combinée à la récession mondiale de 1981-82, a provoqué un effondrement des prix qui sont tombés à 585 dollars la tonne en 1982, puis à environ 500 dollars au cours du premier semestre de 1983, avant de remonter au deuxième semestre en raison d'une réduction de l'offre. En août, il était clair que la récolte du Sénégal ne serait pas abondante et que la sécheresse avait durement frappé la récolte des Etats-Unis sans compter que les perspectives concernant la récolte indienne demeuraient incertaines; de ce fait, les prix ont brusquement augmenté et sont passés de 585 dollars à 1.052 dollars en septembre, avant de se replier une nouvelle fois au cours des mois suivants, par suite de l'appréciation du dollar E.U. et de l'ampleur de la récolte en Inde¹.

L'augmentation des approvisionnements prévue en 1984 devrait encore favoriser la baisse des prix. Celle-ci devrait cependant être ralentie par la forte diminution de la récolte sénégalaise (50 %), la contraction de l'offre des pays d'Amérique du Sud et les incertitudes quant aux décisions que prendra le Gouvernement

1 FMI, Département des études, Op. cit.

indien en ce qui concerne les exportations de matière grasse et d'huile¹. Les projections laissent toutefois entrevoir une baisse des prix si les conditions climatiques sont préjudiciables à la récolte du Sénégal et des Etats-Unis en 1984-85.

Tourteaux d'arachide

Ce produit n'a pas de qualité spéciale et la demande y afférent ne représente qu'un très faible pourcentage de l'ensemble du marché des tourteaux et des tourteaux moulus.

d) Coton

Les prix du coton ont fortement augmenté à la suite de la hausse sensible des cours des fibres synthétiques après le choc pétrolier des années 70. La montée des prix du pétrole s'est également traduite par un regain d'intérêt pour les fibres naturelles dont la production est restée élevée jusqu'à la fin de la décennie. De ce fait, la demande est supérieure à l'offre et le prix du coton a atteint 99 cents la livre en décembre 1980. Cette hausse permanente des prix a favorisé un développement de la production qui s'est élevée à 15,4 millions de tonnes en 1981-82. Cette progression de l'offre, la quasi-stagnation de l'activité économique dans les pays industrialisés et l'existence de taux d'intérêt élevés ont entraîné une chute brutale de la demande, une accumulation des stocks et un effondrement des prix qui étaient retombés à 68 cents la livre en décembre 1981.

1 FMI, Département des études, Op. cit.

La reprise économique, lente mais régulière, des pays industrialisés et l'application par les Etats-Unis d'un programme de paiement en nature ont favorisé une remontée des cours qui avait atteint 91 cents la livre en août 1983. Il est clair que la nouvelle tendance du marché pétrolier devrait rendre les fibres synthétiques à nouveau concurrentielles. De plus, étant donné que les filatures garderont probablement leurs stocks à un niveau peu élevé, les prix du coton devraient se stabiliser en 1984 en dépit d'une légère réduction des stocks existants.

[Le commerce mondial du coton est influencé par des facteurs tels que l'activité économique mondiale, la montée du protectionnisme en ce qui concerne le commerce des textiles, les programmes d'autosuffisance appliqués par certains des principaux pays importateurs (la Chine, par exemple) la force du dollar E.U. (qui a entraîné une diminution de la part des Etats-Unis sur le marché européen mais qui devrait aider les pays africains à accroître leurs exportations vers l'Europe) et le prix du pétrole¹.]

Les projections établies par les services du Fonds laissent entrevoir que les prix du coton "baisseront au cours des 18 prochains mois, puis remonteront légèrement". A vrai dire, étant donné

1 "Recent Development ..." Op cit.

l'accroissement des surfaces plantées, il se pourrait que, sous l'effet du niveau des prix pratiqués actuellement et de l'assouplissement de la position des Etats-Unis à l'égard de la culture du coton, la récolte de 1984/85 s'approche du niveau record atteint en 1981/82.

e) Riz

Peu de pays de l'Afrique de l'ouest produisent cette céréale qui sert principalement de produit de substitution aux importations. Le Nigéria, qui, auparavant, exportait ce produit, dépense maintenant environ 100 millions de dollars par an à l'importation de riz. La production mondiale n'a augmenté que de 3 % par an et est assurée par des pays d'Asie. Seuls 4,5 % de la production sont acheminés vers le marché mondial. Certains pays de l'Afrique de l'Ouest (le Sénégal, par exemple) s'efforcent de produire suffisamment de riz pour subvenir d'abord aux besoins de leur population, mais ils envisagent en outre la possibilité d'en exporter par la suite. Les prix fluctuent largement en fonction de la mousson : ils sont passés du niveau record de 535 dollars la tonne en 1981 à 259 dollars la tonne au cours du dernier trimestre de 1982 (c'est-à-dire une baisse de plus de 50 %).

En 1984, le marché devrait être moins tendu qu'en 1983, car on prévoit que la production atteindra un niveau record (hausse de 20 % environ en Inde, au Brésil, en Thaïlande, en Indonésie, etc.).

g) Pêcheries

Il n'y a pas parmi les pays de l'Afrique de l'Ouest d'importants producteurs ou exportateurs de poissons. Etant donné qu'un petit nombre seulement de pays (Pérou, Chili, Danemark, Norvège et Islande), sont de grands exportateurs nets, les fluctuations des prix suivent celles du marché des protéines en général et plus particulièrement celles de la farine de soja. Le cours de la farine de poissons a atteint son niveau le plus élevé en 1973 (542 dollars la tonne) et s'est approché très brièvement de ce niveau en 1980. La production a peu varié et se maintient à environ 4,5 millions de tonnes depuis 1970. On prévoit que les prix de la farine de poisson augmenteront en 1984 en raison de cette stagnation, puis se stabiliseront à nouveau en 1985 du fait de l'importance de l'offre de soja et de l'existence de produits protéiques de meilleure qualité (porcs et volailles européens)¹.

h) Viande de boeuf

Les exportations de viande de boeuf n'ont pas été analysées dans la présente étude étant donné que l'Organisation mondiale de la santé interdit de transporter au-delà du 38^e parallèle la viande produite en deçà de cette ligne. De plus, il n'est pas aisé d'évaluer le commerce de viande de boeuf en Afrique de l'Ouest car les problèmes que posent les transports et le conditionnement

rendent les exportations très difficiles. La production dans cette région du monde dépend dans une large mesure des conditions climatiques.

1) Bananes

La banane était l'un des produits d'exportation de certains pays de l'Afrique de l'Ouest, (la Côte d'Ivoire, par exemple) mais la production de ce fruit a diminué sensiblement. Maladie spéciale du bananier, nécessité de procéder à la reconversion économique, évolution du goût dans les pays consommateurs, voilà autant de facteurs qui ont fortement nui à la production et aux exportations et dont l'incidence a été aggravée par celle des prix concurrentiels demandés pour d'autres variétés de bananes et d'autres fruits. Bien qu'il existe toujours un marché pour la banane, il est très difficile pour les pays africains de produire à des coûts compétitifs¹ et de soutenir la concurrence des pays d'Amérique latine et des Antilles.

2) Caoutchouc naturel

Cinq pays seulement (Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Inde et Sri Lanka) assurent plus de 85 % de la production mondiale de caoutchouc naturel, qui s'élève en moyenne à 3,7 millions de tonnes par an depuis 1975, ne laissant donc en partage aux

1 FMI, Département des études, op. cit.

autres pays qu'une faible part de la production mondiale. Les prix ont fortement fluctué entre 1972 et 1982 : ils ont doublé en 1972/73 sous l'effet de la hausse des prix du pétrole, puis baissé de 26 % en 1975 à la suite de la récession économique dans les pays industrialisés et du ralentissement de la production de véhicules automobiles (la consommation du secteur automobile pour les pneus et autres utilisations représente plus des deux tiers de la consommation mondiale de caoutchouc naturel). Les prix ont ensuite monté de 38 % en 1976 et atteint 64,6 cents la livre en 1980 avant de retomber à 38,9 cents en 1982. La reprise économique de 1983 a entraîné un redressement des prix du caoutchouc qui ont augmenté de 24 %. La consommation mondiale est à peu près équivalente à la production, ce qui limite les variations de stocks (1,55 million de tonnes en 1979 et 1,91 million de tonnes en 1983). A l'exception de l'Inde, qui est importateur net, tous les autres pays producteurs sont d'importants exportateurs.

Selon une récente étude du Fonds consacrée aux marchés de produits, la demande mondiale de caoutchouc naturel n'augmentera en 1984 et en 1985, que si :

- a) la reprise de l'activité économique dans les pays industrialisés se poursuit;
- b) les taux d'intérêt ne montent pas sensiblement;
- c) les prix du pétrole restent stables.

[Si ces trois conditions sont réalisées, et compte tenu de la tendance actuelle, la demande devrait être supérieure à la production et les prix pourraient monter notablement.]

k) Mineral de fer

Le minerai de fer, dont la production s'est développée en 1979 et en 1980 avant de baisser de plus de 10 % en 1982, provient des pays industrialisés (34 %), des pays à économie planifiée (37 %) et des pays en développement (29 %). Les principaux producteurs mondiaux sont l'URSS, l'Australie, le Brésil, la Suède, le Libéria et le Venezuela. Les prix sont généralement négociés dans le cadre de contrats à long terme ou entre les compagnies sidérurgiques et des compagnies minières qu'elles contrôlent, ou détiennent totalement. [Ils sont passés de 26,2 dollars la tonne en 1982 à 26,1 dollars en août 1983.] L'évolution de la consommation est étroitement liée à celle de l'activité économique dans les principaux industrialisés (pays membres de la CEE, Japon et Etats-Unis). Si la reprise actuelle se poursuit, les prix pourraient augmenter, mais pas avant 1985, étant donné que les contrats signés pour 1984 prévoient une baisse de 8 % par rapport à l'année précédente. Les perspectives à court terme ne sont donc pas très encourageantes.

1) Aluminium

Contrairement à ce qui se passe pour les autres métaux qui font l'objet d'échanges sur le marché international, les perspectives à court terme pour l'aluminium sont encourageantes.

En 1983, les prix de ce produit ont pour la première fois dépassé ceux du cuivre alors qu'ils avaient baissé les années précédentes, tombant de 85 cents la livre en 1980 à 74 cents en 1981 puis à 64 cents en 1982. La production mondiale a également baissé en 1981 et en 1982 (14,5 et 14,2 millions de tonnes respectivement, contre 16 millions en 1979 et en 1980) ce qui, associé à la reprise économique de 1983, a contribué à la hausse des prix.

Après cette analyse de l'évolution récente et des perspectives des marchés de produits, on est tenté de simplifier le processus analytique et de le ramener à une formule mathématique. Comme c'est toujours le cas pour les équations de ce type, celle-ci doit être utilisée avec prudence étant donné que, parfois, un facteur isolé et non pris en compte dans l'équation peut se révéler déterminant.

$$W_p = f(W_{es}, Pr, C, T, E) \quad (2)$$

où :

W_p = Prix mondial du produit

W_{es} = [Situation économique des pays industrialisés] (ce facteur tient également compte de l'inflation, des taux de change et du niveau des stocks)

Pr = Production (qui est elle-même fonction d'autres facteurs)

- C * Habitudes de consommation dans les pays importateurs
- T * Facteur technologique
- E * Elément résiduel (notamment les mesures administratives et non économiques).

PARTIE II

INCIDENCE SUR L'ECONOMIE DES PAYS MEMBRES DE L'UMOA

Pour déterminer l'incidence de l'évolution et des perspectives des marchés des produits sur l'économie des Etats de l'Afrique de l'Ouest, nous avons décidé, parce que c'est plus simple, d'analyser l'incidence des prix du marché sur différents aspects du développement économique et financier des pays considérés; à cette fin, nous avons utilisé l'équation suivante :

$$W_i = f^{-1} (B, D, I, G, P) \quad (3)$$

où :

- W_i * Prix du produit sur le marché mondial
- B * Balance des paiements (y compris les termes de l'échange)
- D * Dette extérieure
- I * Investissement
- G * Recettes de l'Etat
- P * PIB
- f^{-1} * Fonction inverse qui signifie que tous les facteurs entre parenthèses sont influencés par les fluctuations de W_i .

1. Incidence sur le secteur extérieur (Balance des paiements : B)

Le secteur extérieur est celui qui subit toujours directement et immédiatement les contrecoups des fluctuations des cours mondiaux des produits exportés. Au milieu des années 70, les cours des produits de base ont augmenté dans le sillage de la hausse des prix du pétrole. L'excédent de balance des paiements des pays industrialisés leur permettait de soutenir la demande et, de plus, la hausse des prix du pétrole n'était pas encore répercutée sur le consommateur par l'intermédiaire des coûts de production. La détérioration de la balance des paiements de ces pays, qui d'excédentaire était devenue déficitaire, s'est traduite par une modification de la structure des coûts de production dans le secteur manufacturier et les pays membres de l'UMOA ont été durement touchés par la baisse des prix de leurs produits d'exportation. La chute des cours mondiaux du cacao, du café, du coton, de l'arachide, du minerai de fer, de l'aluminium, du phosphate, etc. a sensiblement réduit le montant de leurs recettes d'exportation (voir tableau 3). La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont donc dû faire appel au mécanisme de financement compensatoire du Fonds. Certains sont parvenus à atténuer temporairement leurs difficultés. C'est, par exemple, le cas du Niger qui, pendant les années 70, avait profondément modifié la structure de ses exportations : les arachides, qui représentaient 60 % des exportations totales du pays ont été

remplacés par l'uranium qui en représente maintenant 80 %. L'effondrement des cours mondiaux du cacao a forcé la Côte d'Ivoire à constituer des stocks, ce qui a failli se révéler désastreux pour l'économie du pays et la gestion de sa dette extérieure. Dans le cas du Sénégal, la détérioration des recettes d'exportation, provoquée par les fluctuations des prix de l'arachide a été aggravée par des conditions climatiques défavorables : certaines années, la production est tombée d'à peu près 1 million de tonnes à 200.000 tonnes environ, c'est-à-dire un volume qui n'est même pas suffisant pour la production d'huile et de graines. Les prix du phosphate sont dictés par les politiques des principaux pays producteurs, notamment le Maroc. Or, en raison de problèmes internes, ce pays n'a pas pu coopérer avec les autres pays producteurs pour adopter en matière de prix les politiques qui convenaient.

En ce qui concerne les importations, elles ont atteint dans les pays de l'UMOA, des niveaux très élevés et partant insoutenables, sous l'effet de programmes d'investissement souvent trop ambitieux lancés par ces pays pendant la première moitié des années 70, alors que les recettes d'exportation montaient en flèche. La baisse des recettes d'exportation a contraint ces pays à prendre toutes les mesures d'ajustement compatibles avec le maintien d'un niveau minimum de dépenses récurrentes. Malheureusement, les avantages procurés par ces mesures ont été annulés par la montée des coûts de production

des produits importés. Le solde des transactions courantes s'est donc dégradé très sensiblement entre 1974 et 1983 (voir tableau 5). Les termes de l'échange ont suivi la même tendance et, en dépit d'entrées importantes de capitaux, provenant notamment de France, les réserves en devises accumulées pendant les années 60 et au début des années 70 se sont tellement amenuisées qu'en 1982-83, seul un petit nombre de pays de l'Union avaient suffisamment de réserves pour couvrir plus de deux mois d'importations; certains d'entre eux n'avaient plus aucune réserve (voir tableaux 4, 5 et 5 bis).

2. Endettement extérieur (D)

Comme nous l'avons déjà indiqué, la montée en flèche des prix des produits de base pendant la première moitié des années 70 a coïncidé avec l'apparition sur le marché financier d'une masse de capitaux représentant des recettes accumulées dans des banques commerciales étrangères par les principaux pays exportateurs de pétrole. Présument que la tendance à la hausse des recettes d'exportation des pays en développement se poursuivrait, les banques ont jugé que ces pays étaient solvables et leur ont accordés des prêts qui dépassaient leur capacité d'absorption. L'ascension des taux d'intérêt, la chute des recettes d'exportation et le fait que les emprunts étaient à court terme sont autant de facteurs qui ont favorisé l'accumulation de plus en plus forte des arriérés de paiements

et obligé, de ce fait, le Club de Paris et le Club de Londres¹ à mettre en place de vastes programmes de rééchelonnement.

Le Club de Paris n'acceptant de se réunir que si un pays convient d'appliquer un programme d'ajustement, appuyé par des concours du Fonds dans les tranches supérieures de crédit, quatre des sept pays membres de l'Union ont déjà bénéficié du rééchelonnement ou sont en passe de l'obtenir. Cela montre bien les conséquences néfastes de la baisse persistante des recettes d'exportation de ces pays. Ceux qui n'ont pas encore rééchelonné leurs dettes ont néanmoins convenu, à l'issue de négociations avec le Fonds, d'adopter des programmes d'ajustement rigoureux et détaillés ou ont manifesté l'intention de le faire.

A l'heure actuelle, la dette extérieure de ces pays est tellement lourde qu'un programme d'ajustement encore plus rigoureux reste le préalable absolu à un développement économique convenable. Pour l'ensemble des pays en développement, les besoins en réserves sont tels que même si les cours mondiaux de leurs produits d'exportation augmentaient du triple (ce qui est pure utopie), ils ne parviendraient pas à les combler. Si, par exemple, le Mali n'a pas rééchelonné sa dette, c'est en raison de la structure de son endettement extérieur (formée d'emprunts bilatéraux, obtenus auprès de l'un des principaux pays industrialisés, à savoir la France) et de sa politique

¹ Le Club de Paris s'occupe du rééchelonnement des dettes bilatérales envers des créanciers officiels et le Club de Londres, des dettes envers des banques commerciales privées.

prudente en matière d'emprunts à l'étranger (bien que, de toutes façons, sa solvabilité ne lui permettrait pas d'emprunter largement sur le marché financier).

La Mauritanie a bénéficié d'entrées importantes et continues de capitaux en provenance des pays arabes, généralement sous forme de dons ou de prêts assortis d'un élément de libéralité substantiel. La dette de la Guinée se compose essentiellement d'emprunts à des pays de l'Est; ce pays ne peut donc pas obtenir de rééchelonnement dans le cadre du Club de Paris ou du Club de Londres. D'une manière générale, on peut dire qu'étant donné la baisse persistante de leurs recettes d'exportation et de leurs réserves en devises, les pays de l'UMOA, comme les pays en développement dans leur ensemble, ont vu la forte réduction des prêts bancaires aggraver leur problème d'endettement; les difficultés ont été notamment exacerbées dans les pays de l'Union qui, comme la Côte d'Ivoire, faisaient le plus largement appel au marché pour leur financement extérieur.

[Le moins que l'on puisse dire est que la grave récession de 1979-82, pendant laquelle on a utilisé pour lutter contre l'inflation une politique monétaire restrictive (en négligeant d'agir sur le déficit budgétaire) à un moment où les taux d'intérêt demeuraient élevés, a provoqué la faillite ou la fusion de nombreuses entreprises a intensifié le chômage et déclenché une crise d'endettement d'une gravité sans précédent pour les pays en développement où le secteur

des exportations est depuis de nombreuses années en proie à des des difficultés.] [Bien que la reprise soit apparemment amorcée, le niveau élevé des taux d'intérêt qui s'explique notamment par la coexistence aux Etats-Unis d'une politique monétaire restrictive et d'une politique budgétaire de relance, c'est-à-dire de deux orientations incompatibles, continue d'imposer une charge sur les pays débiteurs.] S'il est vrai que, par rapport à celui d'autres régions, l'endettement des pays de l'UMOA est relativement peu important, il n'en reste pas moins que, d'un point de vue national, cet endettement a maximisé les difficultés économiques alors que les ressources extérieures nécessaires au financement des importations et du processus de développement étaient en baisse (voir tableau 6).

3. Investissement (I)

Comme nous l'avons déjà indiqué, les investissements que présupposaient les programmes de développement relativement ambitieux lancés par presque tous les pays membres de l'Union au moment où les cours montaient en flèche, avaient une composante "importations" très importante. La détérioration persistente des termes de l'échange, l'épuisement des réserves en devises provoqué par l'ampleur du service de la dette extérieure, le fardeau que représentaient des dépenses récurrentes de plus en plus élevées, enfin l'aggravation du déficit budgétaire ont contraint les pays de l'Union à suspendre les activités de certains grands projets ou à suivre une politique de freinage et

de relancé avec toutes les conséquences sociales que cela implique; en outre, d'autres entreprises fonctionnaient à moins de 20 % de leur capacité avec toutes les conséquences financières qui en découlent. Parce que le financement de leur déficit budgétaire par des banques nationales privées est assujéti à un plafond statutaire, les pays d'Afrique francophone de la zone franc ont dû faire plus largement appel au financement extérieur. Ce système tend également à accroître les engagements des pays considérés à l'égard de l'étranger et a donné lieu, dans certains cas, à l'adoption des politiques budgétaires relativement laxistes. En pourcentage du PIB, l'épargne intérieure a sinon baissé, du moins stagné (voir tableau 7). Le resserrement du marché financier ne laissait aux membres de l'Union d'autres choix que de limiter leurs objectifs en matière d'investissement et de réduire, par conséquent, leurs possibilités de croissance économique. Le secteur industriel de ces pays a été gravement touché, comme l'ont été, par la suite, les secteurs primaires et tertiaires.

4. Equilibre budgétaire

Une part importante des recettes budgétaires des pays membres de l'Union provient des droits de douane et des taxes sur la valeur ajoutée. L'impôt sur le revenu des personnes physiques est minime étant donné que le revenu par habitant de la grande majorité de la population se situe à peine au niveau de subsistance. La baisse des recettes d'exportation, et donc du niveau des importations,

s'est traduite par une réduction plus que proportionnelle des recettes de l'Etat, situation d'autant plus grave que les autorités devraient (en règle générale, pour des motifs sociaux), continuer d'octroyer certaines subventions, notamment au secteur agricole. La contraction des dépenses restant la seule possibilité de réduire le déficit budgétaire dans le cadre du programme d'ajustement, certains gouvernements des pays membres de l'Union ont dû modifier complètement leur système de dépenses (fermeture de certaines entreprises semi-publiques, suppressions de certains avantages accordés aux fonctionnaires (tels que logement et transport gratuits, primes, etc ...)) fermeture d'ambassade à l'étranger, taxation des allocations versées en cas de préretraite, réduction des traitements des fonctionnaires à titre de contribution au processus national d'ajustement économique et financier, réduction de certaines subventions accordées aux agriculteurs, etc.). Malheureusement, ces différentes mesures n'ont pas toujours donné des résultats satisfaisants, en raison de leurs coûts administratifs et des difficultés d'application, et leurs coûts sociaux ont été, eux aussi, un grave handicap. Les déficits budgétaires restent donc le principal obstacle au financement du développement de ces pays (voir tableau 8).

5. Produit national brut

Au cours des dernières années, le PIB n'a augmenté que dans un petit nombre de pays membres de l'Union. Dans certains pays, le taux de croissance a même été négatif (voir tableau 9).

Le taux réel de croissance a été en moyenne sensiblement inférieur au taux de progression du service de la dette ou de la valeur unitaire des importations. Cette évolution décevante a été due au ralentissement des entrées de capitaux, à la réduction des importations, à la chute des recettes d'exportation provoquée par la baisse des cours des produits de base exportés, enfin à des conditions climatiques qui ont limité la production. Les pays tributaires d'un (ou de deux) produit(s) ont été plus gravement touchés que ceux où la base de la production agricole destinée à l'exportation est plus diversifiée (voir tableau 10). Toutefois, même pour ceux-ci, la lourde charge du service de la dette extérieure a créé des difficultés qu'ont aggravée la baisse des recettes d'exportation.

III. Conclusion

Comme chacun le sait, la production agricole destinée à l'exportation est une activité à intensité de capital relativement forte dans l'ensemble des pays en développement et la demande intérieure de produits primaires d'exportation y est peu importante. En outre, le coût marginal de production est plus élevé dans le secteur agricole que dans le secteur des mines, mais moins que dans l'industrie en général. [Il ne fait pas de doute que, compte tenu de la large gamme de produits que les pays de l'UMOA peuvent offrir sur les marchés internationaux, la solution la plus simple pour développer les exportations serait de favoriser la mise sur le marché du plus grand nombre possible de produits nouveaux à côté

de ceux qui sont actuellement commercialisés.] Se pose alors la question fondamentale de la diversification à deux niveaux :

1. au niveau de la base de production, afin de ne plus avoir à faire fonds sur un seul grand produit d'exportation.
2. au niveau du commerce au sein même de l'Union afin de ne plus se limiter à un petit nombre de débouchés extérieurs.

En ce qui concerne la première forme de diversification, il s'agit sans nul doute d'une entreprise de longue haleine et il n'est pas sûr du tout que les nouveaux produits trouveront des débouchés dès qu'ils seront disponibles. Les habitudes de consommation ne changent pas du jour au lendemain et, pour les modifier, il faut une campagne publicitaire bien organisée, dont le coût dépasse les moyens des pays en développement. Il y a donc là indéniablement un dilemme.

En ce qui concerne la seconde forme, l'expérience montre que, jusqu'à présent, les échanges entre les pays membres de l'Union se sont peu développés. Les progrès dans ce domaine ont été très lents, et bien que les différents pays aient diversifié leurs marchés d'exportations, la plus grande partie des échanges reste dirigée du Sud vers le Nord (c'est-à-dire des pays de l'UMOA vers les pays industrialisés).

Pour accroître la production, il est indispensable d'offrir des incitations aux producteurs; à cet égard, il convient notamment de souligner l'importance des prix payés à la production et des services de vulgarisation.

En fait, il serait préférable de payer aux producteurs un prix satisfaisant et de réduire les subventions qui ne font qu'aggraver le déficit budgétaire. Les services de vulgarisation devraient apprendre aux producteurs les méthodes modernes d'agriculture, y compris l'utilisation d'engrais et d'autres moyens de production.

Dans certains de ces pays, l'agriculture est devenue un secteur moins attrayant, notamment pour les jeunes, et la pénurie de main-d'oeuvre devient rapidement un obstacle au développement de ce secteur. Il est vrai qu'il subsiste un certain nombre de problèmes structurels tels que la prédominance des techniques traditionnelles de production, en dépit des efforts des pouvoirs publics pour moderniser les techniques et fournir les moyens de production adéquats. Les prix à la production des cultures d'exportation assurent les producteurs qu'ils obtiendront des organismes de commercialisation un prix minimum si les cours du marché tombent à un niveau inférieur à celui des prix garantis ou si les agriculteurs ont du mal à vendre leur production (on pourrait toutefois se demander quel est le minimum acceptable). Les prix garantis ont un double objectif : protéger les petits fermiers et empêcher toute exploitation par les intermédiaires. Dans les pays en question, les autorités ont modifié fréquemment les prix aux producteurs afin d'inciter les exploitants à accroître leur production. Etant donné les baisses fréquentes des cours de certains produits - et notamment leur récente tendance à diminuer - les prix à la production ont souvent été supérieurs aux prix à l'exportation et, de ce fait, ils ont pris, dans une certaine mesure, la forme de subventions

aux producteurs. Toutefois, si l'on tient compte de l'orientation générale des politiques adoptées, des fluctuations des cours mondiaux et des variations de conditions climatiques on peut dire que les prix à la production n'étaient pas suffisants, en dépit de l'élément de subvention, pour mettre un frein à la baisse de la production agricole.

On a souvent fait valoir que, dans les pays en développement, la modification du taux de change (dévaluation directe ou différentielle) était un instrument important pour exercer un contrôle sur l'évolution de la balance des paiements. En théorie, l'argument est valable; dans la pratique, toutefois, l'efficacité de cet instrument dépend de certaines conditions, notamment la structure et l'orientation des échanges ainsi que l'élasticité-prix des produits commercialisés. Quand une modification des taux de change est clairement nécessaire, il ne faudrait pas chercher à y substituer une politique budgétaire car ce type de politique est difficile à mettre en oeuvre et n'a jamais donné les résultats escomptés, même à moyen terme.

Toutefois, étant donné la structure des exportations des pays de l'UMOA, on ne voit pas très bien quels peuvent être les avantages d'une dévaluation, si ce n'est la hausse de la valeur en monnaie nationale des produits exportés lorsque les prix sont exprimés en une autre devise que le franc français et que les produits sont vendus ailleurs que sur le marché français. Même dans ce cas, l'avantage serait largement compensé par l'accroissement de la dette extérieure des pays en question. L'appréciation du dollar E.U. entre 1981 et 1983 et ses conséquences négatives sur le service de la dette de la Côte

d'Ivoire montre clairement quel serait l'impact d'une dévaluation sur l'économie des pays membres de l'Union en raison de leur endettement extérieur et de la structure de leurs échanges. Les pays membres de l'Union ne peuvent en rien influencer les prix de leurs exportations sur les marchés internationaux. Les prix et la demande ne réagissent pas à une baisse de la production (qui elle-même dépend souvent des conditions climatiques). Les habitudes de consommation, le volume des stocks dans les pays consommateurs et la situation économique des pays industrialisés sont les seuls facteurs qui pourraient faire varier le niveau des prix (voir partie I). Le seul instrument extérieur que les pays de l'UMOA peuvent utiliser est "l'action concertée" pour essayer d'obtenir au moins des prix plus élevés, étant donné que, de toute façon, ils ne peuvent pas recevoir une rémunération adéquate. Ce qui importe, entre temps, c'est appliquer une judicieuse politique de diversification, qui pourrait être utile mais ne permettra pas de résoudre tous les problèmes.

Pour que les pays de l'UMOA sortent de la crise actuelle, il faudrait satisfaire à quatre conditions :

1. Il est important que les pays de l'UMOA continuent d'adopter des mesures qui forment un programme d'ajustement judicieux et détaillé et qu'ils soient disposés à poursuivre leurs efforts dans ce sens pendant une assez longue période.

2. Il faudrait que la reprise dont bénéficient les pays industrialisés (et notamment les Etats-Unis) se poursuive de façon dynamique au-delà de 1984

et que les taux d'intérêt réels reviennent à un niveau soutenable pour les pays membres de l'UMOA. Il se pourrait que l'énorme déficit budgétaire des États-Unis et de certains autres grands pays industrialisés entrave le déroulement de ce processus en faisant monter les taux d'intérêt et en mettant fin à la reprise.

3. Il faudrait que le FMI soit en mesure de fournir à tous les pays en développement et aux pays membres de l'UMOA en particulier, les ressources financières dont ils ont besoin pendant le processus d'ajustement;

4. Il faudrait que le commerce mondial se développe progressivement afin de permettre au pays en développement de se procurer les devises nécessaires pour rembourser leurs dettes et appliquer de manière satisfaisante leurs programmes de développement. La situation intérieure des pays de l'UMOA doit absolument leur permettre d'assurer le service de leur dette. Il s'agit malheureusement, d'un objectif qu'il est difficile d'atteindre; de fait, l'austérité qu'implique inévitablement le service de la dette risque de ralentir considérablement l'activité économique, de susciter des troubles et de provoquer une famine généralisée.

Tant qu'ils n'auront pas raffermi la demande intérieure et accru leurs importations, les pays de l'UMOA (comme d'ailleurs tous les pays en développement) ne pourront pas contribuer véritablement à la reprise économique mondiale.

Somme toute, en attendant que la difficile, mais utile, "coopération internationale" aboutisse à une amélioration de la situation économique

et financière, les pays membres de l'UMOA ainsi que la Guinée et la Mauritanie n'ont, pour ainsi dire, d'autre issue que de procéder à un ajustement rapide et judicieux de leur économie.

Tableau 1. Indice des prix des produits primaires autres que le pétrole

(1975 = 100)

Année	Valeur nominale (exprimée en dollars E.U.)					Valeur ajustée (au moyen des prix des produits manufacturés)				
	Ensemble des produits	Alimen- tation	Boissons	Matières premières agricoles	Métaux	Ensemble des produits	Alimen- tation	Boissons	Matières premières agricoles	Métaux
Indice										
1970	58	45	70	55	78	108	84	130	103	145
1971	56	46	65	55	67	97	80	113	96	118
1972	63	53	71	72	68	101	85	113	116	109
1973	97	82	87	129	99	134	113	121	178	136
1974	124	131	104	125	124	140	148	118	143	142
1975	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1976	115	84	192	124	106	114	84	189	123	105
1977	139	83	332	128	114	127	76	304	117	104
1978	133	96	241	138	120	106	76	192	109	95
1979	155	109	255	168	156	108	76	178	117	109
1980	169	141	224	175	172	106	89	141	110	108
1981	144	122	174	158	148	95	81	115	105	98
1982	127	97	178	136	135	86	66	122	93	92
1983	135	105	192	149	135	95	74	134	105	94
Variation en pourcentage										
1970	3,4	5,3	13,1	-8,8	5,4	-2,3	-0,5	6,8	-13,9	-0,4
1971	-4,8	2,0	-7,6	-0,5	-13,6	-10,6	-4,2	-13,3	-6,5	-18,9
1972	13,3	14,4	9,3	30,8	0,2	4,6	5,6	0,9	20,7	-7,5
1973	53,2	54,8	23,5	79,2	48,8	31,8	33,2	6,2	54,2	26,3
1974	28,0	59,7	19,3	-3,5	25,0	4,6	30,5	-2,5	-21,2	2,1
1975	-19,2	-23,5	-3,8	-19,8	19,4	-28,5	-32,3	-14,9	-29,0	-28,6
1976	14,8	-15,6	91,8	24,3	6,0	13,9	-16,2	90,3	23,3	5,2
1977	21,2	-1,8	73,2	3,2	7,5	11,4	-9,7	59,3	-5,1	-1,2
1978	-4,1	15,8	-27,4	7,6	5,4	-16,8	0,5	-37,0	-6,6	-8,5
1979	16,3	13,4	5,8	21,9	29,8	2,4	-0,2	-6,8	7,4	14,4
1980	8,7	30,0	-12,2	4,1	10,6	-2,2	17,0	-21,0	-6,3	-0,4
1981	-14,6	-13,6	-22,3	-9,7	-14,0	-9,9	-8,8	-18,0	-4,8	-9,3
1982	-12,1	-20,8	2,5	-13,7	-9,2	-10,0	-18,9	4,9	-11,9	-7,4
1983	6,2	8,7	6,1	8,6	0,2	8,6	11,3	8,6	11,1	2,5

Source : SFI; Primary Commodity Markets - Commodity Division, p.2 (étude qui a été effectuée par la Division des produits du FMI et qui paraîtra bientôt).

Tableau 2. Prix des produits de base autres que le pétrole et fact sous-jacents

	Cycle des prix 1972-77 ¹			Cycle des prix 1978-83 ¹		
	Augmentation	Diminution	Reprise	Augmentation	Diminution	Reprise
A. Périodes	1972-74	1974-75	1976-77	1978-80	1981-82	1983
B. Durée de la période en trimestres	10	6	6	9	8	4
C. Prix des produits de base	(Variation en pourcentage)					
C. 1. Prix nominaux (exprimés en dollars E.U.)	131	-23	56	30	-28	16
a) "Expliqués" par les quatre variables ci-dessous :	78	-28	28	39	-44	9
Production industrielle	(30)	(-25)	(29)	(23)	(-19)	(19)
Inflation	(48)	(12)	(14)	(36)	(17)	(4)
Taux de change	(12)	(-2)	(-2)	(0)	(-24)	(-5)
Facteurs tendanciels	(-22)	(-13)	(-13)	(-20)	(-18)	(-9)
b) Autres facteurs	53	5	28	-9	16	7
Les chocs "violents" de l'offre sont indiqués par les variations des prix touchés par ces chocs						
Alimentation	(161)	-	-	-	-	(23)
Boissons	(78)	-	(246)	-	-	-
C. 2. Prix nominaux exprimés en DTS	93	-22	60	26	-14	20
C. 3. Prix réels ²	57	-30	40	4	-20	13

Source : Primary Commodity Markets, Commodity Division, p.4, (étude qui a été effectuée par la Division des produits du FMI et qui paraîtra bientôt).

1 Les périodes sont définies comme suit :

Cycle 1972-77

Augmentation des prix : 1^{er} trimestre de 1972 - 2^e trimestre de 1974; diminution : 3^e trimestre de 1974 - 4^e trimestre de 1975; reprise : 1^{er} trimestre de 1976 - 2^e trimestre de 1977.

Cycle 1978-83

Augmentation des prix : 4^e trimestre de 1978 - 4^e trimestre de 1980; diminution : 1^{er} trimestre de 1981 - 4^e trimestre de 1982; reprise : 1^{er} trimestre de 1983 - 4^e trimestre de 1983.

2 Prix ajustés en fonction de l'indice des Nations-Unies relatif aux prix des produits manufacturés exportés par les pays développés.

annex 3. Cours mondial de certains produits base

Produit de base	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<u>Arachide (\$/tonne)</u>							
Huile	845,75	1079,17	888,17	858,75	1042,75	585,17	710,92
Tourteau	217,75	204,92	211,08	239,08	189,17	196,08	
<u>Cacao (cents/livre)</u>	171,96	154,43	149,36	118,09	94,19	79,01	96,08
<u>Café (cents/livre)</u>							
Robusta	223,75	147,47	165,47	147,15	102,91	111,04	124,12
Arabica	234,67	162,82	173,53	154,20	128,09	139,72	131,69
<u>Viande de boeuf (cents/livre)</u>	68,33	96,99	130,82	125,19	112,12	108,39	110,67
<u>Coton (cents/livre)</u>							
Fibres moyennes	71,33	71,95	77,14	93,73	83,97	72,51	84,10
Fibres longues	149,20	138,60	153,21	153,49	151,99	124,87	139,96
<u>Bananes (\$/40 livres)</u>	4,95	5,20	5,91	6,80	7,28	6,80	7,79
<u>Minéral de fer (\$/tonne)</u>	21,58	19,62	23,44	27,24	24,62	26,21	23,90
<u>Aluminium (cents/livre)</u>	51,88	60,10	70,88	85,13	74,49	64,33	64,79
<u>Poudre de poisson (\$/tonne)</u>	453,92	409,92	394,92	504,42	467,50	353,75	452,50
<u>Gaoutchouc (cents/livre)</u>	36,95	44,71	57,25	64,62	50,93	38,90	48,27
<u>Riz (\$/tonne)</u>	272,42	368,50	334,33	433,67	482,83	293,38	276,58

Source : Primary Commodity Markets, Commodity Division (étude qui a été effectuée par la Division des produits du FMI et qui paraîtra bientôt).

Table 4. Pays membres de l'UMOA - Termes de l'échange 1973-83

(1975 = 100)

	1973	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bénin										
Prix unitaires à l'exportation	112,51	100,00	103,3	110,08	127,70	147,10	158,13	158,74	158,3	159,5
Prix unitaires à l'importation	65,60	100,00	101,02	112,00	124,50	145,35	175,33	164,30	178,1	181,9
Termes de l'échange	171,58	100,00	102,28	98,30	102,57	101,20	90,10	96,63	88,9	88,8
Côte d'Ivoire										
Prix unitaires à l'exportation	82,90	100,00	124,70	197,90	183,70	209,90	209,94	152,73	155,1	163,7
Prix unitaires à l'importation	63,29	100,00	95,56	103,50	120,20	141,96	178,30	175,40	177,1	178,5
Termes de l'échange	130,99	100,00	130,50	191,22	152,23	147,23	114,94	87,10	88,7	89,2
Haute-Volta										
Prix unitaires à l'exportation	66,38	100,00	125,10	131,88	119,38	121,48	144,61	120,87	119,9	122,6
Prix unitaires à l'importation	66,32	100,00	102,07	107,15	117,70	126,20	127,10	122,40	124,5	126,1
Termes de l'échange	100,09	100,00	122,54	123,08	101,44	96,26	113,78	98,75	96,3	97,2
Niger										
Prix unitaires à l'exportation	58,30	100,00	108,76	131,00	160,47	174,91	189,98	146,74	150,3	153,5
Prix unitaires à l'importation	61,78	100,00	102,17	113,41	124,12	145,85	182,08	175,65	177,3	180,4
Termes de l'échange	94,37	100,00	106,45	115,52	129,29	119,93	104,34	83,54	84,7	85,0
Sénégal										
Prix unitaires à l'exportation	59,90	100,00	88,38	96,15	112,91	121,10	138,49	144,56	150,7	155,6
Prix unitaires à l'importation	63,53	100,00	101,70	111,75	123,71	143,73	173,92	158,87	160,2	161,1
Termes de l'échange	94,29	100,00	86,90	86,04	91,27	84,26	79,63	90,99	94,0	96,5
Togo										
Prix unitaires à l'exportation	38,15	100,00	69,41	97,96	107,59	122,92	146,28	129,21	133,1	135,7
Prix unitaires à l'importation	65,72	100,00	97,20	101,45	126,77	137,66	175,51	170,23	171,5	173,1
Termes de l'échange	58,05	100,00	71,41	96,56	84,87	89,29	83,35	75,90	77,6	78,3
Pour mémoire :										
Termes de l'échange										
Tous les pays en développement non pétroliers	116,4	100,0	100,0	112,7	108,1	107,9	103,2	101,5	101,0	102,3
Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Sud)	109,4	100,0	106,7	125,0	116,0	116,1	105,5	99,8	98,3	98,7

Sources : FMI, documents sur les "Unions monétaires", p. 64; base de données et estimations des Perspectives de l'économie mondiale.

Tableau 5. UMOA - Indicateurs généraux de la balance des paiements, 1975-83

(En pourcentage du PIB)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bénin									
Exportations	22,1	20,9	25,5	20,2	22,4	22,7	20,4	21,0	20,1
Importations	39,1	37,2	39,2	38,1	39,2	40,8	40,5	41,2	41,0
Balance commerciale	-17,0	-16,3	-13,7	-17,9	-16,8	-18,1	-20,1	-20,2	-20,9
Solde courant	-10,1	-8,2	-6,6	-11,4	-10,9	-11,0	-16,0	-15,0	-17,0
Balance globale	-4,0	1,0	-0,1	-2,9	-1,4	-0,2	-1,2	-2,3	-3,0
Côte d'Ivoire									
Exportations	31,8	37,2	38,5	33,1	29,0	26,4	27,3	26,8	26,2
Importations	26,0	24,9	25,5	25,9	27,8	22,8	22,8	23,2	24,0
Balance commerciale	5,8	12,3	13,0	7,2	1,2	3,6	4,5	3,6	2,2
Solde courant	-9,9	-5,3	-2,8	-9,9	-14,1	-16,6	-17,5	-18,0	-19,1
Balance globale	-2,4	0,2	1,9	1,7	-3,4	-6,1	-6,7	7,0	-7,2
Haut Volta									
Exportations	11,6	12,5	12,4	10,8	11,2	10,1	10,4	11,2	10,1
Importations	29,5	25,3	28,8	25,5	26,4	27,7	25,7	26,3	27,0
Balance commerciale	-17,9	-12,8	-16,4	-14,8	-15,2	-15,6	-15,3	-15,1	-16,9
Solde courant	-0,7	-5,7	-4,1	-6,0	-4,8	-5,7	-5,4	-5,0	-6,1
Balance globale	-1,5	-0,7	-1,2	-2,8	1,9	1,0	1,6	1,7	1,4
Mali									
Exportations	7,6	9,8	12,0	8,4	11,2	15,7	15,5	17,1	21,6
Importations	14,4	11,6	10,7	17,8	20,3	26,8	27,9	27,5	29,5
Balance commerciale	-6,8	-1,7	-1,2	-9,4	-9,1	-11,0	-12,3	-10,4	-7,8
Solde courant	-8,1	-6,2	-2,3	-8,1	-10,0	-10,2	-8,5	-7,0	-6,4
Balance globale	-6,1	-3,2	1,4	-1,5	-1,4	-2,5	-3,9	-	0,5
Mauritanie									
Exportations	39,5	40,0	33,5	29,6	32	29	27,5	30,4	32,1
Importations	77,3	78,5	70	64,0	63,4	61,4	59,3	57,4	55,0
Balance commerciale	-31,8	-38,5	-24,5	-34,4	-31,4	-32,4	-31,7	-27,0	-22,9
Solde courant	-34,0	-48,3	-47,1	-45,0	-36,0	-35,0	-38,1	-40,2	-37,5
Balance globale	-4,7	-3,9	7,2	-5,1	-5,7	-2,0	-4,5	-7,0	-5,2
Niger									
Exportations	16,2	14,8	13,5	19,7	23,7	22,7	20,4	21,0	22,0
Importations	16,9	14,6	24,2	34,0	33,4	32,6	29,7	30,1	30,4
Balance commerciale	-0,7	0,2	-8,7	-14,3	-9,7	-9,9	-9,3	-9,1	-8,4
Solde courant	-10,4	-7,9	-13,9	-19,2	-13,9	-14,0	-14,2	-15,1	-15,7
Balance globale	-0,7	-3,2	-1,4	-0,9	-0,2	-0,1	-0,7	-1,2	-1,0
Sénégal									
Exportations	26,6	27,3	34,7	22,6	23,9	21,4	20,5	22,0	20,5
Importations	35,9	39,0	45,0	43,0	45,4	45,2	49,1	50,2	50,3
Balance commerciale	-9,3	-11,7	-10,3	-20,4	-21,5	-23,8	-28,6	-28,2	-29,8
Solde courant	-4,5	-4,9	-3,5	-12,6	-16,4	-17,0	-22,7	-23,5	-24,1
Balance globale	1,0	-0,1	-0,5	-4,4	-4,5	-4,1	-7,9	-7,7	-8,3
Togo									
Exportations	24,5	28,4	29,0	30,5	26,1	31,2	27,0	28,1	28,3
Importations	36,8	32,2	36,8	47,1	42,8	37,3	30,3	32,3	33,4
Balance commerciale	-12,3	-3,8	-7,8	-16,6	-16,7	-6,1	-3,3	-4,2	-5,1
Solde courant	-13,2	-4,4	-13,2	-23,8	-21,4	-10,3	-8,7	-9,3	-9,5
Balance globale	1,4	0,4	-4,5	2,3	-0,7	0,8	4,2	3,0	3,3

Sources : FMI, Statistiques financières internationales, document sur les "Unions monétaires", p. 62; rapports des services du Fonds; estimations effectuées par les services du Fonds et estimations de l'auteur pour 1982-83.

Tableau 5bis. Réserves internationales en mois d'importations

Pays	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bénin	1,2	1,3	1,0	1,0	0,5	0,1	0	0	-1,0
Côte d'Ivoire	1,5	1,0	1,3	2,5	1,0	0,8	0	0,3	1,0
Guinée	2,0	4,0	3,0	2,6	2,6	3,5	2,0	0	1,0
Haute Volta	6,0	6,0	3,0	1,5	2,3	3,0	2,0	1,5	1,7
Mali	1,5	2,0	1,0	1,0	1,5	1,6	1,2	2,0	2,5
Mauritanie	3,0	3,0	2,5	3,5	4,0	5,3	3,0	4,5	5,5
Niger	6,0	8,3	4,2	3,0	2,0	2,0	1,5	1,0	0,7
Sénégal	1,0	0,5	0,6	0,5	0,4	0	1,3	1,0	0
Togo	4,0	5,0	2,0	2,0	1,0	2,2	1,0	0,7	1,0

Sources : FMI, document sur les "Unions monétaires", SFI et estimations.

Tableau 6. Service de la dette extérieure en pourcentage du PIB

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bénin	4,5	4,0	3,0	3,0	2,5	3,0	3,5	2,1	2,0
Côte d'Ivoire	9,0	9,2	10,5	13,7	19,0	22,0	28,5	33,4	39,2
Guinée	6,0	7,0	5,5	8,2	7,3	10,3	11,5	10,7	12,3
Haute-Volta	11,0	15,0	20,3	23,0	27,2	30,1	32,1	29,3	27,0
Mali	4,5	7,0	3,5	5,4	11,5	11,0	10,5	8,3	7,2
Mauritanie	3,3	3,6	4,0	4,6	4,5	6,0	5,4	5,7	7,7
Niger	5,0	4,6	4,6	3,0	2,7	6,0	8,3	9,5	12,5
Sénégal	6,3	6,7	6,6	14,0	14,5	16,0	15,0	19,0	18,1
Togo	10,5	7,0	11,5	15,0	24,0	35,0	36,0	30,5	28,5

Sources : Banque mondiale, External Debt Tables (1982), SFI et estimations.

Tablea . Epargne intérieure en pourcenta du PIB

Pays	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bénin	-0,6	-1,5	-0,5	-2,0	0,2	2,0	-1,0	0,8	0,9
Côte d'Ivoire	22,7	28,9	35,0	29,0	26,0	22,5	19,5	18,1	19,8
Guinée	14,0	11,0	12,5	12,6	8,0	14,4	12,2	13,5	11,1
Haute-Volta	-4,0	-0,3	-8,0	-6,0	-8,6	-9,0	-10,1	-11,3	-14,5
Mali	-10,0	5,0	12,0	10,0	4,8	3,0	5,3	6,0	6,7
Mauritanie	11,7	4,0	-14,9	-16,5	-8,0	4,0	-2	-4	-5,7
Niger	7,0	15,0	14,0	11,7	16,0	13,0	14,0	12,0	15,0
Sénégal	13,0	10,5	10,5	4,0	2,6	-5,0	-2,0	3,0	3,5
Togo	18,0	18,0	21,0	23,0	21,0	18,0	16,2	16,0	17,4

Sources : FMI, Statistiques financières internationales, rapports et estimations des services du Fonds.

Tableau 8. Déficit des finances publiques en pourcentage du PIB

Pays	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bénin	-1,5	0	-5,0	-1,2	-6,0	-7,5	-8,0	-9,0	-12,0
Côte d'Ivoire	-3,0	-5,0	1,2	-10,0	-11,0	16,4	-9,0	-9,0	7,0
Guinée	13,0	13,0	7,0	10,0	-14,0	2,0	-2,0	-6,0	-15,0
Haute-Volta	-1,0	-1,0	-6,2	-5,1	-9,5	-5,0	-5,5	-5,7	-4,9
Mali	-5,1	-13,0	-11,0	-13,0	-15,0	-15,3	-10,2	-8,3	-6,0
Mauritanie	-13,0	-33,0	-22,0	-8,0	-11,2	-25,0	-13,0	-24,0	-10,5
Niger	-1,5	-2,0	-2,0	-3,5	-2,0	-5,5	-6,2	-6,0	-3,2
Sénégal	-1,0	-5,0	-2,5	-1,5	0	-1,3	-4,0	-3,0	-3,5
Togo	-3,5	-11,0	-12,0	-14,0	-15,0	-6,0	-7,3	-6,5	-5,0

Sources : FMI, Statistiques financières internationales et estimations; 0 = équilibre; le signe "-" indique un déficit.

Tableau 9. Taux de croissance du PIB réel

(En pourcentage)

Pays	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bénin	-1,0	4,5	3,8	5,8	4,3	6,3	-1,6	-4,9	2,5
Côte d'Ivoire	7,0	12,5	5,0	10,0	5,1	6,0	-1,7	-2,0	2,8
Guinée	3,0	8,0	-3,5	6,5	-1,5	1,0	-3,2	-4,1	-5,2
Haute-Volta	-6,2	-5,4	-3,0	-2,0	1,5	2,8	0,1	-2,1	0,3
Mali	13,8	13,7	10,9	-1,5	10,3	-1,4	-2,3	-2,5	3,1
Mauritanie	-7,6	10,6	-3,6	-2,4	11,0	10,0	7,5	6,2	4,5
Niger	-1,2	20,8	3,9	8,9	12,6	5,4	4,3	3,7	3,0
Sénégal	7,5	9,1	1,4	-8,0	12,8	-8,0	-6,5	-3,3	1,5
Togo	0,8	4,0	4,5	5,8	1,9	0,3	-2,0	-3,1	-1,1

Sources : FMI, Statistiques financières internationales; rapports et estimations des services du Fonds.

Tableau 10. Pays membres de l'UMOA - Structure des exportations, 1970-83

(En pourcentage des exportations totales)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bénin										
Exportations traditionnelles	49,1	38,5	43,8	41,6	61,2	61,5	73,5	72	75	74
Coton	(15,5)	(22,7)	(29,3)	(17,7)	(28,3)	(15,9)	(24,9)	(27)	(28)	(26)
Cacao	(16,7)	(9,4)	(5,5)	(10,8)	(23,6)	(40,1)	(34,7)	(33)	(35)	(37)
Huile de palme	(16,9)	(6,4)	(9,1)	(13,1)	(9,3)	(5,5)	(13,9)	(12)	(12)	(11)
Exportations non traditionnelles	50,9	61,5	56,2	58,4	38,8	38,5	26,5	28	25	26
Côte d'Ivoire										
Exportations traditionnelles	78,0	60,8	71,8	70,3	69,3	68,7	75,6	69	77	78
Café	(33,2)	(24,2)	(33,8)	(35,5)	(25,0)	(31,1)	(23,8)	(26)	(25)	(28)
Cacao	(22,3)	(18,7)	(18,2)	(18,7)	(30,7)	(21,7)	(31,6)	(33)	(32)	(35)
Bois d'oeuvre	(22,3)	(17,9)	(19,8)	(16,1)	(13,6)	(15,9)	(20,2)	(10)	(20)	(15)
Exportations non traditionnelles	22,0	39,2	28,2	29,7	30,7	31,3	24,4	31	23	22
Haute-Volta										
Exportations traditionnelles	63,2	67,7	62,5	68,6	60,2	68,1	74,6	75	75	74
Bétail	(31,3)	(36,1)	(11,6)	(37,1)	(26,3)	(23,7)	(40,5)	(37)	(27)	(34)
Arachide	(6,3)	(15,4)	(5,3)	—	(1,0)	(0,5)	—	—	(1)	(—)
Coton	(25,6)	(16,2)	(45,6)	(31,5)	(32,9)	(43,9)	(34,1)	(38)	(37)	(40)
Exportations non traditionnelles	36,8	32,3	37,5	31,4	39,8	31,9	25,4	25	25	26
Mali										
Exportations traditionnelles	72,4	66,8	62,7	64,8	52,3	55,5	50,4	44,8	40,6	52,4
Coton	(58,1)	(52,6)	(50,4)	(57,0)	(48,2)	(50,8)	(48,1)	(39,0)	(38,8)	(47,2)
Arachide	(14,3)	(14,2)	(12,3)	(7,8)	(4,1)	(4,7)	(2,3)	(5,8)	(1,8)	(5,2)
Exportations non traditionnelles	27,6	33,2	37,3	35,2	47,7	44,5	49,6	55,2	59,4	47,6
Mauritanie										
Exportations traditionnelles	97,5	96,3	95,6	92,7	94,5	99,6	99,6	100,0	100,0	99,1
Minerais de fer	(88,4)	(88,2)	(86,3)	(79,8)	(73,8)	(90,2)	(77,7)	(64,5)	(59,7)	(59,1)
Poisson	(9,1)	(8,1)	(9,3)	(12,9)	(20,7)	(9,4)	(21,9)	(35,5)	(40,3)	(40,0)
Exportations non traditionnelles	2,5	3,7	4,4	7,3	5,5	0,4	0,2	—	—	0,9
Niger										
Exportations traditionnelles	78,3	84,2	83,0	84,0	91,7	93,9	95,5	96	96	96,5
Uranium	—	(60,8)	(64,0)	(74,3)	(72,4)	(79,0)	(80,1)	(81)	(81)	(82)
Bétail	(15,8)	(18,9)	(15,0)	(9,4)	(19,3)	(14,9)	(15,0)	(15,0)	(15,0)	(14,5)
Arachide et produits dérivés	(62,5)	(4,5)	(4,0)	(0,3)	—	—	—	—	—	—
Exportations non traditionnelles	21,7	15,8	17,0	16,0	8,3	6,1	4,9	4,0	4,0	3,5
Sénégal										
Exportations traditionnelles	57,2	62,9	68,6	57,9	37,5	52,7	31,2	51	48	43
Arachide et produits dérivés	(48,5)	(40,5)	(55,2)	(48,1)	(24,0)	(39,8)	(16,3)	(36)	(37)	(30)
Phosphates	(8,7)	(22,4)	(13,4)	(9,8)	(13,5)	(12,9)	(14,9)	(15)	(11)	(13)
Exportations non traditionnelles	42,8	31,1	31,4	42,1	62,5	47,3	68,8	49	52	57
Togo										
Exportations traditionnelles	83,7	88,5	89,8	77,7	76,0	65,5	56,7	58	58	60
Phosphates	(24,5)	(64,6)	(48,7)	(39,2)	(46,6)	(40,7)	(42,1)	(44)	(45)	(44)
Cacao	(41,7)	(17,4)	(25,8)	(29,3)	(15,9)	(14,9)	(7,8)	(7)	(6)	(8)
Café	(17,5)	(6,5)	(15,3)	(9,2)	(13,5)	(9,9)	(6,8)	(7)	(7)	(8)
Exportations non traditionnelles	16,3	11,5	10,2	22,3	24,0	34,5	43,3	42	42	40

Sources : Rapport publié par le Secrétariat du Comité monétaire de la zone franc, divers numéros; estimations effectuées par les services du FMI; FMI, document sur les "Unions monétaires", p. 70 et estimations de l'auteur pour 1981-83.

REFERENCES

Perspectives de l'économie mondiale ID/83/5, FMI, août 1983

Unions monétaires, FMI, SM/82/183, août 1982

Recent Developments and Outlook for Primary Commodity Markets, FMI,
Département des études, Division des produits (à paraître)

Ke-Toung Chu and Thomas K. Morrison, "The 1981-82 Recession and Non-Oil
Primary Commodity Prices: An Econometric Analysis", Staff Papers,
FMI (à paraître)

USDA, Foreign Agriculture Circulars and Service

Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture,
Rapport et perspectives sur les produits, 1975 à 1983, et différentes
publications sur l'Agriculture

Publications de l'OIC

Publications de l'ICCO

Cotton - World Statistics, Quarterly Bulletin of the International Cotton
Advisory Committee; Cotton Outlook, Liverpool Cotton Services, Ltd.

World Bureau of Metal Statistics, World Metal Statistics.